

# EUROBAROMETRE 66

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

## AUTOMNE 2006

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

# TABLE DES MATIERES

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION</b>                              | <b>3</b>  |
| <b>I) <u>LE CONTEXTE</u></b>                     | <b>4</b>  |
| A) La situation personnelle                      | 4         |
| B) Le climat général en France et en Europe      | 6         |
| C) La confiance dans les institutions            | 7         |
| D) Les principaux problèmes se posant au pays    | 8         |
| <b>II) <u>ECONOMIE ET EMPLOI</u></b>             | <b>9</b>  |
| A) La situation actuelle                         | 9         |
| B) Les perspectives pour l'année à venir         | 12        |
| C) La mondialisation                             | 15        |
| D) La concurrence et le marché intérieur         | 18        |
| E) L'euro  | 19        |
| F) Compétitivité et environnement                | 21        |
| <b>III) <u>LES VALEURS</u></b>                   | <b>23</b> |
| A) Les sujets de société                         | 23        |
| B) Les valeurs de l'Europe                       | 27        |
| C) Identité nationale et européenne              | 30        |
| <b>IV) <u>L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI</u></b> | <b>32</b> |
| A) Appartenance et bénéfices                     | 32        |
| B) Les institutions européennes                  | 38        |
| C) L'information sur l'Union                     | 40        |
| D) L'intérêt pour la politique européenne        | 42        |
| <b>V) <u>LES ENJEUX POUR L'AVENIR</u></b>        | <b>43</b> |
| A) Les priorités pour l'Union                    | 43        |
| B) Le niveau de décision                         | 44        |
| C) L'Europe sur la scène internationale          | 45        |
| D) L'élargissement                               | 50        |
| E) L'avenir institutionnel                       | 54        |
| F) Le rythme de la construction européenne       | 58        |
| <b>CONCLUSION</b>                                | <b>59</b> |
| <b>SPECIFICATIONS TECHNIQUES</b>                 | <b>60</b> |

# INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale de la Communication, Secteur opinion publique).

Ces enquêtes sont réalisées dans 29 pays : les 25 Etats membres de l'Union européenne, les deux pays qui vont y adhérer le premier janvier 2007 (Bulgarie et Roumanie) et deux pays candidats (Croatie et Turquie). Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans ou plus interrogé en face-à-face. La présente enquête (Eurobaromètre 66) a été conduite entre le 6 septembre et le 10 octobre 2006 par TNS Opinion & Social, un consortium créé par les instituts de sondage Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe auprès d'un échantillon total de 29 152 personnes. En France, 1007 personnes ont été interrogées par TNS Sofres du 6 au 30 septembre 2006.

La première partie de ce rapport Eurobaromètre décrit le contexte dans lequel cette étude a été réalisée, à savoir le climat général de l'opinion.

La deuxième partie s'intéresse de plus près à la situation économique et à l'emploi, avec notamment une attention particulière accordée à la perception de la mondialisation.

Plusieurs batteries de questions consacrées aux valeurs ont été introduites pour la première fois : sujets « sociétaux », valeurs européennes, identité.

Quelques-uns des enjeux qui détermineront le futur de l'Union sont ensuite étudiés dans la cinquième et dernière partie : quelles priorités et compétences pour l'Union européenne ? Quel rôle peut-elle jouer sur la scène internationale ? Jusqu'où sera-t-elle amenée à s'élargir ? Avec quelles institutions peut-elle fonctionner ? Quel doit être le rythme de la construction européenne ?

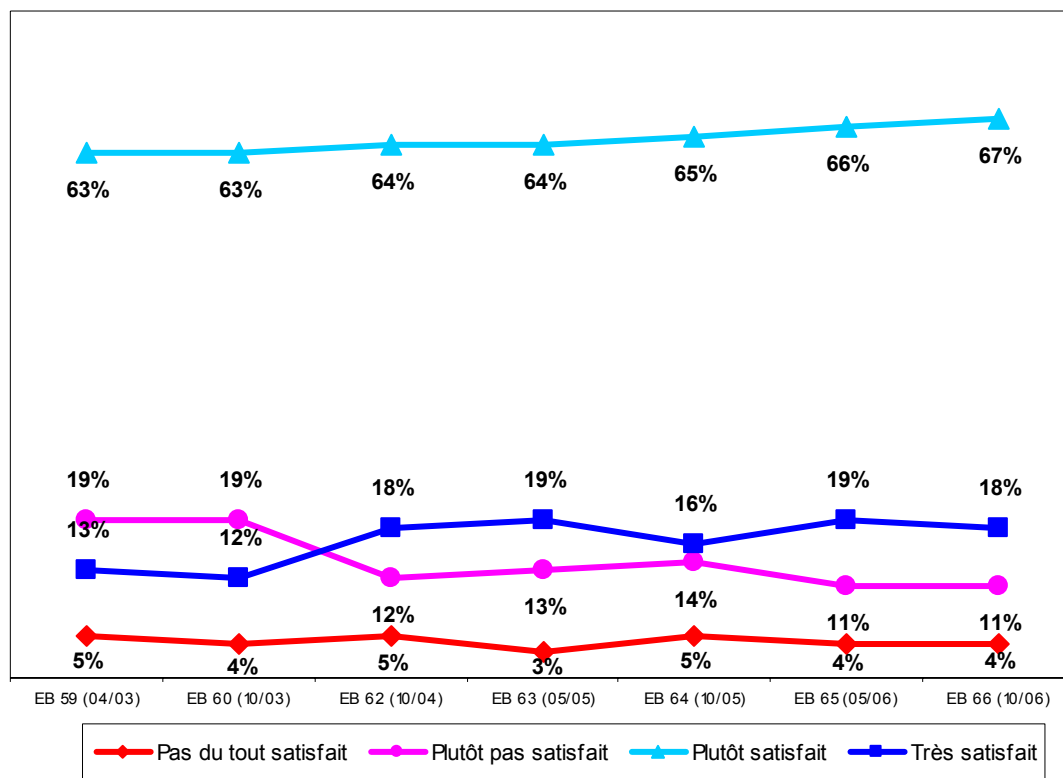
Le présent rapport contient de nombreux tableaux et graphiques. Sauf mention contraire, les données se rapportent aux personnes interrogées en France. Le sigle UE-25 indique la moyenne des vingt-cinq États de l'Union européenne.

## I) LE CONTEXTE

### A) LA SITUATION PERSONNELLE

#### *Des Français plutôt satisfaits de leur vie personnelle*

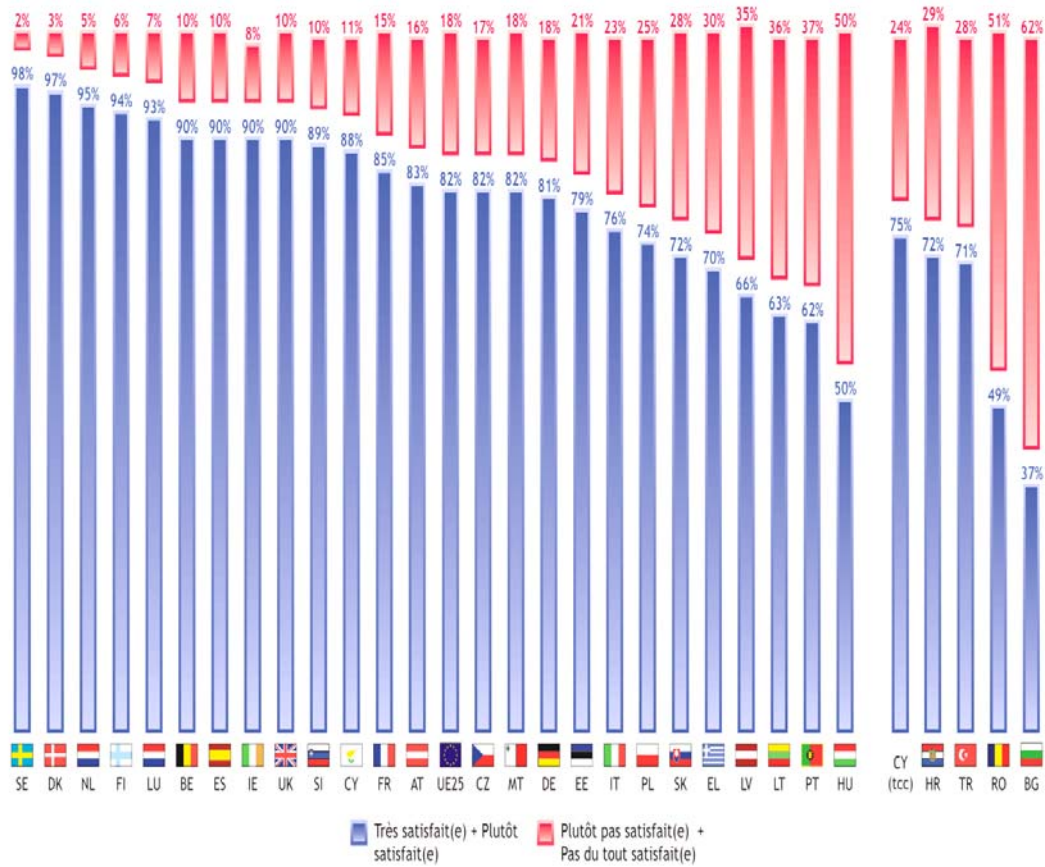
D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez (trend) ?



Les Français continuent à afficher une certaine satisfaction quant à leur vie personnelle. 85% d'entre eux se déclarent en effet très ou plutôt satisfaits, soit un résultat légèrement supérieur à la moyenne de l'Union. Les plus positifs sont les jeunes (93% de satisfaction chez les 15-24 ans) et les lycéens/étudiants (98%). En revanche, 30% des demandeurs d'emploi se disent peu ou pas satisfaits de leur vie.

## D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez ?

Question: QA3. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?



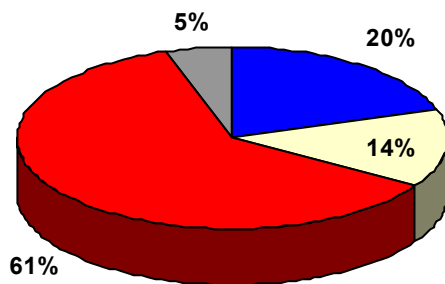
Les taux de satisfaction les plus élevés sont enregistrés en Europe du Nord (Suède, Danemark, Pays-Bas, Finlande). En revanche, au moins la moitié de la population émet une opinion négative en Hongrie et dans les deux pays qui rejoindront l'Union le 1<sup>er</sup> janvier prochain, la Roumanie et la Bulgarie.

## B) LE CLIMAT GENERAL EN FRANCE ET EN EUROPE

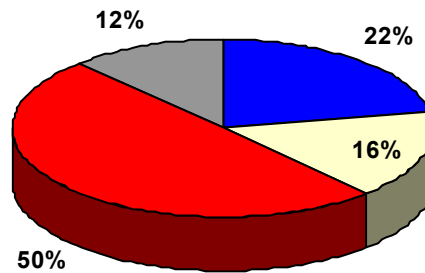
### *Le sentiment que les choses vont dans la mauvaise direction*

En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ...?

#### ... en France



#### ... dans l'Union européenne



■ Dans la bonne direction ■ Ni l'un, ni l'autre ■ Dans la mauvaise direction ■ NSP

Bien que le pourcentage de personnes estimant que les choses vont dans la mauvaise direction dans le pays diminue de sept points par rapport au semestre précédent, ce taux s'élève tout de même à 61%, niveau record que la France partage avec la Hongrie.

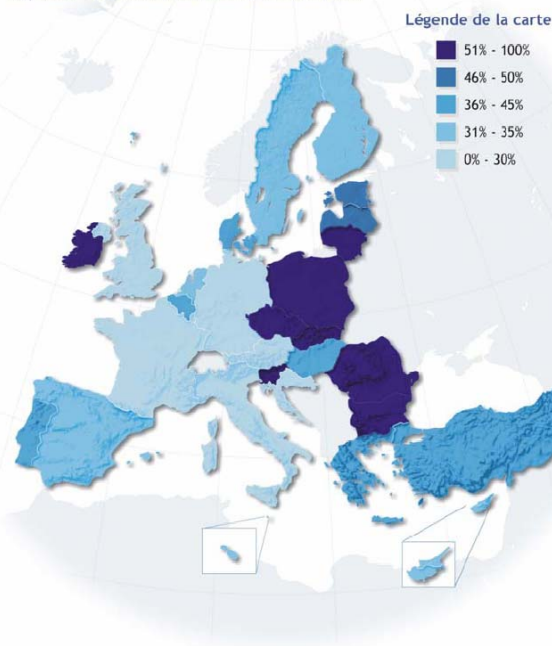
La France est également le pays dans lequel les citoyens sont les plus nombreux à considérer que les choses vont dans le mauvais sens dans l'Union européenne (50%, contre une moyenne UE-25 de 27%) et les moins nombreux à juger que l'évolution est positive (22% contre 33% en moyenne).

| Résultats par pays |                           |
|--------------------|---------------------------|
|                    | Lituanie 57%              |
|                    | Slovénie 56%              |
|                    | Pologne 55%               |
|                    | République tchèque 52%    |
|                    | Irlande 51%               |
|                    | Slovaquie 51%             |
|                    | Estonie 49%               |
|                    | Lettonie 48%              |
|                    | Grèce 42%                 |
|                    | Portugal 41%              |
|                    | Hongrie 38%               |
|                    | Belgique 37%              |
|                    | Danemark 36%              |
|                    | Espagne 35%               |
|                    | Malte 34%                 |
|                    | Union européenne (25) 33% |
|                    | Finlande 32%              |
|                    | Chypre* 32%               |
|                    | Pays-Bas 31%              |
|                    | Suède 31%                 |
|                    | Autriche 30%              |
|                    | Italie 29%                |
|                    | Luxembourg 29%            |
|                    | Allemagne 28%             |
|                    | Royaume-Uni 24%           |
|                    | France 22%                |
| * CY (CCI) = 34%   |                           |
| Autres pays        |                           |
|                    | Roumanie 57%              |
|                    | Bulgarie 51%              |
|                    | Turquie 36%               |
|                    | Croatie 29%               |

Question: QA5\_2. En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?

Possibilité: Dans l'Union européenne

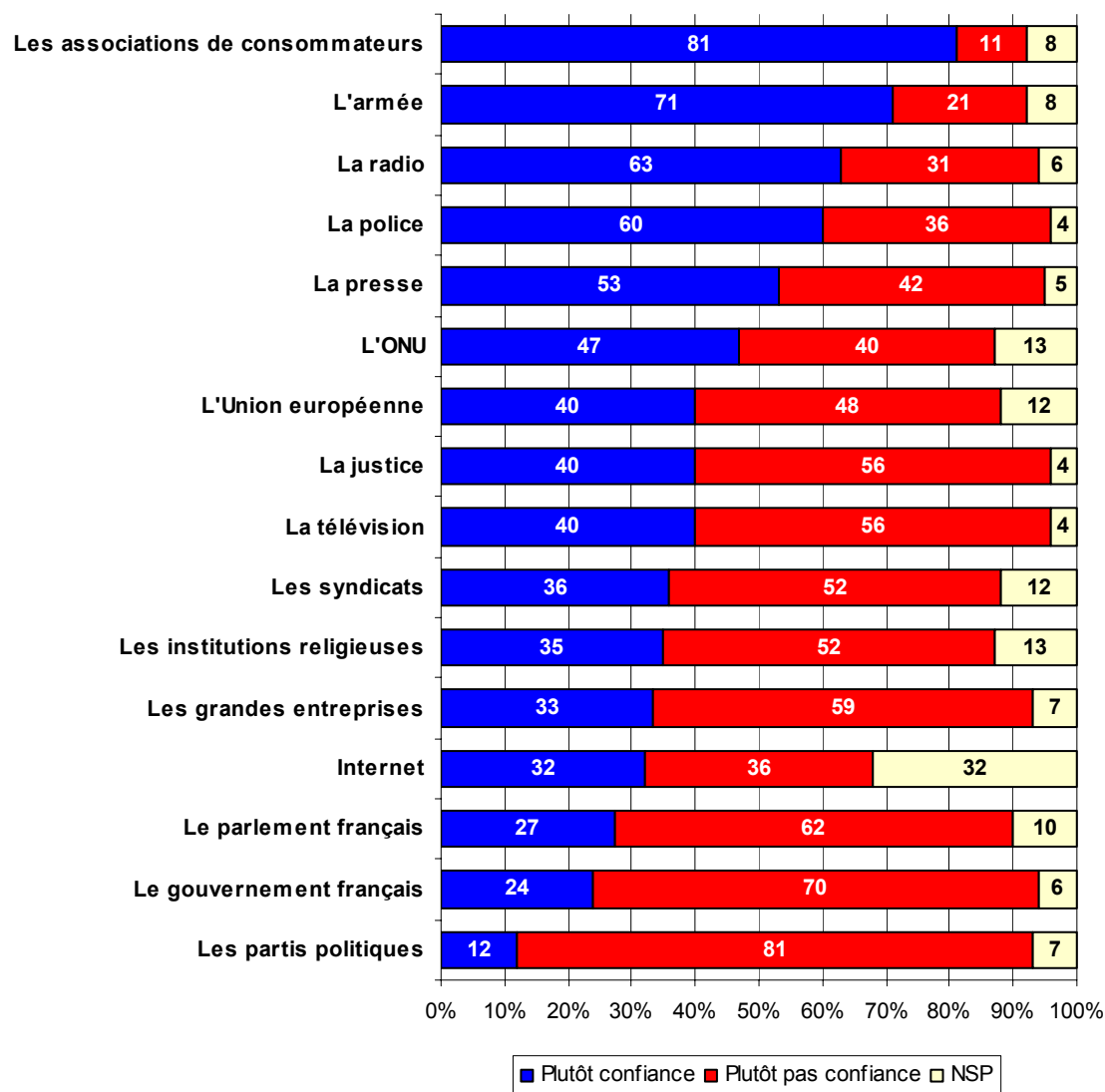
Réponses: Les choses vont dans la bonne direction



## C) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

### *Des institutions politiques qui inspirent peu confiance*

Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?



Dans ce contexte, on ne s'étonnera guère de constater une nouvelle fois que les institutions politiques recueillent des niveaux de confiance relativement faibles. C'est vrai de l'ONU (47%, + 1 point en un semestre) et de l'Union européenne (40%, -1) qui obtiennent des scores inférieurs à leur moyenne au niveau UE-25. Cela l'est encore plus pour le gouvernement auquel 70% des personnes interrogées disent plutôt ne pas faire confiance : ce chiffre est en recul de six points, mais il reste le plus élevé de tous les Etats membres. Seuls 24% des Français (+4) lui font confiance (le chiffre s'élève à 44% parmi les sympathisants de droite). A la veille d'une année électorale importante, à peine 12% des Français déclarent par ailleurs avoir plutôt confiance dans les partis politiques.

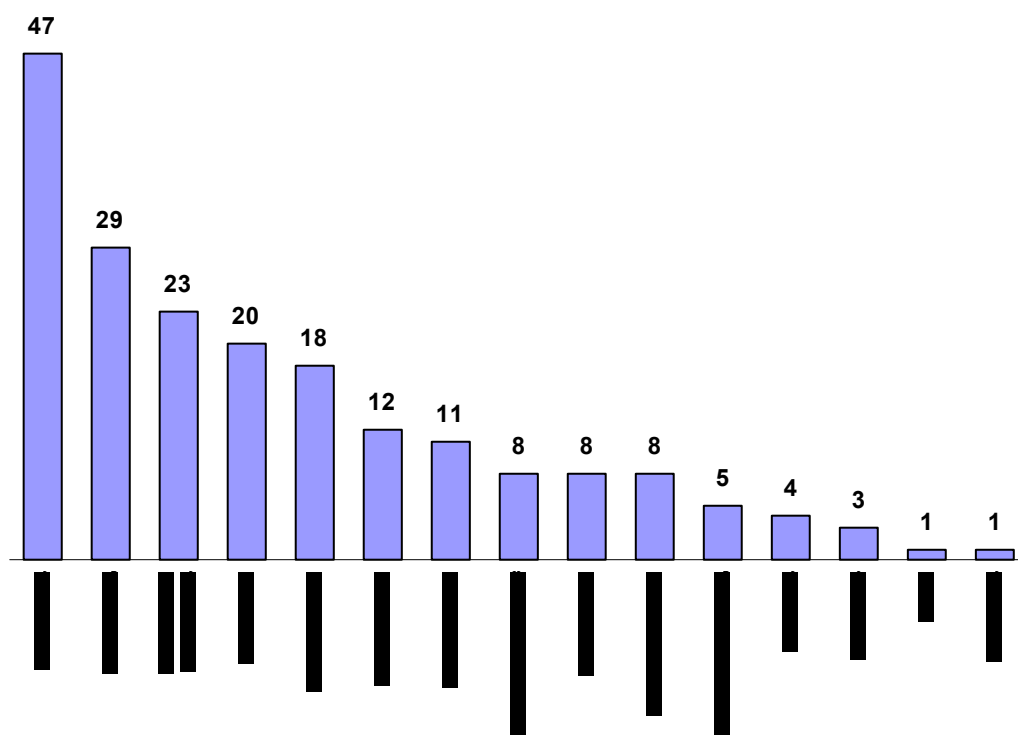
Ces résultats tranchent avec les forts niveaux de confiance dont jouissent les associations de consommateurs (81%), mais aussi l'armée (81%) ou la police (60%). Dans un contexte marqué par l'affaire d'Outreau et par le débat sur la délinquance des mineurs, le système judiciaire obtient pour sa part une cote de 40%.

Pour ce qui est des sources d'information, Internet ne suscite la confiance que de 32% des personnes interrogées, mais un tiers des sondés ne se prononcent pas, le taux de « ne sait pas » augmentant sans surprise avec l'âge (de 9% chez les moins de 25 ans à 62% chez les plus de 54 ans). La tranche d'âge de 25 à 39 ans se montre la plus positive. La confiance est plus élevée pour les médias classiques que sont la télévision (40%), mais surtout la presse écrite (53%) et la radio (63%).

## D) LES PRINCIPAUX PROBLEMES SE POSANT AU PAYS

### *Le chômage reste la première préoccupation*

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum) ?



Alors que le nombre de demandeurs d'emploi recule régulièrement depuis le printemps 2005, le chômage, tout en restant de loin le problème le plus souvent cité par les sondés, n'est plus mis en avant par 47% des personnes interrogées, ce qui représente une baisse de 18 points par rapport à l'Eurobaromètre 65 (qui avait toutefois été marqué par une hausse exceptionnelle de 13 points). Viennent ensuite l'insécurité à 29% (+4 points) et la situation économique à 23% (-4). On notera la forte progression du thème de l'immigration qui progresse de 8 points à 18% et du terrorisme, également en hausse de 8 points à 11%.



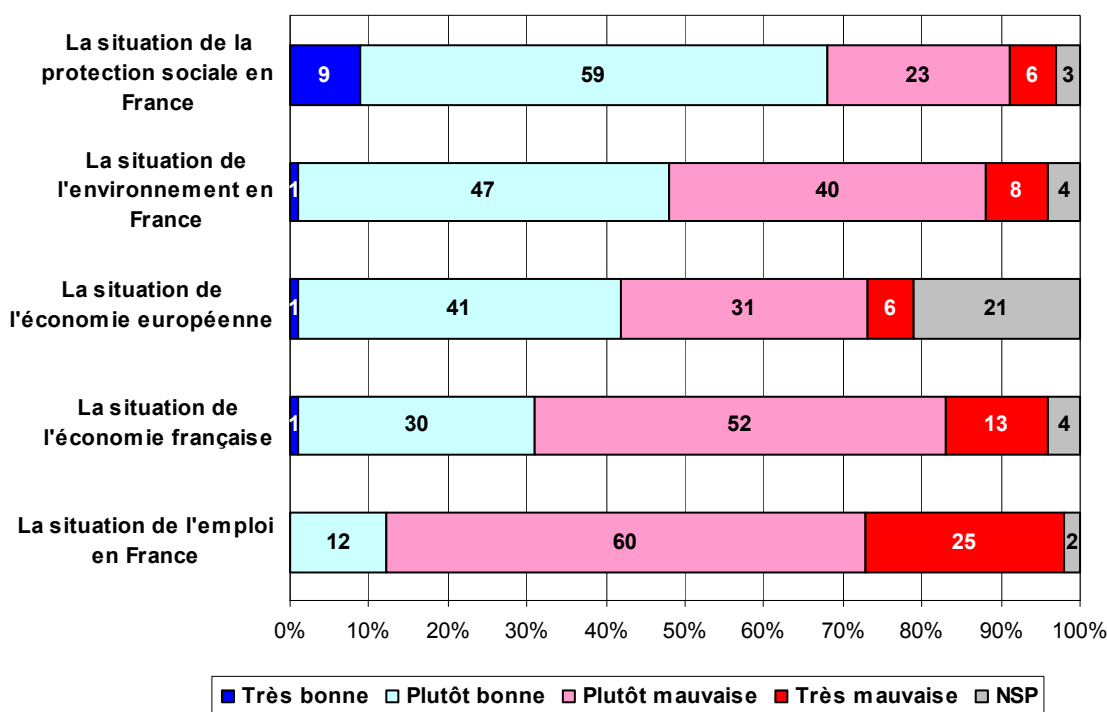
## II) ECONOMIE ET EMPLOI

### A) LA SITUATION ACTUELLE

***Un fort niveau de protection sociale, mais une économie qui patine***

L'amélioration sur le front du chômage se traduit par une baisse de dix points en un semestre de la part des Français qui qualifient la situation de l'emploi dans le pays de plutôt/très mauvaise. Il n'y a guère qu'en Allemagne et en Grèce que les jugements sont plus négatifs.

**Comment jugez-vous la situation actuelle dans chacun des domaines suivants ?**



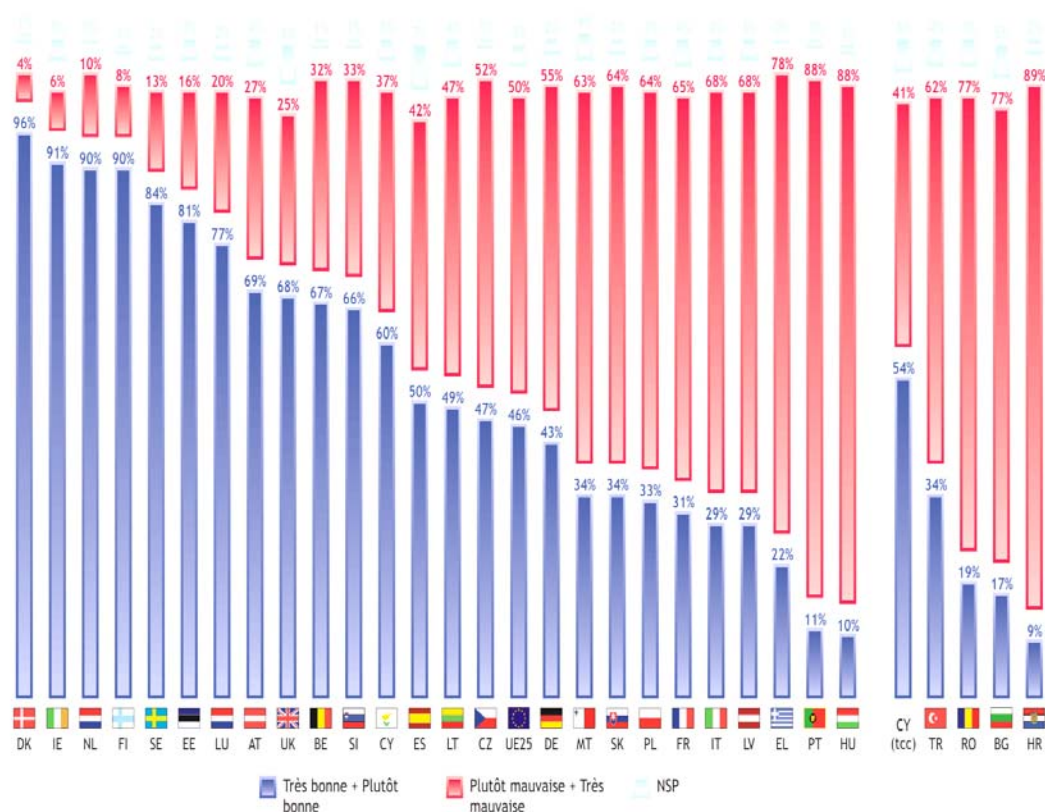
Les réponses à cette question montrent une nouvelle fois l'insatisfaction des Français à l'égard de l'état actuel de leur économie. A peine 1% des personnes interrogées considèrent que la situation économique de la France ou de l'Europe est très bonne. La morosité est plus marquée sur la situation de l'économie nationale (perçue comme mauvaise par 65% des personnes interrogées, ce qui place la France dans le bas du tableau européen) que sur celle de l'économie européenne (mauvaise pour 37%).

Très réservés quant aux résultats économiques de leur pays, les Français sont en revanche beaucoup plus satisfaits de l'état de l'environnement dans leur pays (jugé satisfaisant par 48% d'entre eux) et surtout de la protection sociale en France (68%).

## Comment jugez-vous la situation actuelle en ce qui concerne l'économie de votre pays ?

Question: QA51\_1. Comment jugez-vous la situation actuelle dans chacun des domaines suivants ?

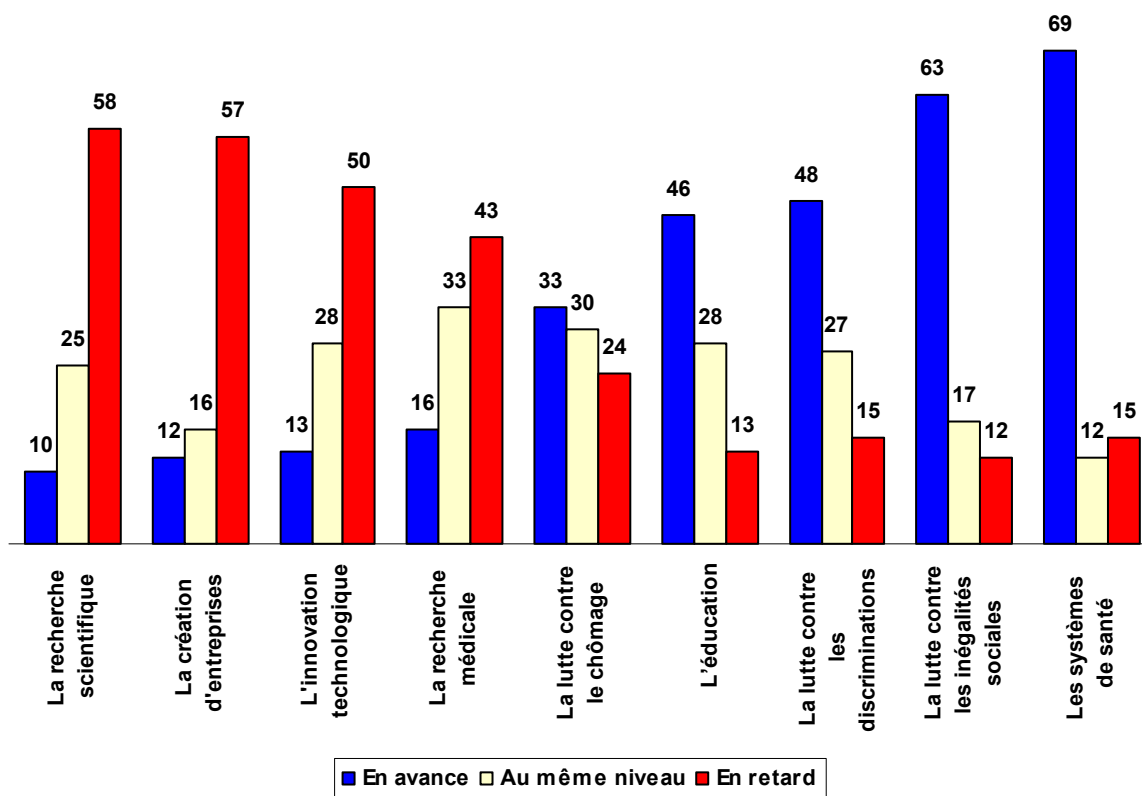
Possibilité: La situation de l'économie (NATIONALITE)



Les opinions publiques les plus satisfaites des résultats économiques de leur pays se situent dans les pays de l'Europe du Nord, comme le Danemark (96%), l'Irlande (91%), les Pays-Bas et la Finlande (90%).

## Un retard en matière de recherche

Pour chacun des domaines suivants, dites-nous si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.



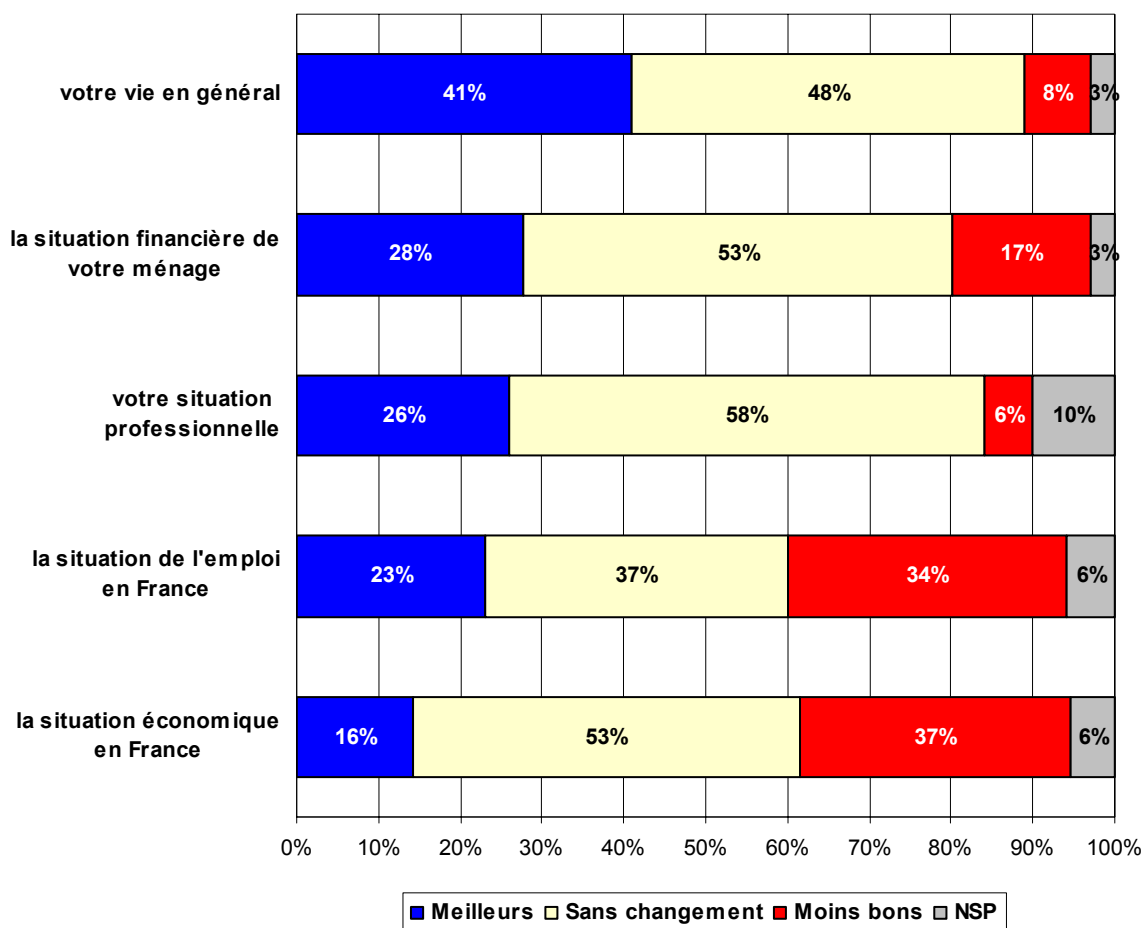
Les Français sont conscients que l'Europe souffre d'un handicap de compétitivité par rapport aux Etats-Unis et jugent majoritairement que celle-ci est en retard en matière de recherche, d'innovation et de création d'entreprises. Ils estiment en revanche que l'Union est en avance pour ce qui est de la lutte contre les inégalités et de la protection sociale (systèmes de santé en particulier). D'une manière générale, ils considèrent les États-Unis comme une zone de compétitivité économique tandis que l'Europe fait figure de pionnier en matière de bien-être collectif et social.

Par ailleurs, nous verrons plus loin qu'ils considèrent très largement le rôle de l'Union européenne dans le monde comme plus positif que celui des Etats-Unis.

## B) LES PERSPECTIVES POUR L'ANNEE A VENIR

### *Optimisme personnel et pessimisme collectif*

Les douze prochains mois seront-ils meilleurs/sans changement/  
moins bons en ce qui concerne... ?



Comme à l'accoutumée, on constate un décalage entre les pronostics concernant la situation personnelle des Français et le regard qu'ils portent sur la situation de leur pays.

Dans le premier domaine, les résultats restent globalement stables. 41% (=) des personnes interrogées pensent ainsi qu'en général leur vie s'améliorera et 48% qu'elle sera sans changement dans les douze prochains mois ; 26% (-2) que leur situation professionnelle s'améliorera et 58% (+1) qu'elle restera stable ; 28% (+7) que la situation financière de leur ménage sera meilleure et 53% qu'elle ne changera pas (-2).



























Les personnes interrogées demeurent beaucoup plus pessimistes lorsqu'il s'agit de la situation du pays, même si les résultats sont moins sombres qu'au printemps dernier. 37% des Français s'attendent à une dégradation de la situation économique en France et 34% à une aggravation du chômage, ce qui représente une baisse respective de 16 et de 10 points. La part de ceux qui anticipent une amélioration progresse, quoi que modestement : 16% (+2) pensent que la situation économique s'améliorera en France au cours de l'année à venir et 23% (+5) qu'il en ira de même en matière d'emploi.

## Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois en ce qui concerne la situation de l'emploi dans votre pays ?





Question: QA4.4. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

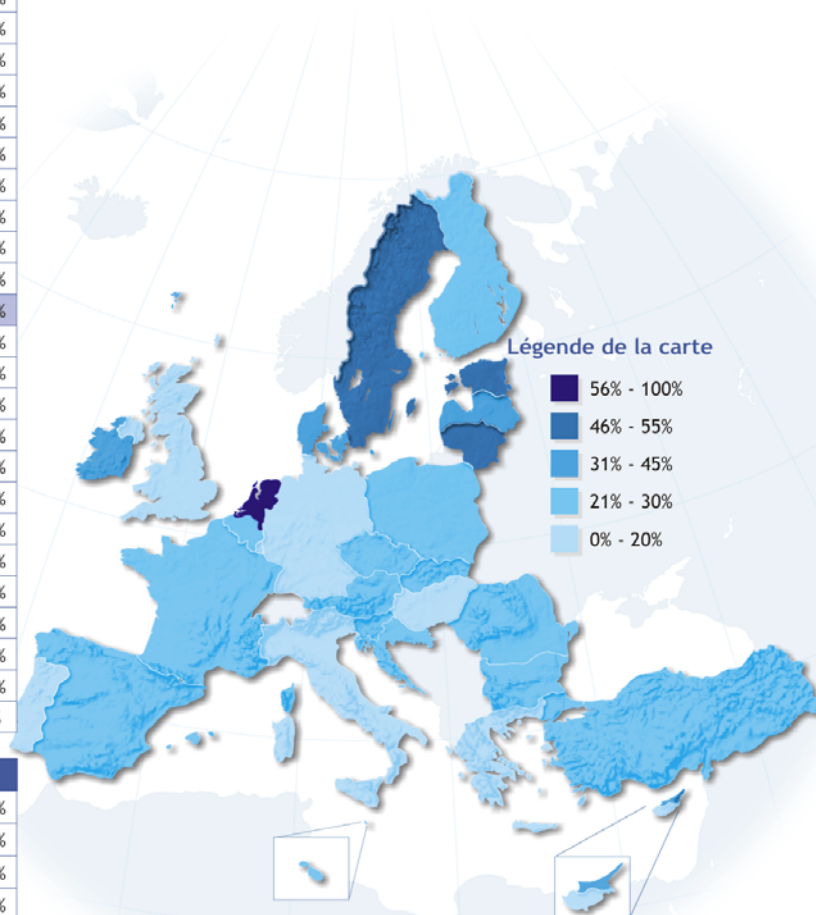
Possibilité: La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

Réponses: Meilleurs

| Résultats par pays  |     |
|---|-----|
|  Pays-Bas                | 68% |
|  Lituanie                | 53% |
|  Suède                   | 46% |
|  Estonie                 | 46% |
|  Danemark                | 36% |
|  Lettonie                | 36% |
|  Irlande                 | 33% |
|  Finlande                | 29% |
|  Slovaquie               | 26% |
|  Autriche                | 25% |
|  Pologne                 | 25% |
|  Belgique                | 24% |
|  Union européenne (25) | 23% |
|  Espagne               | 23% |
|  France                | 23% |
|  République tchèque    | 22% |
|  Malte                 | 22% |
|  Slovénie              | 21% |
|  Italie                | 20% |
|  Allemagne             | 18% |
|  Luxembourg            | 18% |
|  Royaume-Uni           | 16% |
|  Grèce                 | 13% |
|  Portugal              | 13% |
|  Chypre*               | 11% |
|  Hongrie               | 5%  |

\* CY(tcc) = 35%

| Autres pays  |     |
|--|-----|
|  Roumanie | 27% |
|  Turquie  | 24% |
|  Bulgarie | 22% |
|  Croatie  | 21% |



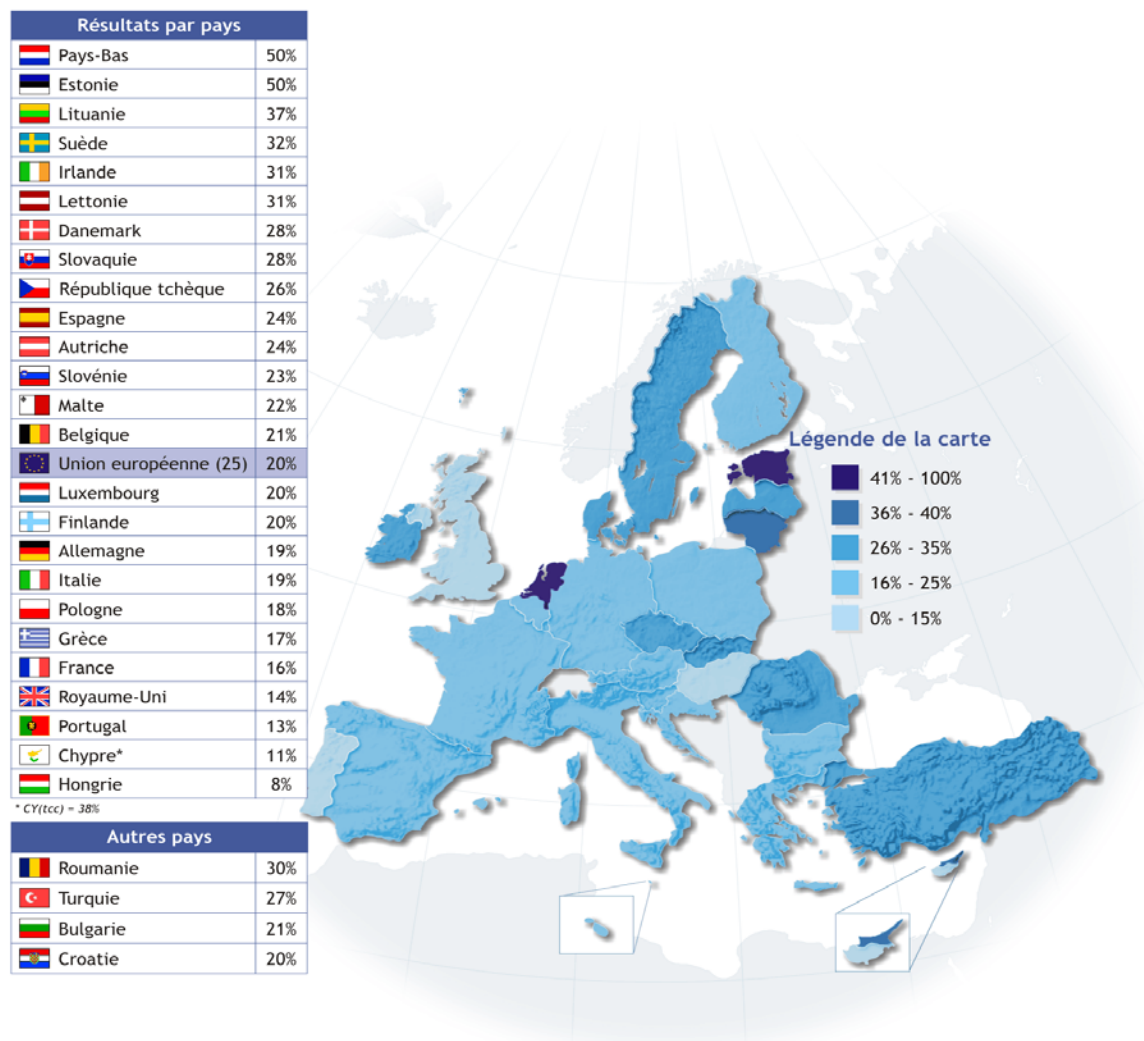
Sur ce dernier indicateur, la France, plus pessimiste que la plupart de ses partenaires au cours des dernières vagues, rejoint la moyenne européenne. Dans ce domaine, les Européens les plus optimistes sont les Néerlandais (68%), les Litvaniens (53%) et les Suédois (46%), les plus pessimistes les Portugais (13%), les Chypriotes (11%) et les Hongrois (5%).

## Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois en ce qui concerne la situation économique de votre pays ?

Question: QA4.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique en (NOTRE PAYS)

Réponses: Meilleurs

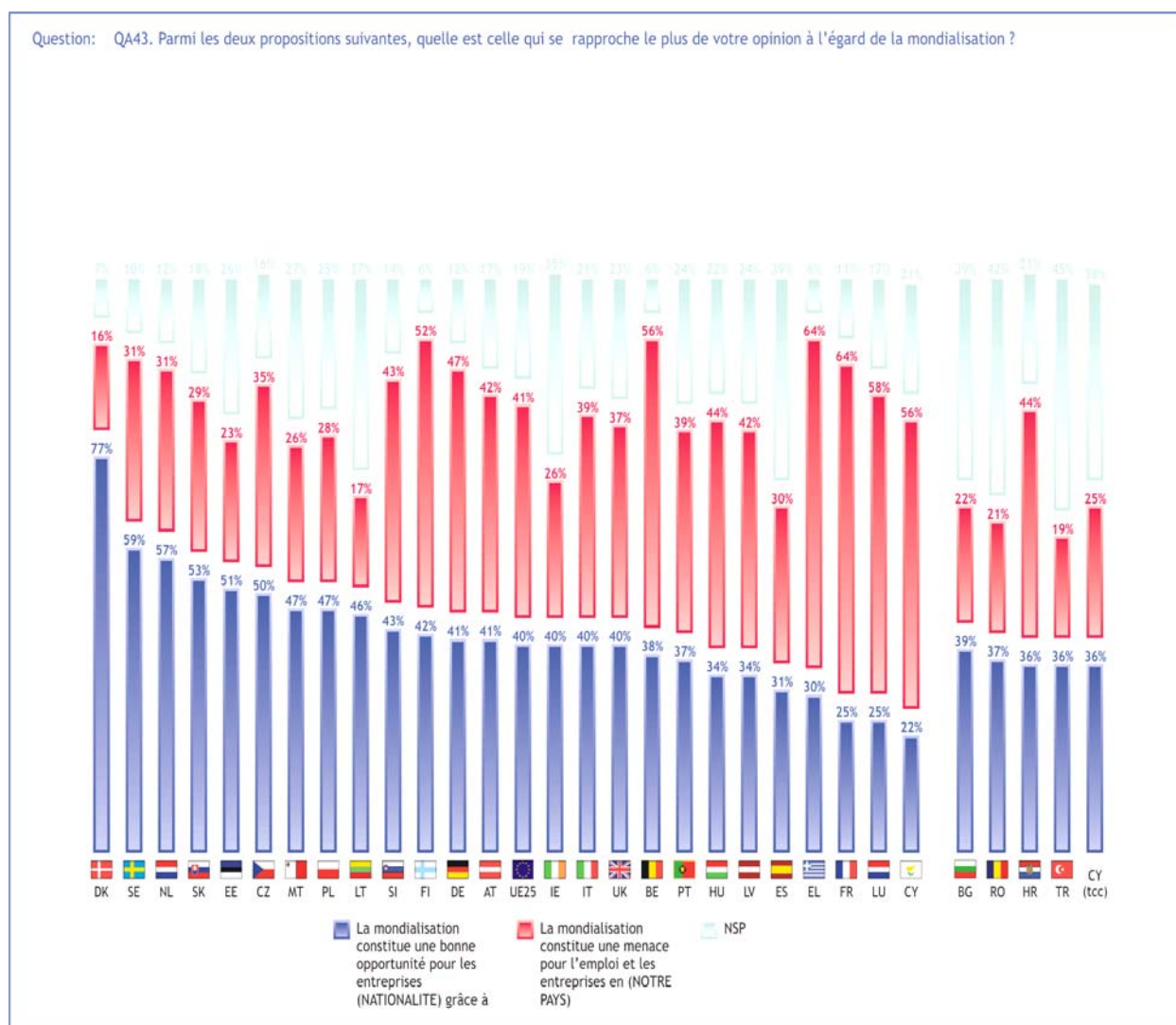


En ce qui concerne la situation économique, l'opinion française demeure en revanche plus sceptique que la moyenne: seuls 16% des Français s'attendent à une amélioration, contre un niveau de 20% pour l'UE-25.

## C) LA MONDIALISATION

### *La mondialisation perçue comme une menace pour l'emploi*

**Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ?**

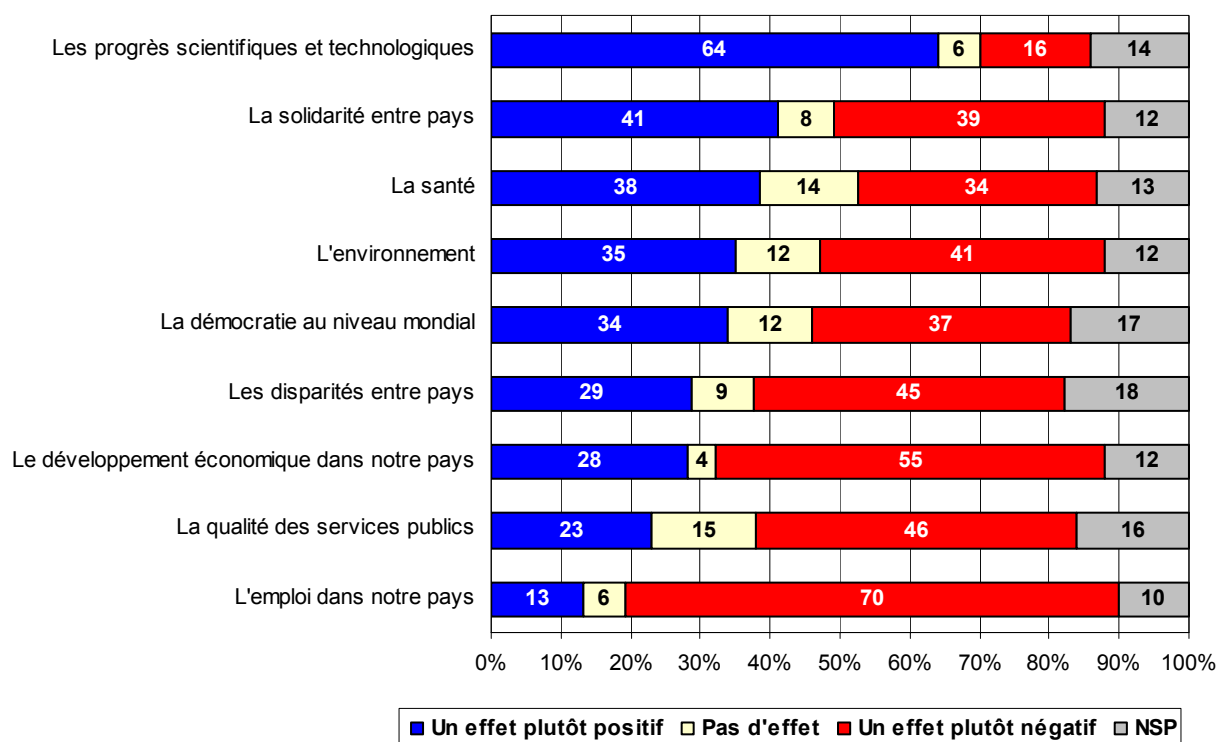


Pour 64% des personnes interrogées, la mondialisation accentue les risques pour l'emploi et les entreprises en France. Les Français sont donc, avec les Grecs, ceux qui se montrent les plus négatifs à l'égard de ce phénomène. Ils ne sont que 25% à voir dans la mondialisation une bonne opportunité pour les entreprises françaises, grâce à l'ouverture des marchés, alors que la moyenne européenne s'élève à 40% et que l'on enregistre des pics de 77% au Danemark et de 59% en Suède.

Les données propres à la France contrastent donc avec une perception au niveau UE-25 plus équilibrée entre les opinions favorables et défavorables : pour 40% des citoyens de l'Union, la mondialisation représente une opportunité ; pour 41% elle est plutôt une menace. Certains pourront y voir la persistance d'une tradition protectionniste dans l'opinion, alors même que l'économie française est plus ouverte sur l'extérieur que celle de nombre de ses partenaires au sein de l'Union.



## La mondialisation a-t-elle un effet plutôt positif ou plutôt négatif sur chacun des domaines suivants ?



En estimant à 70 % que la mondialisation a un effet plutôt négatif sur l'emploi dans leur pays (résultat le plus élevé après celui de l'Allemagne), les Français manifestent à nouveau leurs inquiétudes quant au chômage. Ils sont aussi majoritaires (46%, score le plus élevé de l'Union) à penser que la qualité des services publics est menacée par la mondialisation, n'étant que 23 % à percevoir les progrès qu'elle peut apporter dans ce domaine.

Le chiffre de 55 % de la population qui attribue à la mondialisation un effet plutôt négatif sur le développement économique du pays révèle un pessimisme évident en ce qui concerne le dynamisme de l'économie française : seuls les Grecs se montrent plus négatifs.

On notera aussi qu'avec 34% des sondés étant d'avis que la mondialisation a un effet positif sur la démocratie au niveau mondial, la France est plus réservée que tous les autres pays de l'Union.

En revanche, les Français identifient très majoritairement la mondialisation comme un atout pour le développement technologique et scientifique.

La spécificité française se retrouve lorsque l'on questionne les citoyens sur le rôle que joue l'Union européenne dans la mondialisation.

Interrogés sur la responsabilité de l'Union européenne dans la mondialisation, 32% des Français estiment que l'Union « nous protège des effets négatifs de la mondialisation » (+4 points en un an), contre 52% qui sont d'un avis contraire (-8). Ces résultats tranchent avec la moyenne UE-25 qui est beaucoup plus équilibrée puisque 41% des citoyens de l'Union pensent que cette dernière les protège (+8), contre 37% qui ne le pensent pas (-10). La France reste donc le pays de l'Union le plus critique sur le niveau de protection apporté par l'Europe.



### ***Une Union qui ne protège pas suffisamment***

Les Français sont aussi ceux qui pensent le moins que l'UE permet aux citoyens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation : 38% sont d'accord avec cette proposition et 45% pas d'accord, alors qu'au niveau UE-25 les chiffres sont respectivement de 48% et 30%.

|   | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Total d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | Total pas d'accord | NSP |
|---|----------------------|-----------------|----------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----|
| L'UE nous aide à nous protéger des effets négatifs de la mondialisation                         | 5%                   | 26%             | <b>32%</b>     | 33%                 | 19%                  | <b>52%</b>         | 17% |
| L'UE permet aux citoyens européens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation | 4%                   | 35%             | <b>38%</b>     | 32%                 | 13%                  | <b>45%</b>         | 17% |

## D) LA CONCURRENCE ET LE MARCHE INTERIEUR

### *La concurrence, garantie de la prospérité*

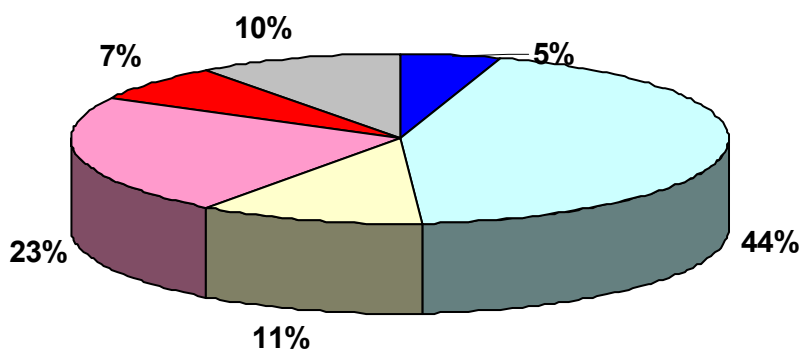
Ces réserves fortes ne conduisent pas les habitants de l'Hexagone à rejeter massivement le principe même de l'économie de marché, même si le désaccord avec l'idée que la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité est plus élevé en France (38%) que dans aucun autre pays de l'Union. 52% des Français se déclarent en revanche d'accord avec cette affirmation (64% au niveau UE-25).

|   | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Total d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | Total pas d'accord | NSP |
|---|----------------------|-----------------|----------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----|
| La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité | 13%                  | 39%             | <b>52%</b>     | 28%                 | 9%                   | <b>38%</b>         | 10% |

### *Les effets positifs du marché intérieur*

Vingt ans après l'entrée en vigueur de l'Acte unique et après une campagne référendaire dominée par le slogan de l'« Europe ultra-libérale », il est intéressant d'examiner le jugement des Français sur les réalisations du marché unique, il est également intéressant de noter qu'un Français sur deux juge positivement l'augmentation de la concurrence dans certains domaines provoquée par le marché unique, contre moins d'un sur trois qui considère que cela a eu des effets négatifs.

**Le marché unique a augmenté la concurrence dans un certain nombre de domaines (transports, télécommunications, banques, assurances...).**  
**D'une manière générale, diriez-vous que cela a un effet... ?**



■ Très positif ■ Plutôt positif ■ Ni positif ni négatif ■ Plutôt négatif ■ Très négatif ■ NSP

En outre, 26% des personnes interrogées considèrent que grâce au marché unique, la compétitivité internationale des entreprises françaises s'est améliorée, 31% qu'elle s'est dégradée et 32% qu'elle est la même qu'il y a 10 ans.

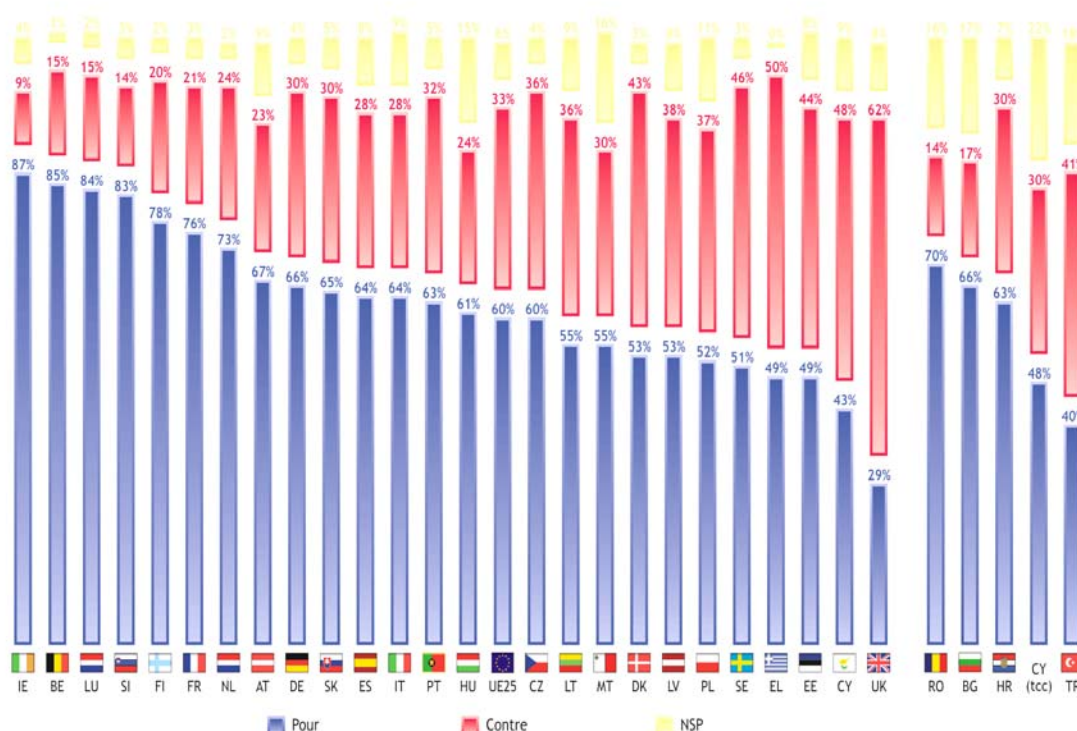
## E) L'EURO

### Un net soutien à la monnaie unique

#### Etes-vous pour ou contre la monnaie unique ?

Question: QA25\_1. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Possibilité: Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro

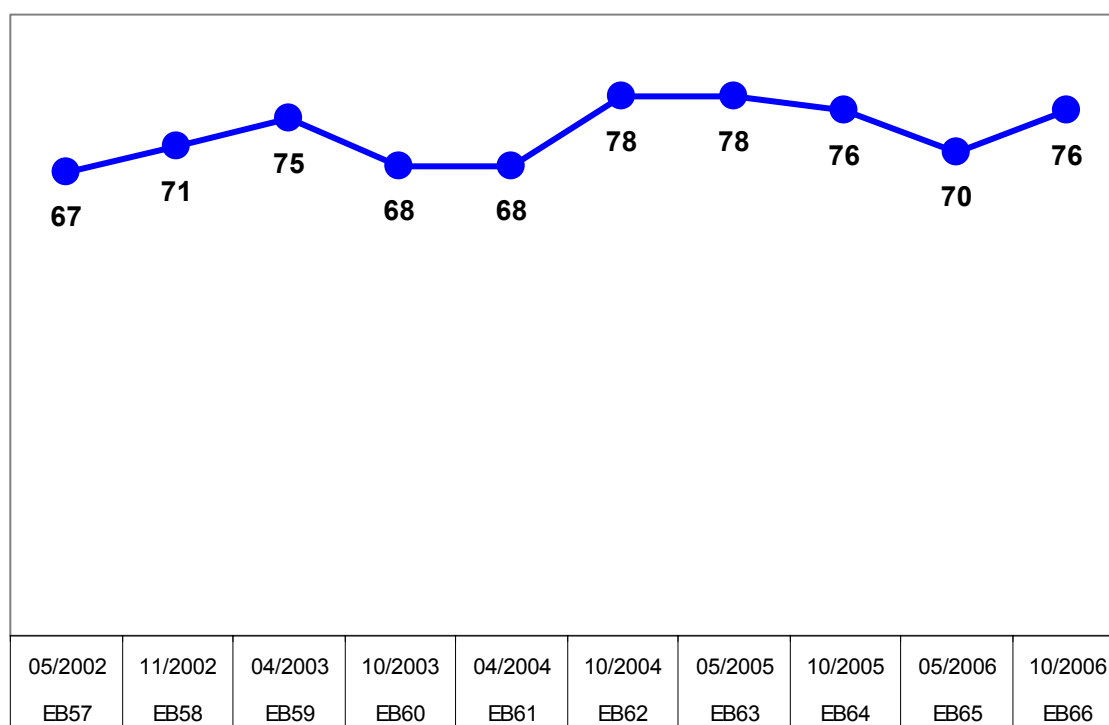


L'euro continue à être largement accepté en France : trois Français sur quatre (76%) sont favorables à la monnaie unique, 21% lui sont hostiles et 3% n'ont pas d'opinion sur le sujet.

Au niveau européen, l'opinion française est l'une des mieux disposée à l'égard de la monnaie unique (moyenne UE-25 : 60% pour, 33% contre). Seuls les Irlandais (87%), les Belges (85%), les Luxembourgeois (84%), les Slovènes (83%) et les Finlandais (78%) présentent des valeurs supérieures à celles qui ont été observées en France.

Parmi les pays membres, les opinions défavorables à la monnaie unique ne l'emportent que dans quatre États : en Grèce, en Estonie, à Chypre et très largement au Royaume-Uni où l'opposition atteint 62%.

## Soutien à l'euro



Depuis l'instauration de l'euro comme monnaie fiduciaire, le niveau d'opinions favorables demeure très élevé : avec 76% (+6 points) d'avis positifs, on se rapproche des records atteints en octobre 2004 et en mai 2005. Sans doute peut-on voir dans cette tendance un écho de la responsabilité de l'euro dans l'intégration européenne : 29% des Français citent la monnaie unique comme l'un des deux éléments les plus utiles pour la poursuite de l'intégration communautaire.

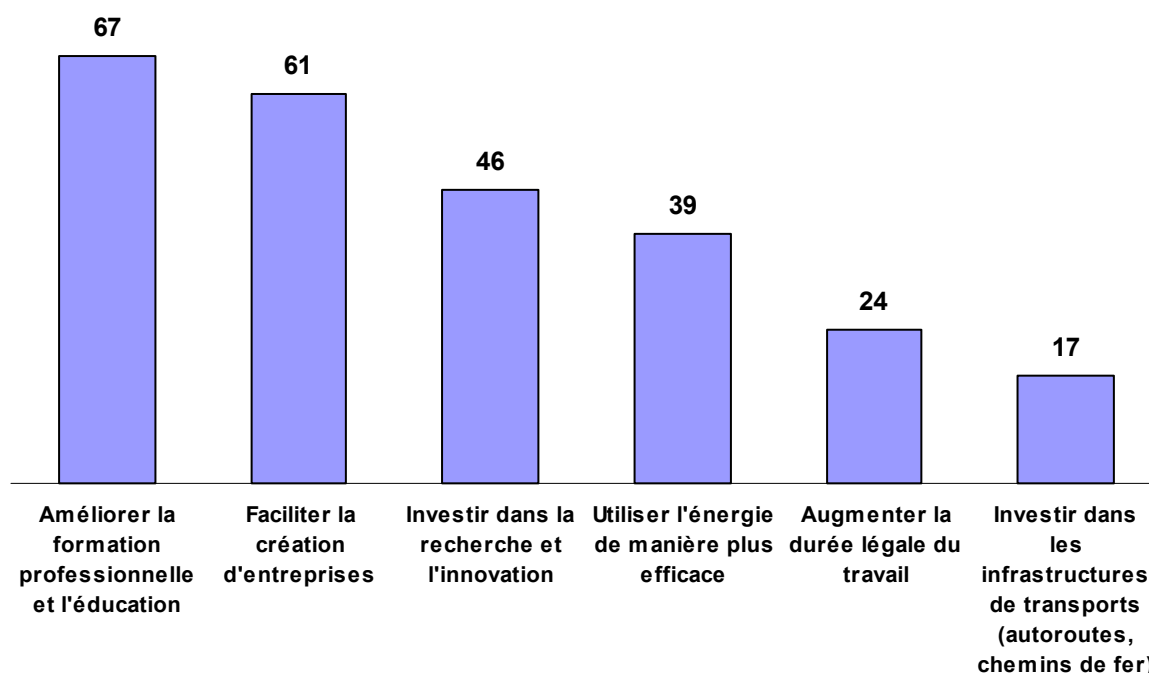
Le soutien manifeste des Français à l'euro ne les empêche pas d'émettre des critiques sur l'augmentation des prix provoquée selon eux par l'introduction de la monnaie unique. Selon un Eurobaromètre Flash<sup>1</sup> réalisé par téléphone au mois de septembre 2006, 96% des Français ont le sentiment que l'euro a contribué à l'augmentation des prix au cours des cinq dernières années et 64% considèrent qu'il s'agit là du principal inconvénient de la monnaie unique. Les principaux avantages de l'euro sont en revanche la facilitation des voyages (37%), le renforcement de l'Europe dans le monde (28%) et des comparaisons de prix plus faciles (16%).

<sup>1</sup> Eurobaromètre Flash 193, *La zone euro, cinq ans après l'introduction des pièces et des billets*, 4-8 septembre 2006, 12078 personnes interrogées par téléphone par The Gallup Organization.

## F) COMPETITIVITE ET ENVIRONNEMENT

### *La formation, clé de la compétitivité*

**Parmi les propositions suivantes, lesquelles seraient vos priorités pour améliorer la performance de l'économie européenne (3 réponses maximum) ?**



Pour les Français, les clés de la compétitivité européenne résident dans la formation professionnelle et l'éducation, la facilitation des créations d'entreprises et l'investissement dans la recherche et l'innovation.

Ainsi, ils sont 67 % à penser que l'amélioration des performances de l'économie européenne passe d'abord par l'amélioration de la formation professionnelle et de l'éducation. Au second rang, se trouve le fait de faciliter la création d'entreprises (61 %), ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu des débats récurrents sur les difficultés administratives et les freins de tous ordres que rencontrent les créateurs d'entreprise. En troisième position vient l'investissement dans la recherche et l'innovation (rappelons qu'aux yeux des Français, c'est un des domaines dans lesquels l'Europe est en retard sur les Etats-Unis). L'augmentation récente des prix de l'énergie contribue sans doute à classer l'efficacité de son utilisation en quatrième position.

Seuls 24 % des Français suggèrent l'augmentation de la durée légale du travail comme facteur de compétitivité, preuve d'une sensibilité toute particulière sur ce sujet du débat national. On remarquera toutefois que seulement 42% des Français pensent que plus d'importance devrait être donnée aux loisirs plutôt qu'au travail (48% au niveau UE-25).

|  | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Total d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | Total pas d'accord | NSP |
|--|----------------------|-----------------|----------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----|
| Plus d'importance devrait être donnée aux loisirs plutôt qu'au travail | 12%                  | 30%             | <b>42%</b>     | 36%                 | 17%                  | <b>53%</b>         | 5%  |

Pour cette question, on relève un net clivage en fonction du niveau d'études (les personnes ayant arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans étant les plus opposées à l'idée d'accorder une plus grande importance aux loisirs) et de l'âge des répondants (les plus de 40 ans étant plus nombreux à privilégier la « valeur travail »). Les différences sont fortement marquées en fonction des opinions politiques : 51% des citoyens se déclarant proches de la gauche, 38% de ceux du centre et 31% de ceux de droite pensent qu'il faudrait accorder une plus grande importance aux loisirs.

### ***L'émergence des préoccupations environnementales***

|   | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Total d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | Total pas d'accord | NSP |
|---|----------------------|-----------------|----------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----|
| La croissance économique devrait être une priorité pour la France même si cela a un impact sur l'environnement (A)          | 10%                  | 27%             | <b>38%</b>     | 37%                 | 20%                  | <b>57%</b>         | 6%  |
| Protéger l'environnement devrait être une priorité pour la France même si cela a un impact sur la croissance économique (B) | 41%                  | 47%             | <b>88%</b>     | 9%                  | 1%                   | <b>9%</b>          | 2%  |

Enfin, lorsque la croissance économique et l'environnement sont mis en concurrence (hypothèse qui peut elle-même être discutée), les Français tendent majoritairement à privilégier ce dernier, dans une proportion plus forte que la moyenne de l'Union.

## III) LES VALEURS

### A) LES SUJETS DE SOCIETE

#### *Des opinions diverses*

Au cours des dernières années, le débat politique français a été marqué par un certain nombre de thèmes de société (sécurité, immigration,...) auxquels se sont ajoutés des sujets nouveaux, comme le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels. Une nouvelle batterie de questions a été introduite dans l'Eurobaromètre afin de mieux cerner les attitudes des Européens sur ces questions.

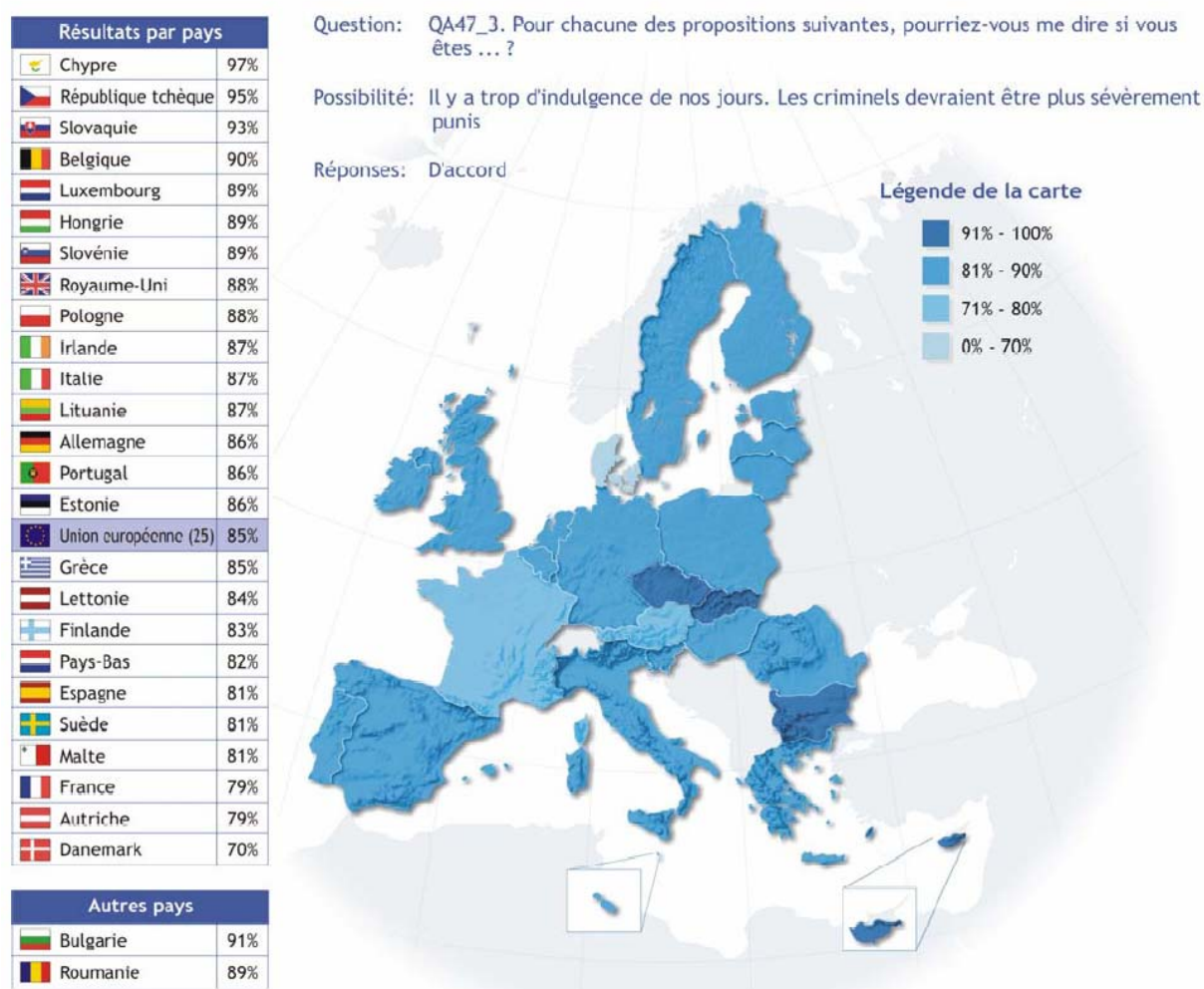
|  | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Total d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | Total pas d'accord | NSP |
|--|----------------------|-----------------|----------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----|
| Les citoyens devraient participer plus activement à la vie politique de France                           | 35%                  | 50%             | <b>85%</b>     | 9%                  | 2%                   | <b>11%</b>         | 4%  |
| L'Etat intervient trop dans notre vie  | 23%                  | 39%             | <b>62%</b>     | 27%                 | 7%                   | <b>33%</b>         | 5%  |
| Nous avons besoin de plus d'égalité et de justice même si cela signifie moins de liberté pour l'individu | 22%                  | 44%             | <b>66%</b>     | 22%                 | 7%                   | <b>29%</b>         | 5%  |
| Il y a trop d'indulgence de nos jours. Les criminels devraient être plus sévèrement punis                | 50%                  | 29%             | <b>79%</b>     | 15%                 | 3%                   | <b>18%</b>         | 3%  |
| La consommation personnelle de cannabis devrait être légalisée en Europe                                 | 11%                  | 17%             | <b>28%</b>     | 28%                 | 38%                  | <b>66%</b>         | 7%  |
| Les mariages homosexuels devraient être autorisés en Europe  | 17%                  | 31%             | <b>48%</b>     | 18%                 | 27%                  | <b>44%</b>         | 8%  |
| L'adoption d'enfants devrait être autorisée pour les couples homosexuels en Europe                       | 12%                  | 23%             | <b>35%</b>     | 20%                 | 37%                  | <b>58%</b>         | 8%  |
| La place de la religion dans notre société est trop importante   | 17%                  | 26%             | <b>43%</b>     | 37%                 | 13%                  | <b>51%</b>         | 7%  |
| Les immigrés apportent beaucoup à la France  | 10%                  | 35%             | <b>44%</b>     | 32%                 | 15%                  | <b>46%</b>         | 9%  |

Etant donné la richesse de cette étude, celle-ci devrait faire l'objet d'une analyse plus fine et on se contentera ici de présenter quelques éléments saillants.

- Les catégories qui estiment le plus que « l'État intervient trop dans notre vie » sont notamment les chômeurs (79%), les employés (69%), les ouvriers (68%) et les travailleurs indépendants (65%). Les électors de droite (66%) et du centre (63%) sont légèrement plus sensibles à ce thème que l'électorat de gauche (59%).

## Le souhait d'une justice plus ferme

- Alors que le débat sur la sécurité bat son plein, plus des trois quarts des Français (79%) estiment que les criminels devraient être punis plus sévèrement, mais ce chiffre est inférieur à la moyenne européenne (85%). Les femmes se montrent un peu plus strictes (81%) que les hommes (77%). L'appartenance politique est un clivage marquant dans ce domaine : si 62% des sympathisants de gauche appellent à des durcissements des peines, la proportion s'élève à 84% au centre de l'échiquier politique et à 91% auprès des sympathisants de droite. Le désir de fermeté est majoritaire dans toutes les tranches d'âge, de 76% pour les 15-24 ans à 84% pour les plus de 55 ans.




- Seule une minorité de Français (28%) donnerait son accord à la légalisation de la consommation de cannabis en Europe. Les hommes (31%) y sont légèrement plus favorables que les femmes (25%). Cette idée est majoritairement rejetée par les plus de 54 ans (76%), mais aussi dans une moindre proportion par les 25-54 ans (62%) et par les moins de 25 ans (58%). On relèvera aussi que le refus décroît avec le niveau d'études. Enfin, les personnes se positionnant à gauche sont celles qui se montrent les plus favorables à la dépénalisation (37%). Notons pour finir que les Français s'inscrivent dans la moyenne européenne : la légalisation est soutenue par 49% des Néerlandais et 40% des Espagnols, mais rejetée avec force dans les nouveaux Etats membres ainsi qu'en Finlande et en Suède.



## Une courte majorité favorable au mariage homosexuel

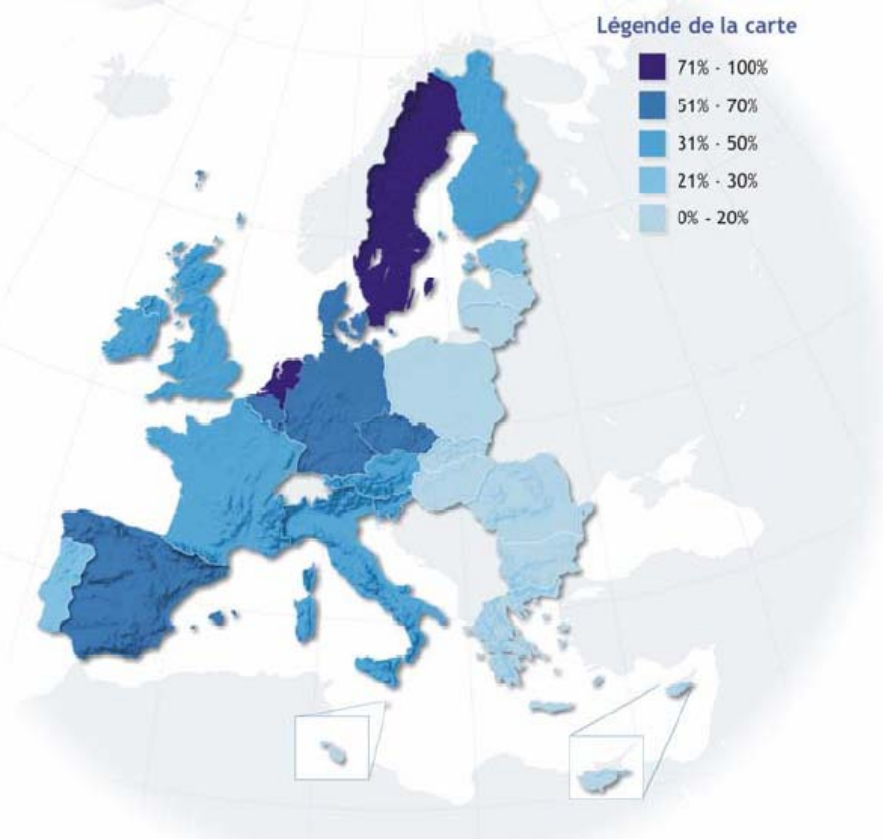
- Ce dernier pays se montre en revanche le plus « libéral », avec les Pays-Bas et le Danemark concernant le mariage homosexuel et l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. A l'inverse, les nouveaux Etats membres se montrent plus conservateurs sur le sujet. En France, l'acceptation est supérieure à la moyenne européenne : une courte majorité se dégage en faveur du mariage homosexuel en Europe (48% contre 44%). Celui-ci est ainsi approuvé par 44% des hommes et par 52% des femmes ; par 71% des 25-39 ans, par 59% des 25-39 ans, par 52% des 40-54 ans et par 24% des plus de 55 ans ; enfin, par 56% des sympathisants de gauche, par 46% des centristes et par 30% des sympathisants de droite. Le niveau d'études est également un facteur fortement discriminant : 29% des sondés ayant arrêté leurs études avant 16 ans sont plutôt favorables au mariage homosexuel, alors que l'approbation monte à 50% chez ceux qui les ont arrêté entre 16 et 19 ans, 52% chez ceux qui les ont poursuivis au-delà de 20 ans et 66% chez ceux qui sont encore étudiants.

| Résultats par pays  |     |
|---|-----|
|  Pays-Bas                | 82% |
|  Suède                   | 71% |
|  Danemark                | 69% |
|  Belgique                | 62% |
|  Luxembourg              | 58% |
|  Espagne                 | 56% |
|  Allemagne             | 52% |
|  République tchèque    | 52% |
|  Autriche              | 49% |
|  France                | 48% |
|  Royaume-Uni           | 46% |
|  Finlande              | 45% |
|  Union européenne (25) | 44% |
|  Irlande               | 41% |
|  Italie                | 31% |
|  Slovénie              | 31% |
|  Portugal              | 29% |
|  Estonie               | 21% |
|  Slovaquie             | 19% |
|  Hongrie               | 18% |
|  Malte                 | 18% |
|  Lituanie              | 17% |
|  Pologne               | 17% |
|  Grèce                 | 15% |
|  Chypre                | 14% |
|  Lettonie              | 12% |
| Autres pays   |     |
|  Bulgarie              | 15% |
|  Roumanie              | 11% |

Question: QA47\_11. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: Les mariages homosexuels devraient être autorisés en Europe

Réponses: D'accord













- Les Français demeurent cependant réticents au sujet de l'adoption pour les couples homosexuels (35% pour, 58% contre). Comme pour la question précédente, on constate un net clivage générationnel, mais aussi politique. Le principe est accepté par 48% des 15-24 ans, 44% des 24-39 ans, 37% des 40-54 ans et 18% des plus de 55 ans. Il l'est par 28% des hommes et par 41% des femmes. Politiquement, les sympathisants les plus favorables sont ceux de gauche (43%), tandis que seuls 32% des centristes et 21% de la droite l'approuvent.

- Dans un autre registre, 43% des personnes interrogées en France considèrent que la religion joue un rôle trop important dans notre société. Cette opinion n'est majoritaire que parmi les 15-24 ans et les étudiants. Elle est plus fréquente dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

### ***L'apport des immigrés : une opinion divisée***

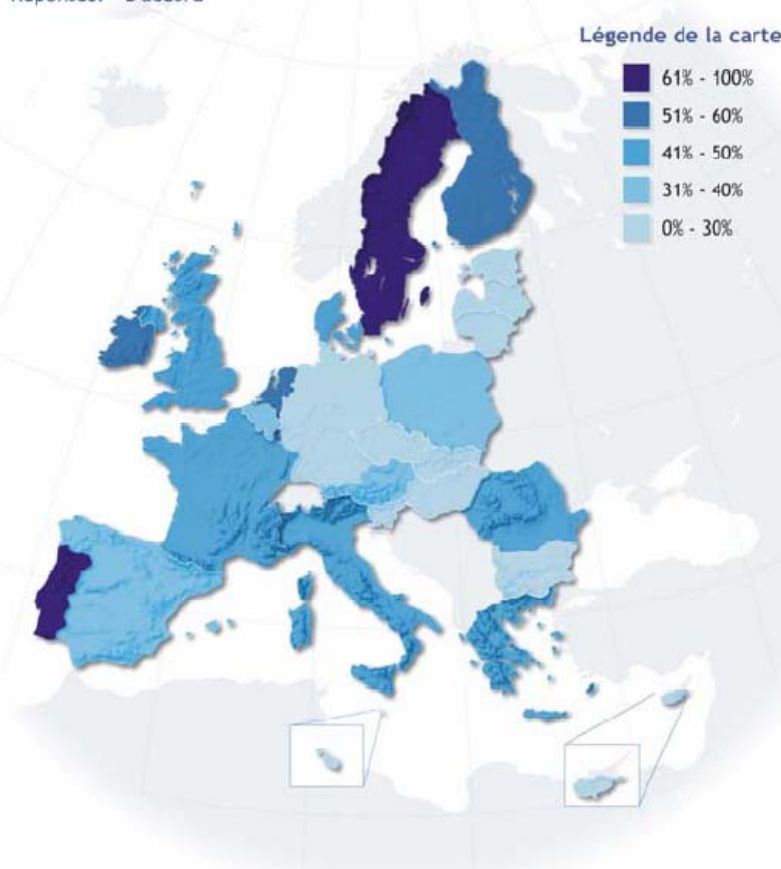
- Enfin, 44% (contre 46%) pensent que les immigrés apportent beaucoup à la France. Les moins convaincus sont les personnes de 55 ans et plus et celles ayant terminé leurs études avant l'âge de 20 ans. Parmi les catégories socioprofessionnelles, 60% des cadres, 53% des étudiants, mais seulement 38% des ouvriers sont de cet avis. On observe de fortes différences en fonction de la taille d'agglomération (apport des immigrés reconnu par 63% dans les grandes villes, 45% dans les villes moyennes et 37% en zone rurale), mais aussi des sympathies politiques : 60% des sympathisants de gauche, 41% de ceux du centre et 32% de ceux de droite estiment que les immigrés apportent beaucoup à la France. Hors de l'Hexagone, c'est en Suède que l'on enregistre les taux les plus élevés, alors que les plus faibles se trouvent dans les pays qui ont adhéré à l'Union en 2004.

| Résultats par pays  |                       |     |
|---|-----------------------|-----|
|   | Suède                 | 79% |
|  | Portugal              | 66% |
|  | Irlande               | 56% |
|  | Luxembourg            | 56% |
|  | Finlande              | 54% |
|  | Pays-Bas              | 53% |
|  | Royaume-Uni           | 47% |
|  | Danemark              | 45% |
|  | France                | 44% |
|  | Grèce                 | 43% |
|  | Italie                | 41% |
|  | Union européenne (25) | 40% |
|  | Belgique              | 40% |
|  | Espagne               | 40% |
|  | Autriche              | 37% |
|  | Pologne               | 33% |
|  | Allemagne             | 30% |
|  | Chypre                | 30% |
|  | Slovénie              | 28% |
|  | Malte                 | 21% |
|  | Lituanie              | 20% |
|  | Hongrie               | 19% |
|  | République tchèque    | 17% |
|  | Estonie               | 16% |
|  | Lettonie              | 16% |
|  | Slovaquie             | 12% |
| Autres pays   |                       |     |
|  | Roumanie              | 43% |
|  | Bulgarie              | 23% |

Question: QA47\_5. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: Les immigrés apportent beaucoup à (NOTRE PAYS)

Réponses: D'accord

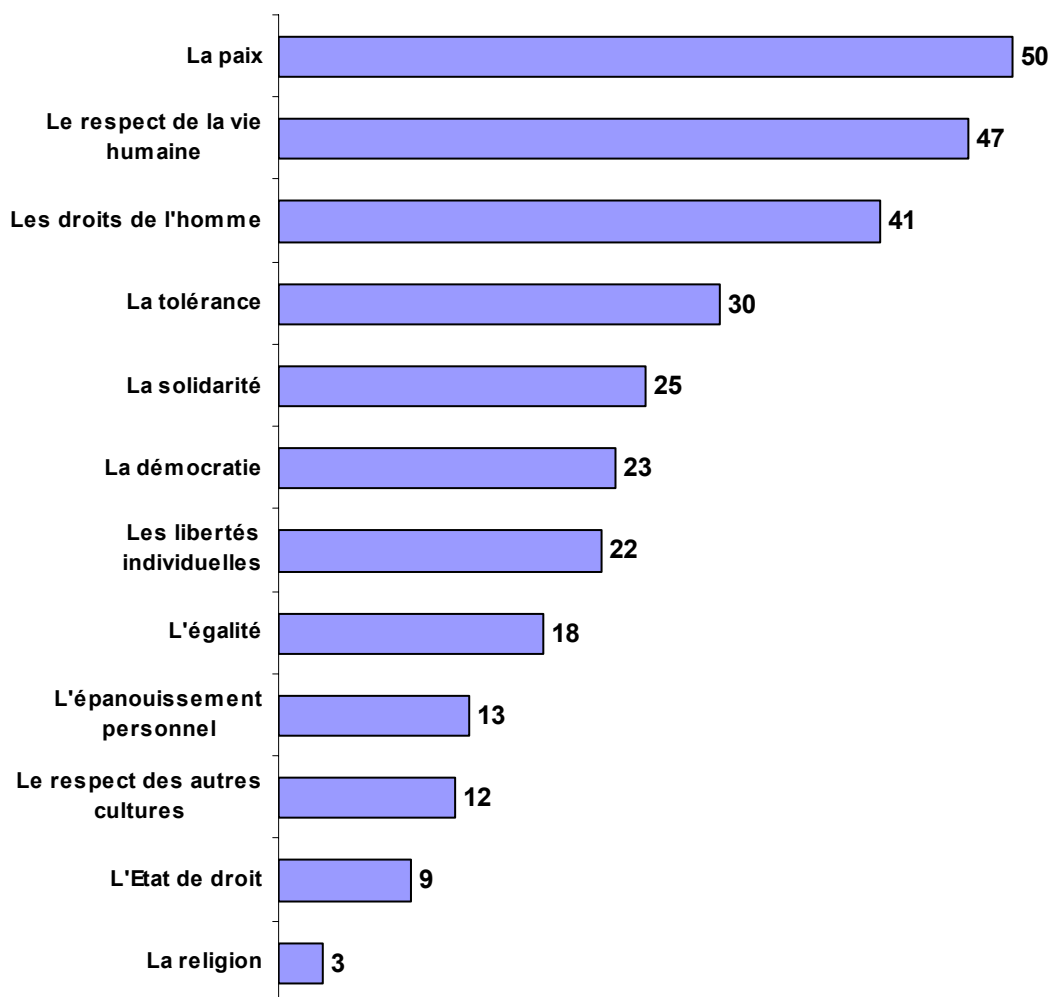


## B) LES VALEURS DE L'EUROPE

### *La paix et les valeurs humanistes*

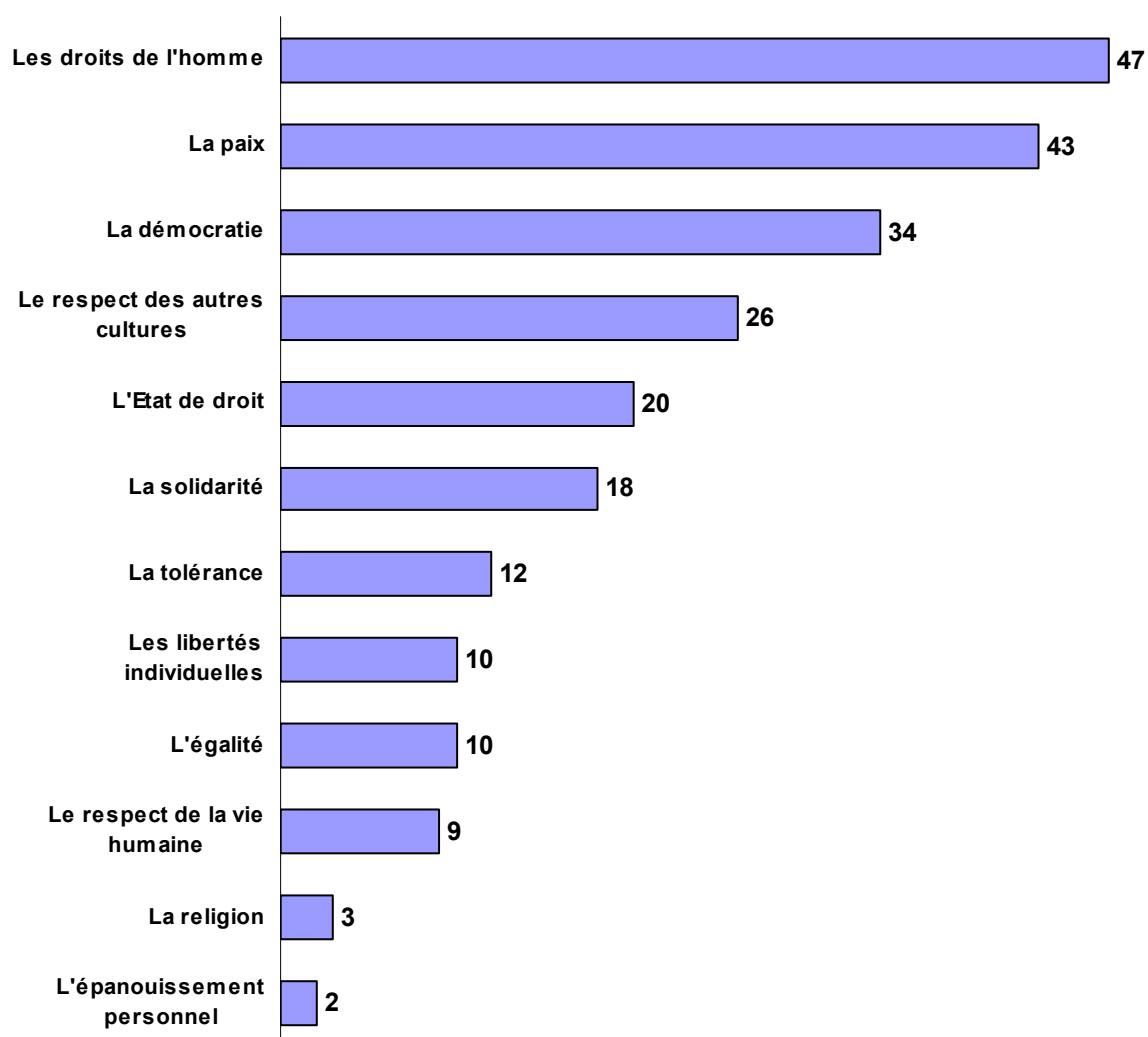
Certains commentateurs ont expliqué la phase de crise que connaît la construction européenne par une perte de confiance dans les valeurs qui sous-tendent le projet européen. Seuls 34% des Français pensent qu'en termes de valeurs partagées les États de l'Union européenne sont très (1%) ou plutôt proches (33%). Plus de la moitié (60%) des personnes interrogées estime au contraire que les pays membres sont très (13%) ou plutôt différents (47%). Mais de quelles valeurs parle-t-on ? L'Eurobaromètre a demandé aux sondés quels sont les valeurs qui comptent le plus pour eux et quelles sont celles qui représentent le mieux l'Union européenne.

#### Quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ?



Appelés à choisir trois valeurs, les sondés mettent en avant la paix (50%), le respect de la vie humaine (47%) et les droits de l'homme (41%). Les valeurs de tolérance, de solidarité et de démocratie recueillent respectivement 30%, 25% et 23% des suffrages. On trouve ensuite des valeurs qui renvoient à la sphère de l'individu, comme les libertés individuelles (22%), l'égalité (18%) et l'épanouissement personnel (13%). La paix arrive en première position dans presque toutes les classes d'âge, mais elle est dépassée d'une courte tête par le respect de la vie humaine chez les plus âgés. Les plus jeunes tendent à préférer à ce dernier concept la notion de droits de l'homme.

### Quelles sont les valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne ?

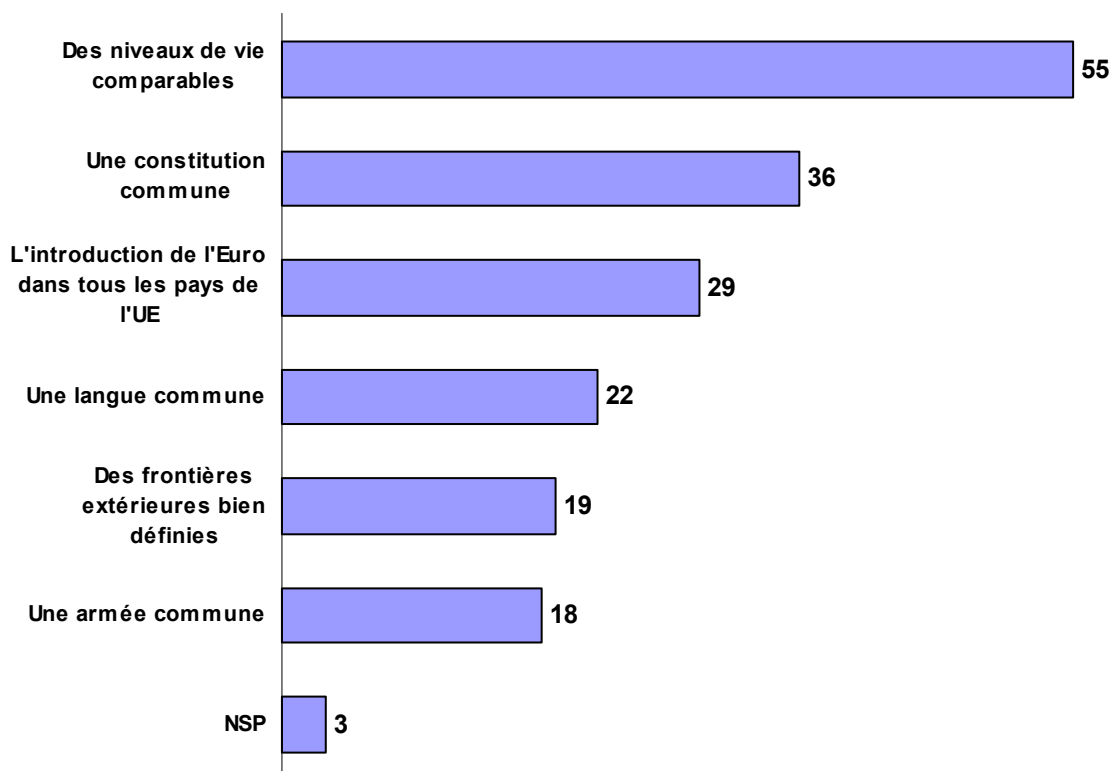


D'une manière générale, on constate une coïncidence entre le socle de valeurs de l'Union européenne et les préférences de l'opinion publique française. Ainsi les droits de l'homme (47%) et la paix (43%) arrivent-ils aux deux premiers rangs. Les personnes interrogées mettent ensuite l'accent sur la démocratie (34%), le respect des autres cultures (26%), l'État de droit (20%), la solidarité (18%) et la tolérance (12%).

La comparaison des deux derniers graphiques met en évidence certains écarts, notamment sur les notions de diversité des cultures (écart de 14 points), de démocratie et d'état de droit (écart de 11 points) qui semblent assez profondément associées au projet européen.

### ***Le désir d'une harmonisation des niveaux de vie***

**Parmi les éléments suivants, quels seraient selon vous les deux plus utiles pour le futur de l'Europe (deux réponses maximum)**



L'opinion publique française semble avoir été marquée par les phases récentes de la construction européenne. Dans un contexte politique caractérisé par une certaine contestation du dernier élargissement, les Français sont 55 % à voir dans la réduction des disparités de niveau de vie le facteur le plus utile pour le futur de l'Europe (+2 points par rapport au printemps dernier).

De même, l'adoption d'une constitution commune arrive en deuxième position (36 %, +7 points) parmi les facteurs les plus utiles pour le futur de l'Europe. Le facteur intégrateur de l'introduction de l'euro n'apparaît qu'en troisième position d'utilité (29%, -2).

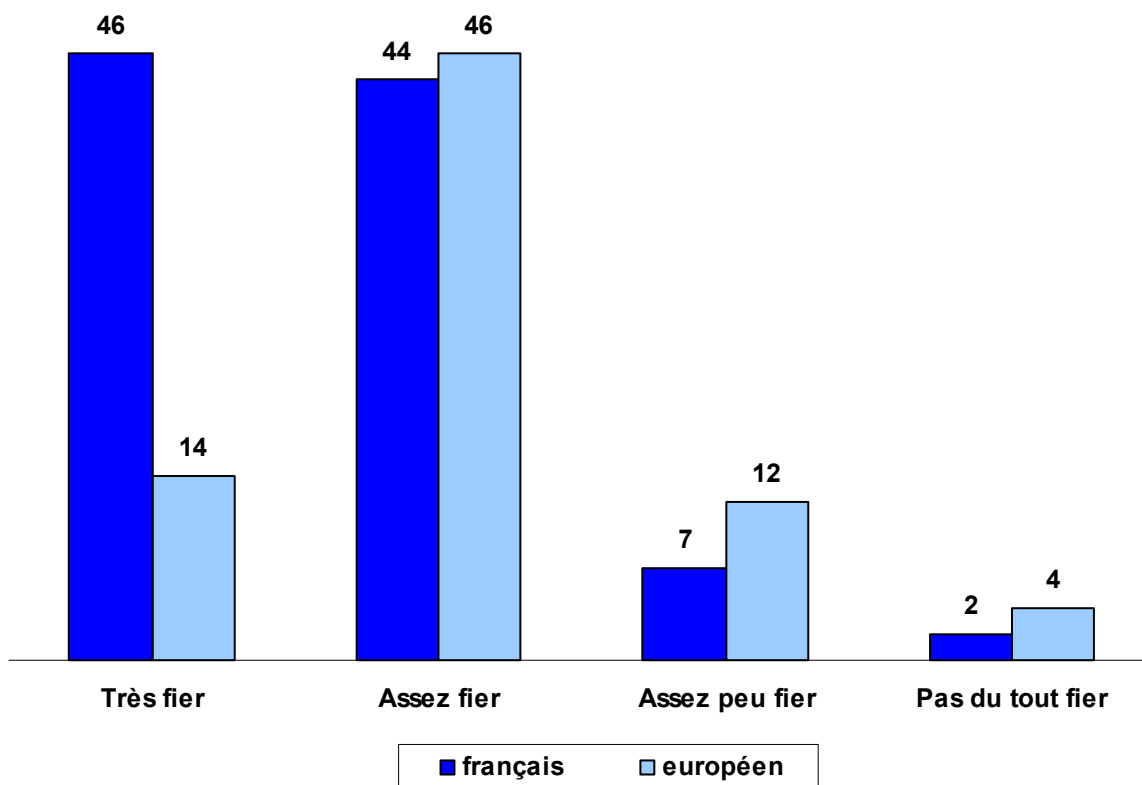
Notons tout de même que la diversité même des éléments proposés doit conduire à une certaine prudence dans l'interprétation des résultats.

Viennent ensuite l'adoption d'une langue commune, mise en avant par 22% des personnes interrogées en France, la définition des frontières extérieures de l'Union européenne (19%) et la création d'une armée commune (18%).

## C) IDENTITE NATIONALE ET EUROPEENNE

### *Fierté nationale et européenne*

**Diriez-vous que vous êtes très fier/assez fier/assez peu fier/  
pas du tout fier d'être français/européen ?**



La différence entre les variables « très fier d'être Français » (46%) et « très fier d'être Européen » (14%) reste élevée (32 points). 46% des interviewés se disent « assez fiers » d'être Européen et 44% « assez fiers » d'être Français.

16% se déclarent « assez peu fiers » (12%) ou « pas du tout fiers » (4%) d'être Européens, tandis que 19% répondent spontanément ne pas se sentir Européens.

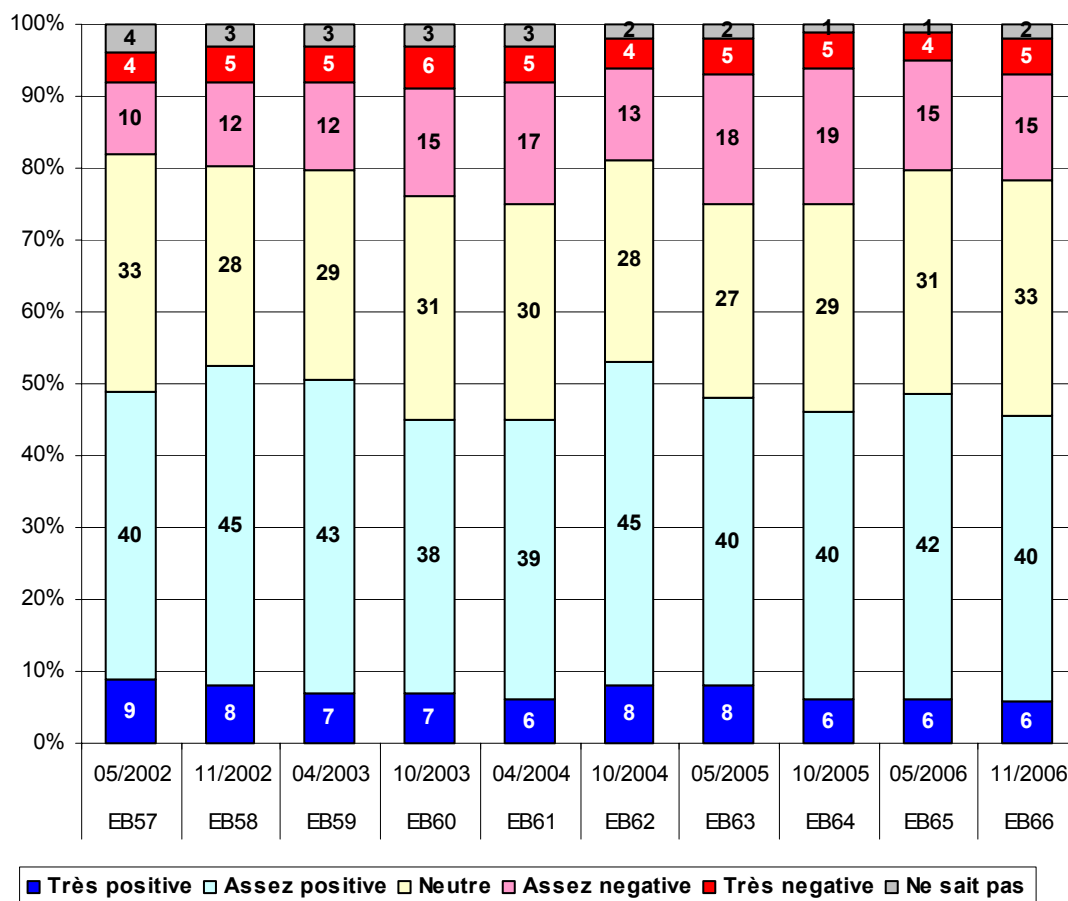
Si l'on additionne les deux premières catégories, on obtient 59% de personnes fières d'être Européen, ce qui représente une baisse de 8 points par rapport au dernier sondage (mai 2006) et place la France exactement au niveau de la moyenne européenne.

Au niveau de l'Union, les Slovènes (80%), les Polonais (75%), les Finlandais (71%) et les Hongrois (70%) apparaissent comme les plus fiers d'être Européens.

Enfin, si 45% des personnes interrogées en France disent qu'il ne leur arrive jamais de penser qu'elles sont non seulement françaises, mais aussi européennes, 35% affirment que cela leur arrive parfois et 20% supplémentaires que c'est souvent le cas.

## L'image plutôt positive de l'Union européenne

**En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative (trend) ?**



Les résultats de la dernière enquête s'inscrivent dans la continuité des sondages précédents : 46% des Français ont une image « très positive » (6%, =) ou « assez positive » (40%, -2) de l'Union européenne ; 20% une image « assez négative » (15%, =) ou « très négative » (5%, +1) ; 33% (+2) en ont une opinion ni bonne ni mauvaise.

L'écart entre les opinions « positives » (46%) et négatives (20%) demeure donc à peu près stable, même si on constate une lente progression du positionnement « neutre ».

Les résultats observés en France sont sensiblement identiques à la moyenne UE-25 (46% d'opinions positives, 18% d'opinions négatives et 34% d'opinions neutres).

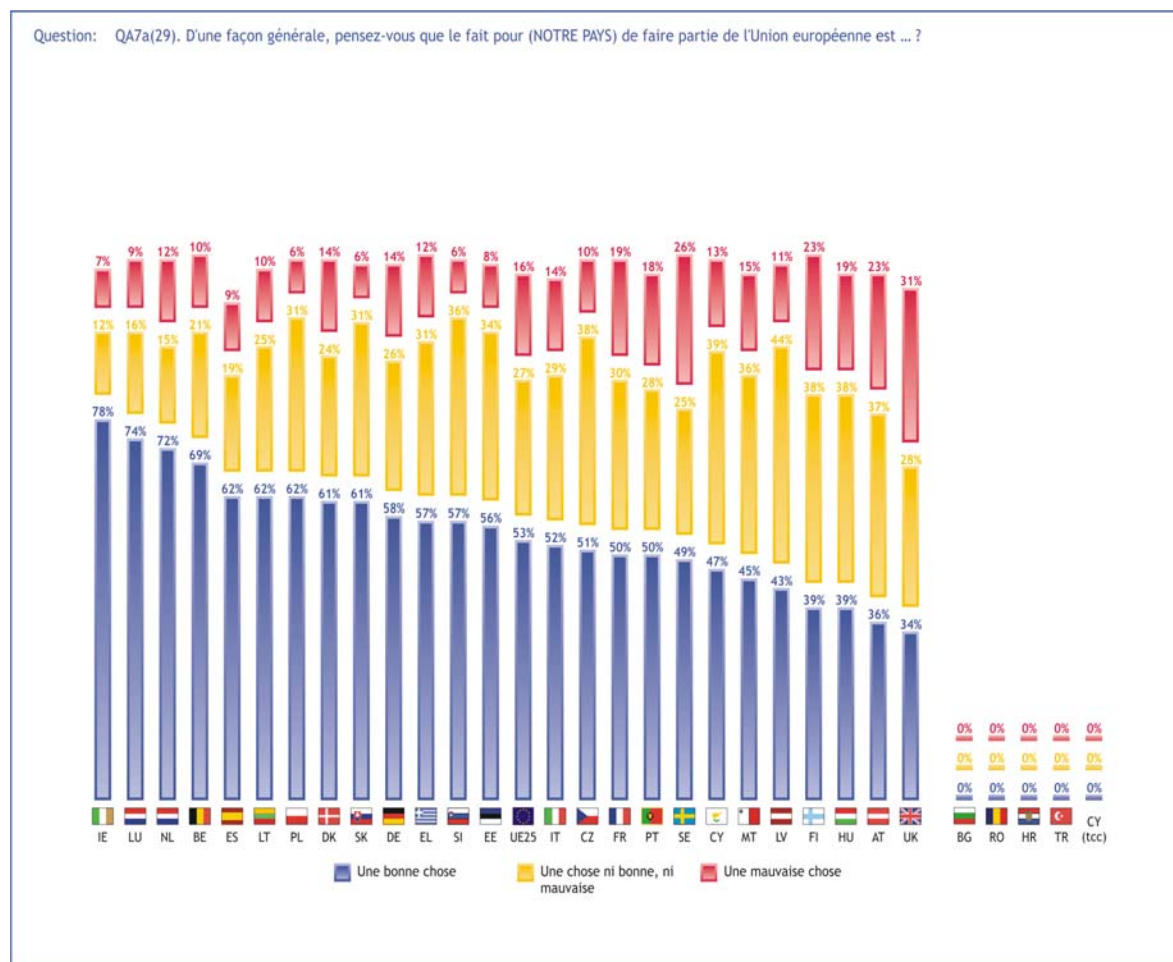


## IV) L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI

### A) APPARTENANCE ET BENEFICE

#### *Des jugements positifs sur l'Union européenne*

**D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ?**

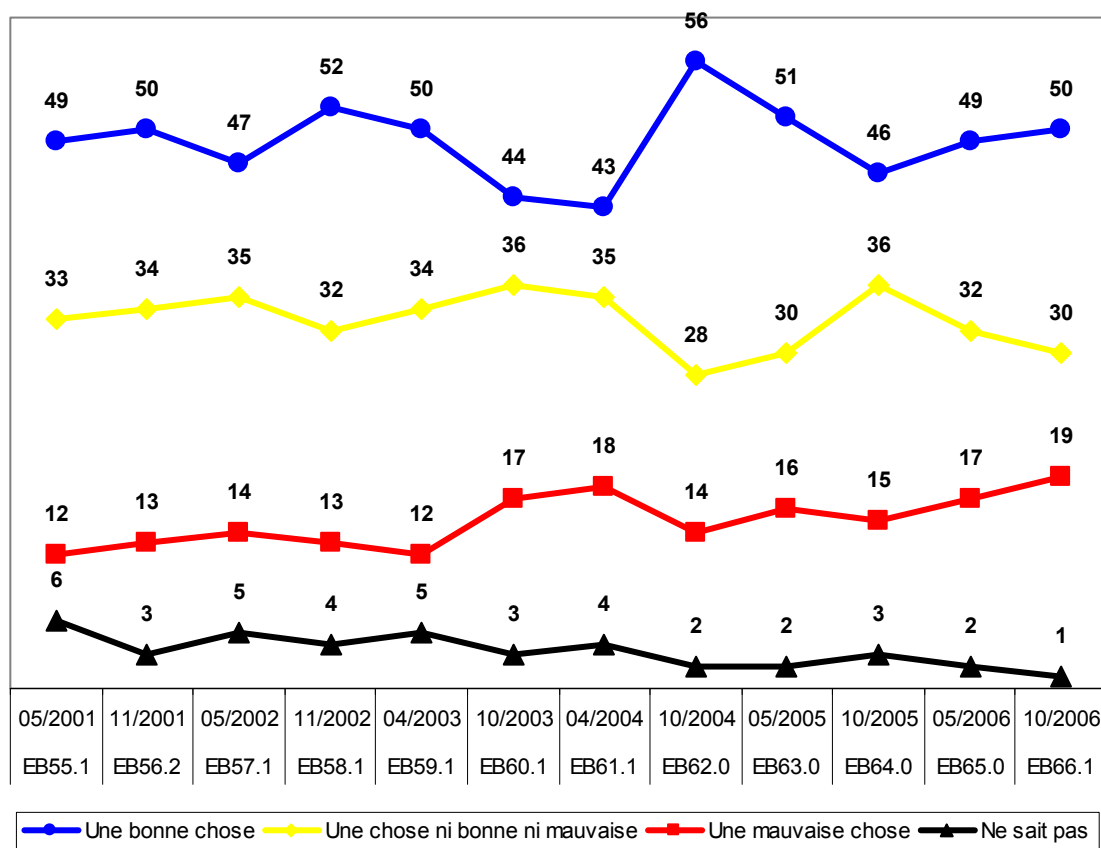


Les opinions favorables à l'appartenance de la France à l'Union européenne (50%) augmentent d'un point par rapport à l'Eurobaromètre 65. On assiste parallèlement à une légère progression des opinions défavorables (19%, +2), qui correspond à la baisse de deux points des opinions « neutres » (30%). Comme lors des dernières enquêtes, l'opinion française s'avère légèrement moins europhile que la moyenne UE-25, caractérisée par 53% d'avis favorables, 16% d'avis défavorables et 27% d'avis neutres.

Les jugements les plus positifs sur l'appartenance de son pays à l'UE se trouvent en Irlande (78%), au Luxembourg (74%) et aux Pays-Bas (72%), tandis que les Européens les plus réservés sont les Hongrois (39% d'opinions favorables), les Autrichiens (36%) et les Britanniques (34%).



**D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise (trend) ?**

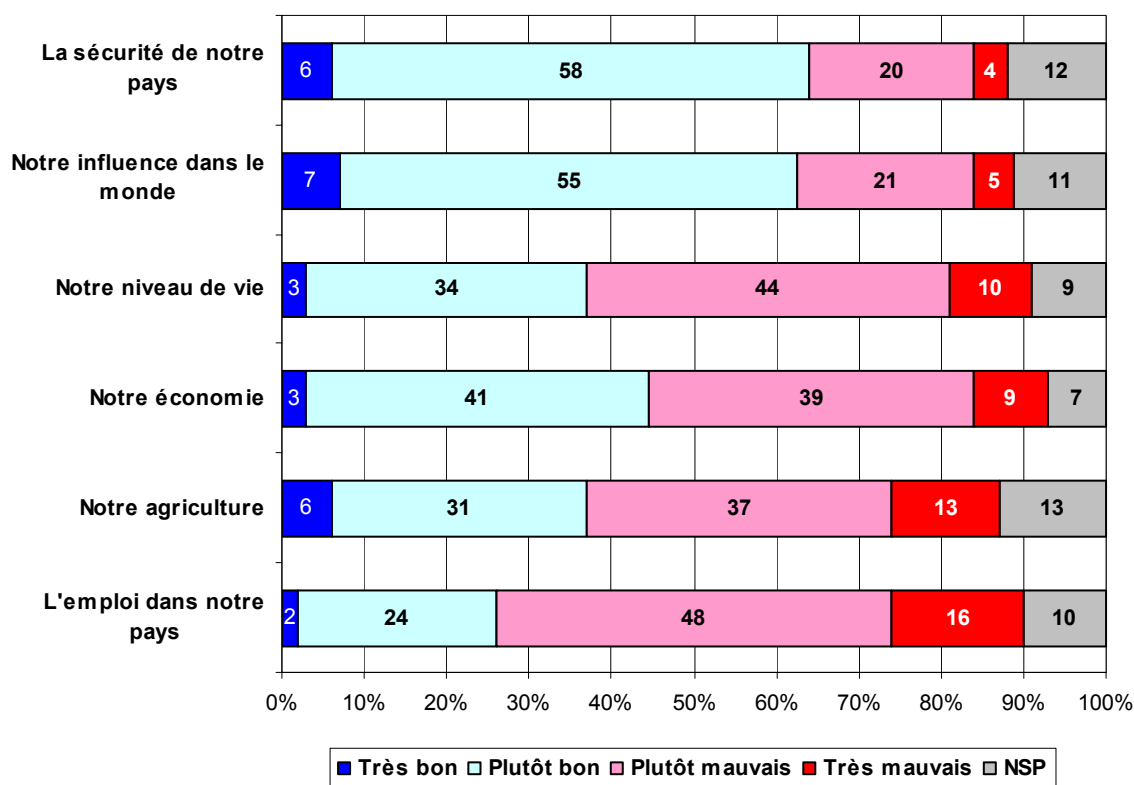


L'examen d'une douzaine d'Eurobaromètres montre une lente progression des opinions défavorables, qui restent toutefois contenues en-deçà du seuil de 20%. Cette évolution n'affecte cependant pas le pourcentage des opinions favorables, mais « mord » en grande partie sur la part des indécis.

L'écart entre les avis positifs et les avis négatifs reste donc stable, à un niveau élevé (31 points), après avoir connu un maximum de 42 points en octobre 2004.

A titre de comparaison, l'écart entre ces deux catégories s'élève à 36 points au niveau UE-25.

**L'appartenance de la France à l'Union européenne a-t-elle un effet très bon/plutôt bon, plutôt mauvais ou très mauvais dans chacun des domaines suivants ?**



C'est dans le domaine extérieur, à savoir la sécurité et l'influence de la France dans le monde que les Français portent la meilleure appréciation des effets de l'intégration européenne. En effet, les effets de l'appartenance sont jugés d'une manière très positive en ce qui concerne l'influence de la France dans le monde (62% d'avis très ou plutôt positifs) et la sécurité nationale (64% d'opinions très ou plutôt favorables).

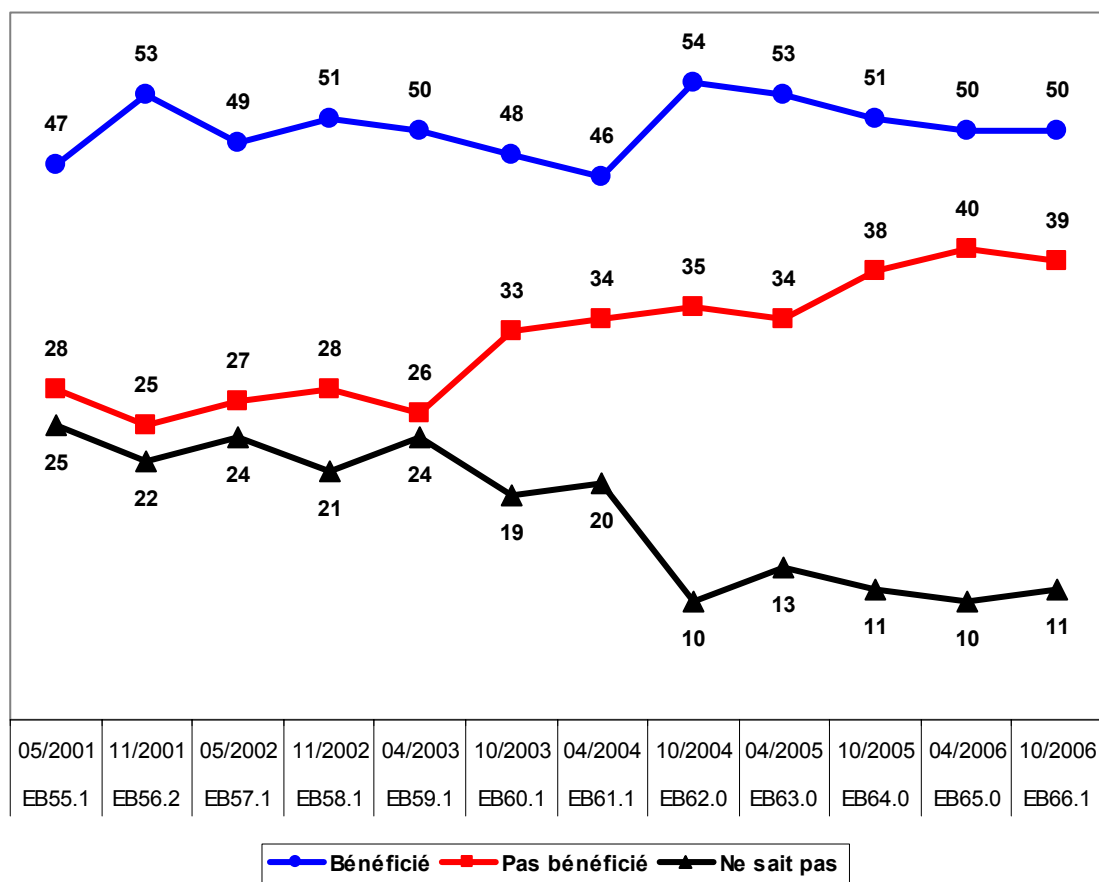
D'une manière paradoxale, alors que la France est le premier bénéficiaire de la Politique agricole commune (PAC), ils sont 50 % à estimer que l'Union européenne a un effet plutôt mauvais ou très mauvais sur leur agriculture.

Plus encore, ils sont 65 % à estimer que l'appartenance de la France à l'Union européenne a un effet négatif sur l'emploi dans leur pays. Il n'y a guère qu'en Allemagne que le taux est plus élevé.

Quant aux effets économiques de l'appartenance à l'Union européenne, les opinions sont mitigées : 48 % des Français considèrent que l'effet est plutôt mauvais ou très mauvais (pourcentage le plus élevé après celui de la Hongrie), contre seulement 44 % qui jugent que cette appartenance est une bonne chose. A titre de comparaison, au niveau UE-25, 56% des citoyens portent un regard positif sur l'impact économique de l'Union, contre 36% qui émettent une opinion négative.

En ce qui concerne le niveau de vie, 54 % des interviewés pensent que l'appartenance à l'UE a été une chose plutôt (44 %) ou très mauvaise (10 %), niveau qui n'est à nouveau dépassé qu'en Hongrie. Dans 22 des 25 Etats membres, les opinions positives l'emportent.

**D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (trend) ?**



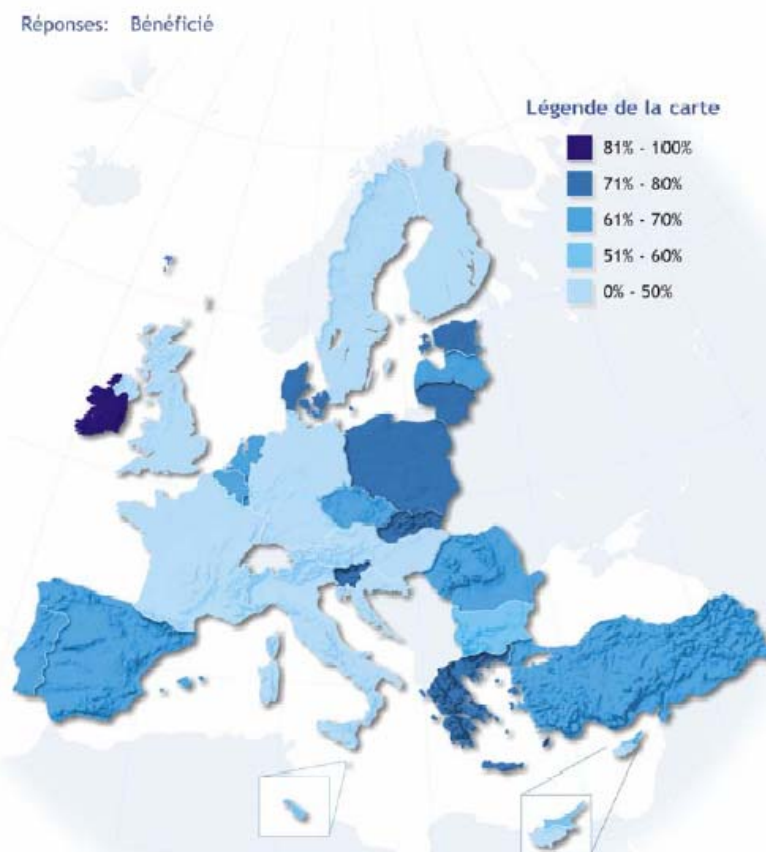
Ceci dit, le sentiment que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne reste stable, à 50% (sans changement par rapport au printemps 2006), tandis que les opinions négatives reculent d'un point.

L'écart entre les deux premières catégories s'élève donc à 11 points, après avoir atteint un minimum historique de 10 points en avril 2006. Rappelons, à titre de comparaison, que cet écart s'élevait à 28 points en novembre 2001.

| Résultats par pays  |                       |     |
|---|-----------------------|-----|
|    | Irlande               | 87% |
|    | Lituanie              | 77% |
|    | Danemark              | 74% |
|    | Grèce                 | 74% |
|    | Pologne               | 73% |
|    | Estonie               | 72% |
|    | Slovaquie             | 71% |
|    | Slovénie              | 71% |
|    | Belgique              | 67% |
|    | Luxembourg            | 67% |
|    | République tchèque    | 66% |
|    | Espagne               | 64% |
|    | Pays-Bas              | 62% |
|    | Lettonie              | 62% |
|    | Portugal              | 61% |
|    | Malte                 | 58% |
|    | Union européenne (25) | 54% |
|    | France                | 50% |
|    | Allemagne             | 49% |
|    | Italie                | 47% |
|    | Finlande              | 46% |
|   | Chypre*               | 46% |
|  | Autriche              | 43% |
|  | Suède                 | 41% |
|  | Hongrie               | 41% |
|  | Royaume-Uni           | 39% |
| * Cypriot = 58%   |                       |     |
| Autres pays   |                       |     |
|  | Roumanie              | 69% |
|  | Turquie               | 63% |
|  | Bulgarie              | 58% |
|  | Croatie               | 42% |

Question: QA8. Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié/bénéficierait ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

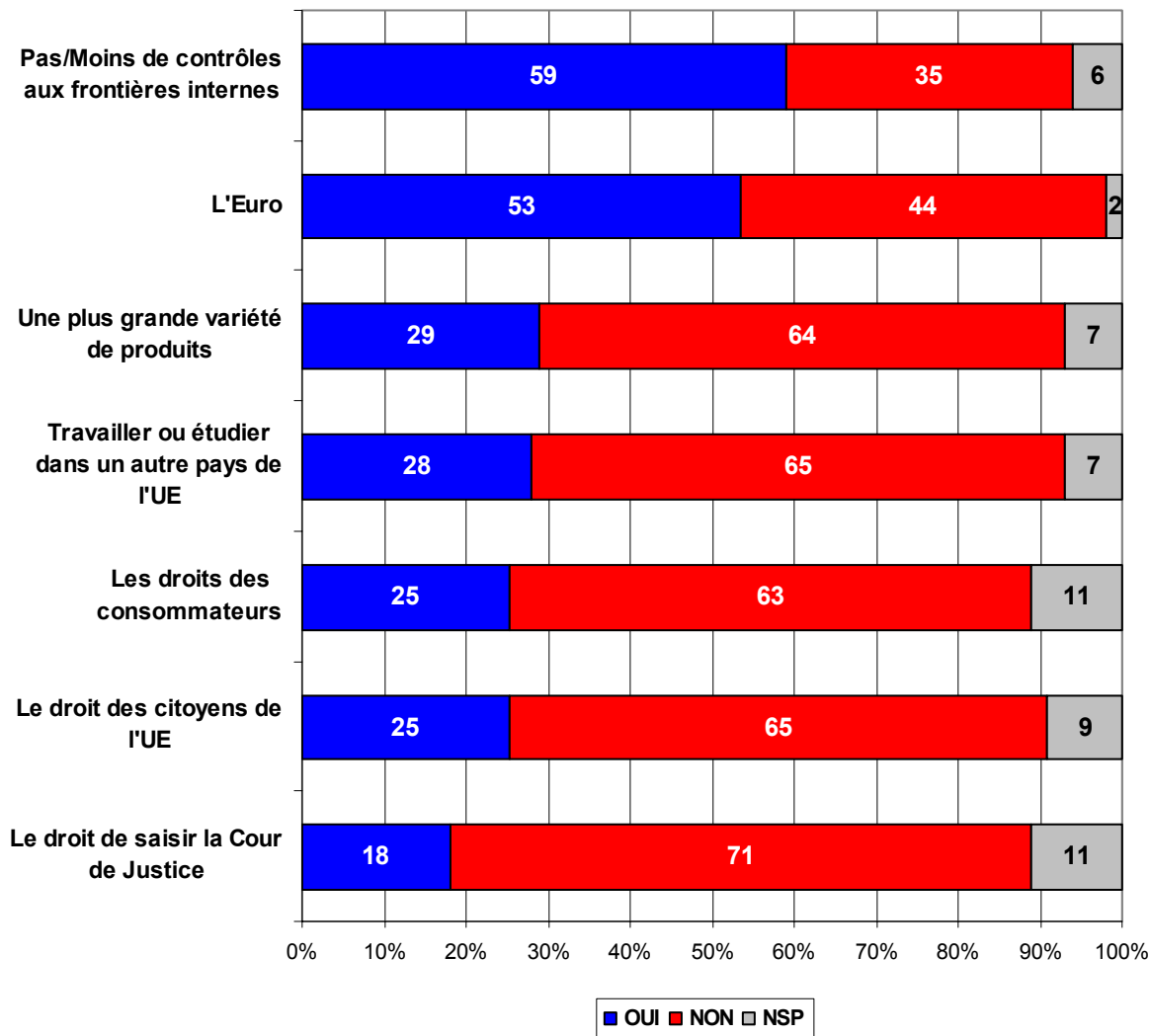
Réponses: Bénéficié



Les résultats observés en France se situent ainsi en dessous de la moyenne UE-25 : selon 54% des personnes interrogées dans les 25 Etats membres, leur pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union, tandis que 34% sont d'un avis contraire, 12% ne se prononcent pas.

## Un bénéfice concret : la libre circulation des personnes

Voici une liste de réalisations de l'Union européenne. Pourriez-vous nous dire si vous en avez bénéficié ou non.

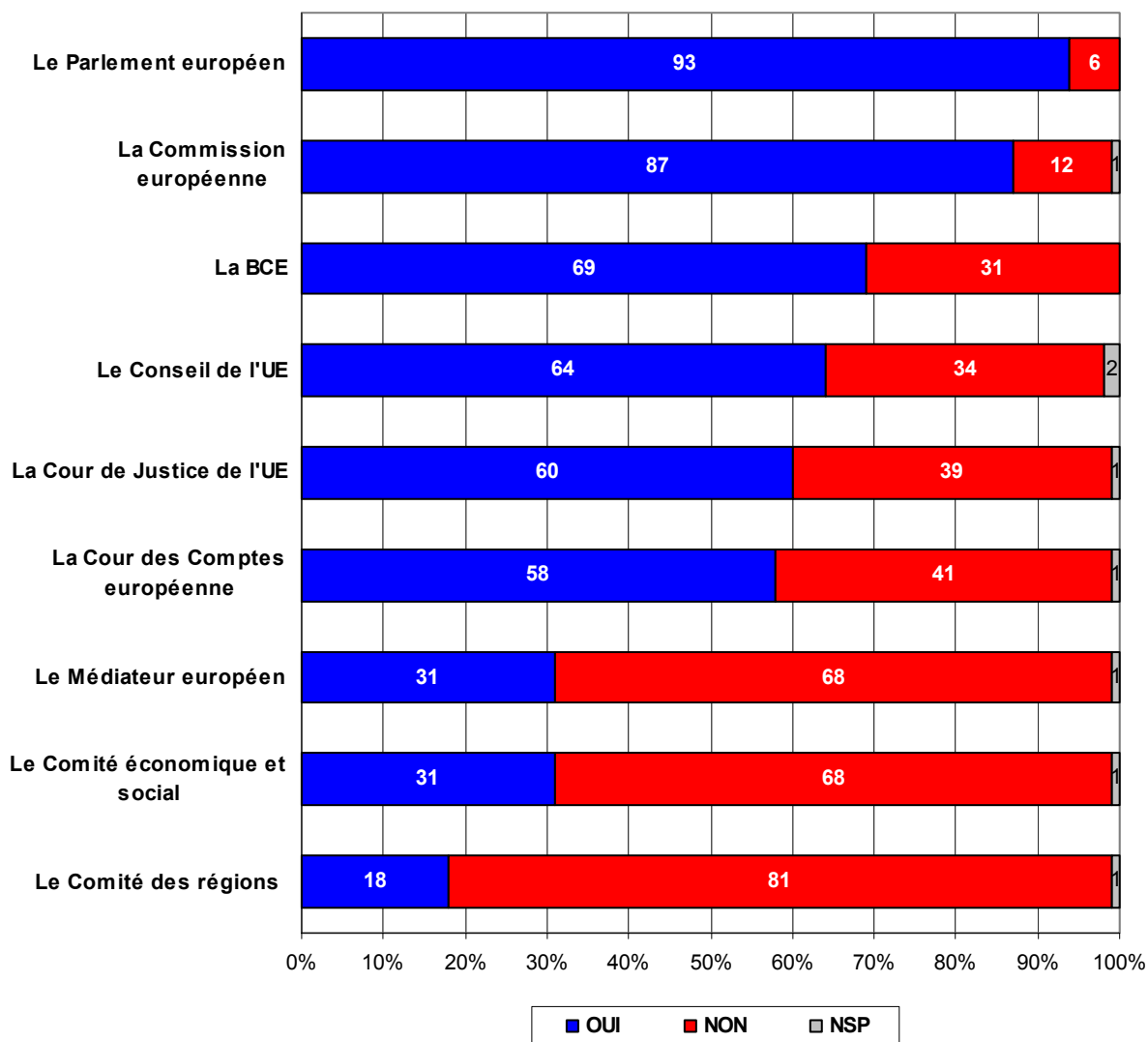


Ce sont les réalisations concrètes de l'Union européenne dont les Français ont le plus le sentiment d'avoir bénéficié, au premier rang desquelles la réduction des contrôles aux frontières internes et le passage à l'euro, mis en avant respectivement par 59% et 53% d'entre eux. On peut relever que seulement 29% des Français ont le sentiment d'avoir bénéficié d'une plus grande variété de produits, soit 23 points de moins que la moyenne européenne et le résultat le plus faible de tous les Etats membres.

## B) LES INSTITUTION EUROPEENNES

### *Le Parlement et la Commission, institutions phares*

Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?

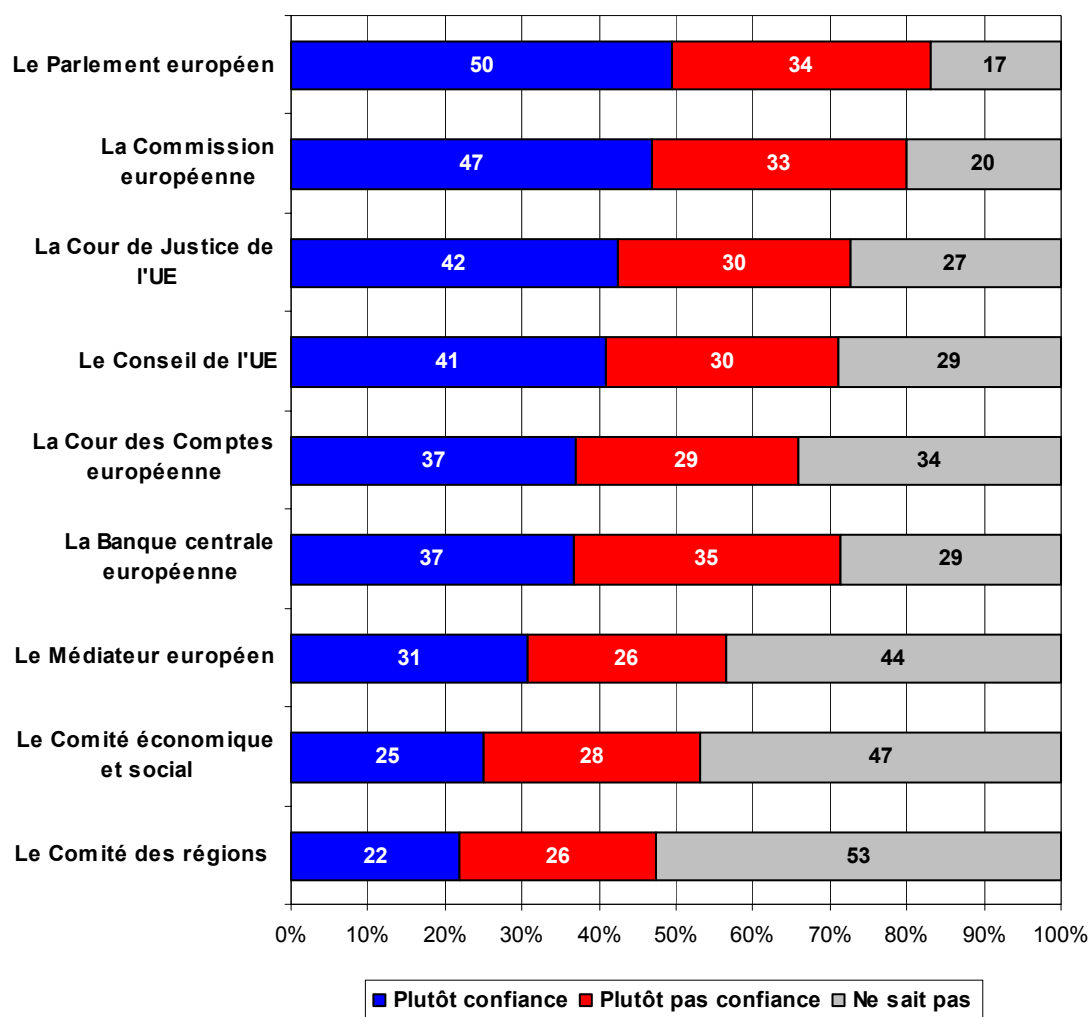


Comme toujours, le Parlement et la Commission sont les deux institutions communautaires les plus connues. Respectivement 93% (-1) et 87% (-2) des Français en ont entendu parler.

La notoriété de la Banque centrale européenne (69%, -1) est légèrement supérieure à celle du Conseil des ministres de l'Union européenne (64%, -4). Respectivement 60% et 58% des personnes interrogées ont entendu parler de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes de l'Union européenne.

La notoriété des autres institutions communautaires demeure marginale. Seuls 31% ont entendu parler du Comité économique et social et du Médiateur européen et 18% du Comité des régions.

**Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?**



Comme toujours, on constate un lien entre la notoriété d'une institution et la confiance qui lui est accordée. Le Parlement arrive en tête avec une cote de confiance de 50% (sans changement par rapport au printemps), suivi de la Commission européenne (47%, en progression de trois points), de la Cour de Justice (42%, +1) et du Conseil de l'UE (41%, +3).

37% des Français font confiance à la Cour des Comptes européenne (+4) et à la Banque centrale européenne (-1, tandis que la défiance envers la BCE atteint 35%).

Viennent ensuite le Médiateur européen (31%), le Comité économique et social (25%) et le Comité des Régions (22%).

## C) L'INFORMATION SUR L'UNION

### *Un déficit d'information*

**Combien estimez-vous en savoir sur l'UE, ses politiques et ses institutions ?**

| 1                | 2   | 3   | 4   | 5   | 6                 | 7  | 8  | 9  | 10 |
|------------------|-----|-----|-----|-----|-------------------|----|----|----|----|
| 10%              | 13% | 21% | 19% | 21% | 8%                | 4% | 2% | 1% | -  |
| +5               | +3  | +6  | +1  | -6  | -2                | -5 | -1 | =  | -  |
| <b>TOTAL 1-5</b> |     |     |     |     | <b>TOTAL 6-10</b> |    |    |    |    |
| 84%              |     |     |     |     | 15%               |    |    |    |    |

Invités à mesurer leur connaissance de l'Union européenne sur une échelle de 1 à 10 (1 correspondant à « ne sait rien du tout » et 10 à « en sait beaucoup »), 84% (+9 points) des Français se situent entre les niveaux 1 et 5 et 15% (-10) entre les niveaux 6-10.

Les Français cherchent-ils des informations sur l'UE ? 8% déclarent en rechercher souvent, 31% parfois, 30% rarement et 31% jamais. A la question « Trouvez-vous qu'il soit facile ou non de trouver des informations sur l'UE, ses politiques et ses institutions ? », 6% répondent que cela est très facile, 36% plutôt facile, 34% plutôt difficile, 11% très difficile (12% NSP). Enfin, seules 16% des personnes interrogées savent qu'elles ont le droit de demander l'accès à des documents non publiés des institutions de l'Union européenne, alors que 84% ignorent cette possibilité.

Au-delà du sentiment d'information, quel est le niveau réel de connaissances des citoyens français sur le fonctionnement de l'Union européenne ? On peut s'en faire une idée à travers un test de trois questions qui a été soumis aux personnes interrogées.

**Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous nous dire si elle vous semble vraie ou fausse.**

|   | VRAI                             | FAUX                             | NSP                              |
|---|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres                | <b>23%</b><br><i>UE-25 : 35%</i> | <b>66%</b><br><i>UE-25 : 45%</i> | <b>11%</b><br><i>UE-25 : 20%</i> |
| Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne  | <b>43%</b><br><i>UE-25 : 49%</i> | <b>37%</b><br><i>UE-25 : 30%</i> | <b>19%</b><br><i>UE-25 : 20%</i> |
| Tous les 6 mois, un Etat membre différent prend la présidence de l'Union européenne | <b>34%</b><br><i>UE-25 : 47%</i> | <b>41%</b><br><i>UE-25 : 26%</i> | <b>24%</b><br><i>UE-25 : 28%</i> |

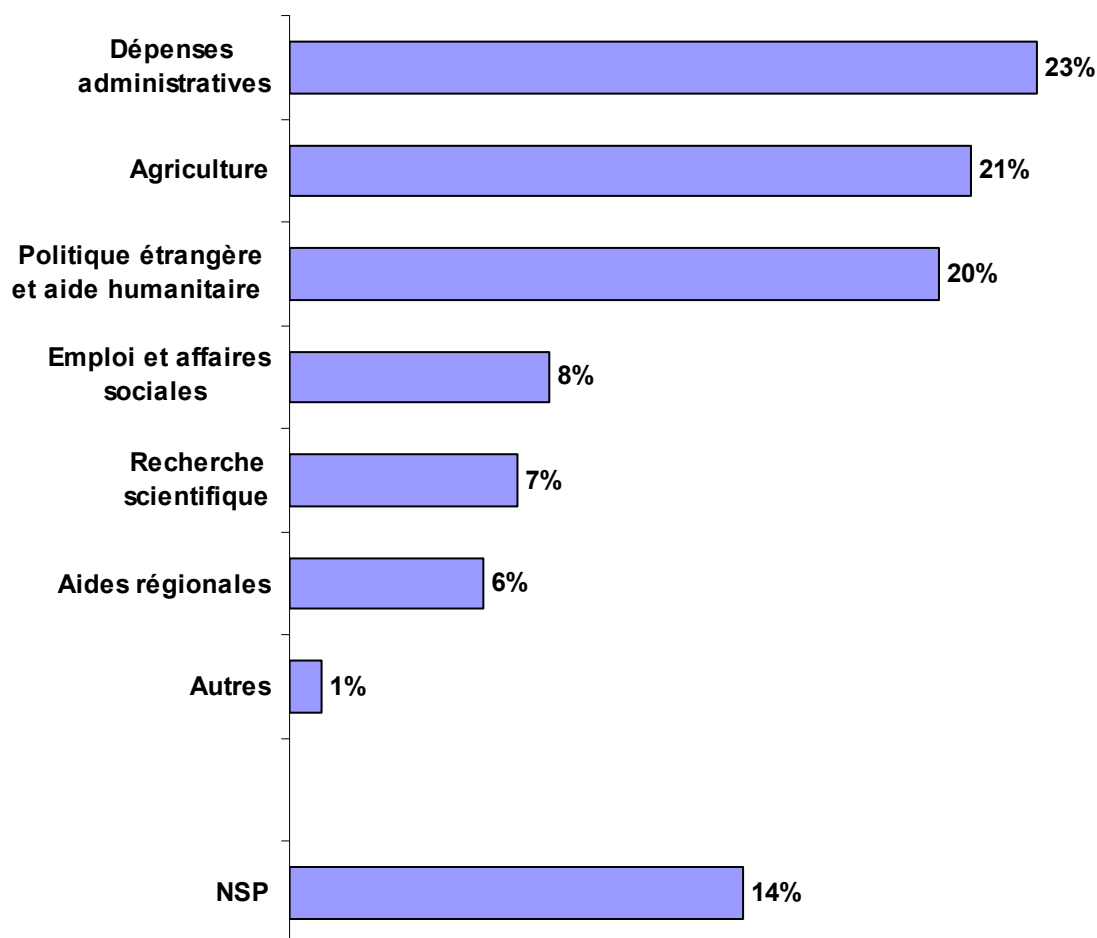
NB : Les réponses correctes sont en caractères gras.

Les résultats sont pour le moins mitigés : sur l'ensemble des trois questions, le taux de réponses correctes s'élève en moyenne à 50%, celui des mauvaises réponses à 30% (20% ne se prononcent pas). Ces résultats sont parfaitement identiques à la moyenne UE-25.

On pourra notamment regretter qu'à peine 43% des Français, comme dans la vague précédente, sache que les députés européens sont élus au suffrage universel.



**A votre avis, dans quel domaine l'UE dépense-t-elle la plus grande partie de son budget ?**



Comme dans les enquêtes précédentes, les Français surévaluent les coûts de fonctionnement de l'Union européenne : 23% (-3) d'entre eux croient que la plus grande partie du budget communautaire est consacrée aux frais administratifs ; 21% (=) des personnes interrogées indiquent, à juste titre, que les dépenses liées à l'agriculture occupent la première place dans les dépenses de l'Union européenne.

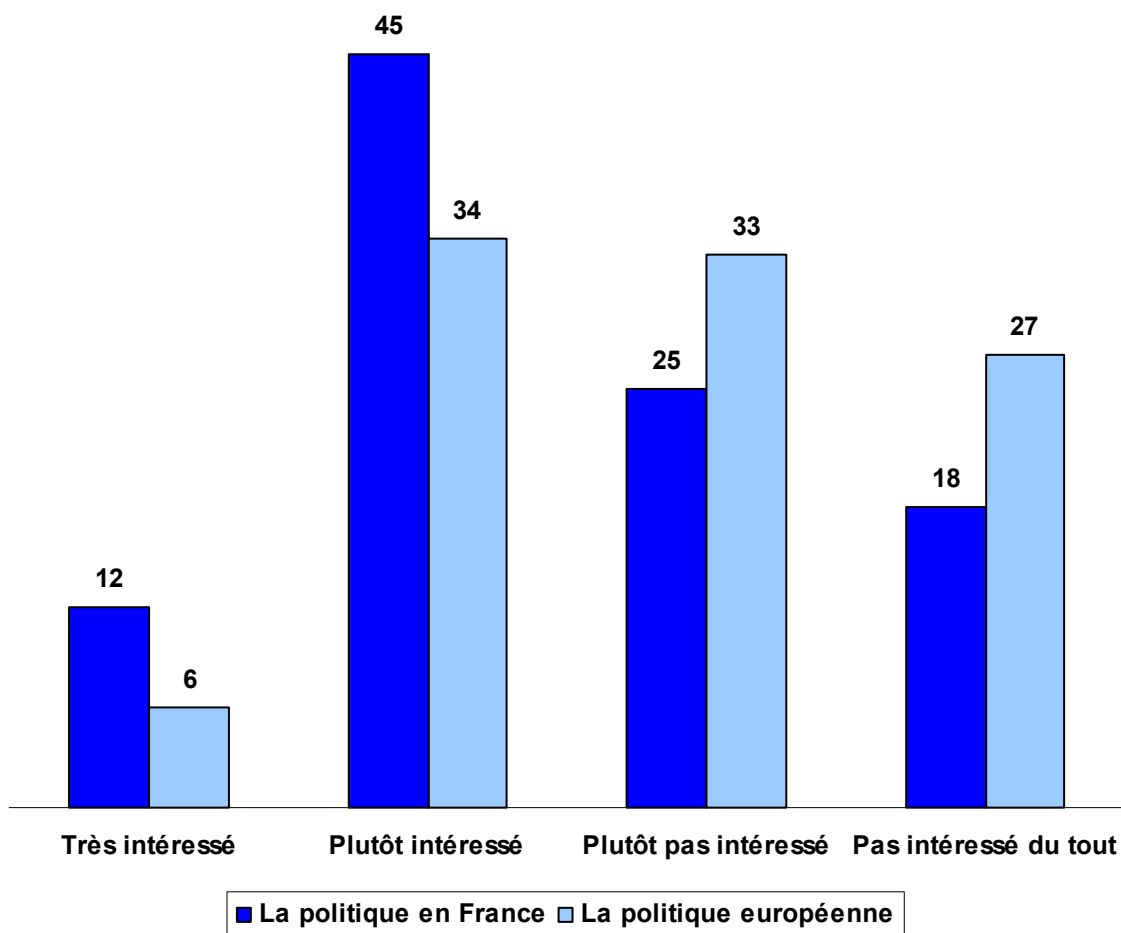
Viennent ensuite la politique étrangère et l'aide humanitaire (20%), la recherche scientifique (7%) et les aides régionales (6%).

Rappelons qu'en 2006, 43% du budget de l'Union a été consacré à l'agriculture, 36% aux actions structurelles (y compris la politique régionale) et seulement moins de 6% aux dépenses administratives...

## D) L'INTERET POUR LA POLITIQUE EUROPEENNE

### *Une vie politique nationale qui intéresse davantage*

Diriez-vous que vous êtes très intéressés/plutôt intéressé, plutôt pas intéressé ou pas intéressé du tout par la politique française/européenne ?



Les Français manifestent un intérêt plus aigu pour la politique française que pour la politique européenne : ainsi, en cette période de pré-campagne présidentielle, 57% d'entre eux se déclarent intéressés par les questions nationales, tandis que 40% le sont par les enjeux européens.

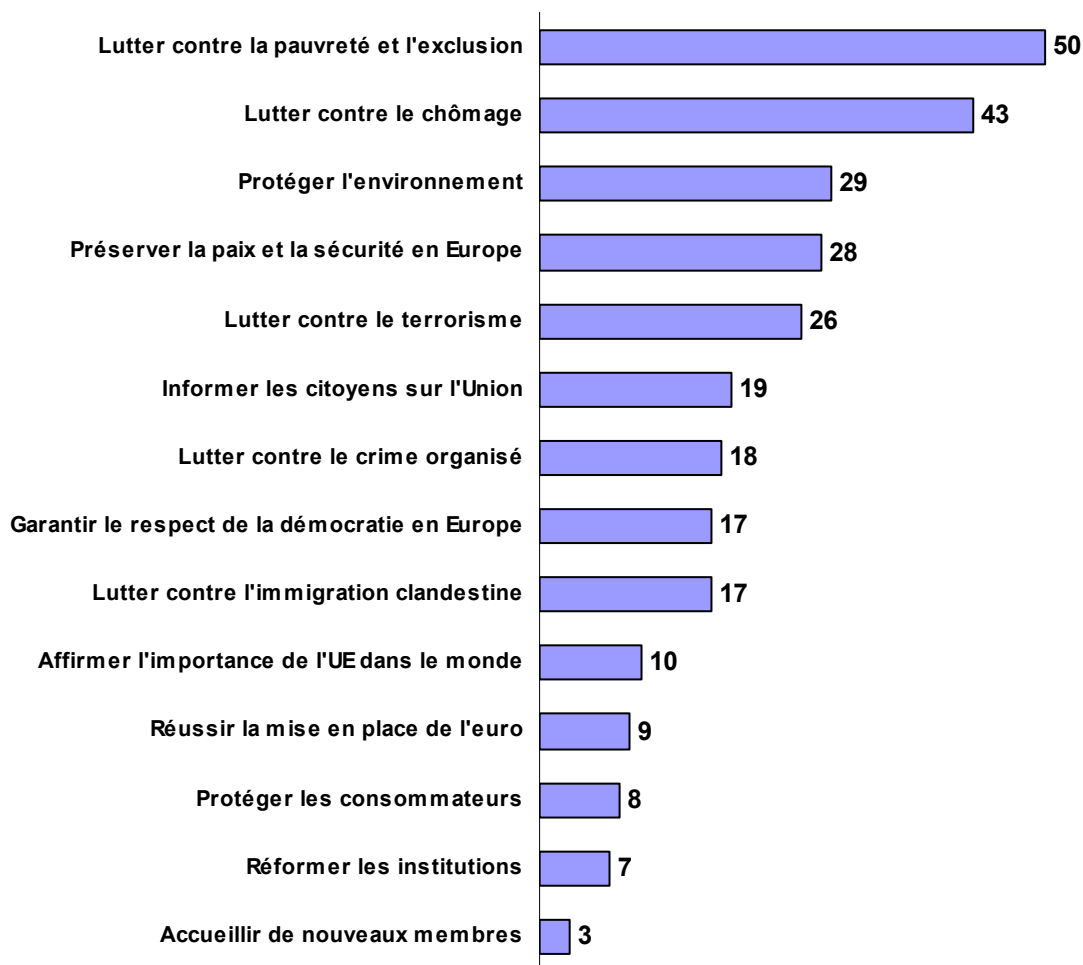
Par ailleurs, seuls 17% des Français se sentent très impliqués dans les affaires européennes. 18 mois après le « non » au référendum constitutionnel, ils sont cependant 51% à penser que leur voix compte dans l'Union européenne, un résultat de 17 points supérieur à la moyenne UE-25.

## V) LES ENJEUX POUR L'AVENIR

### A) LES PRIORITES POUR L'UNION

#### *La lutte contre la pauvreté, priorité pour l'Union*

Parmi la liste d'actions suivantes, quelles devraient être les trois actions que l'Union européenne devrait poursuivre en priorité (trois réponses maximum) ?



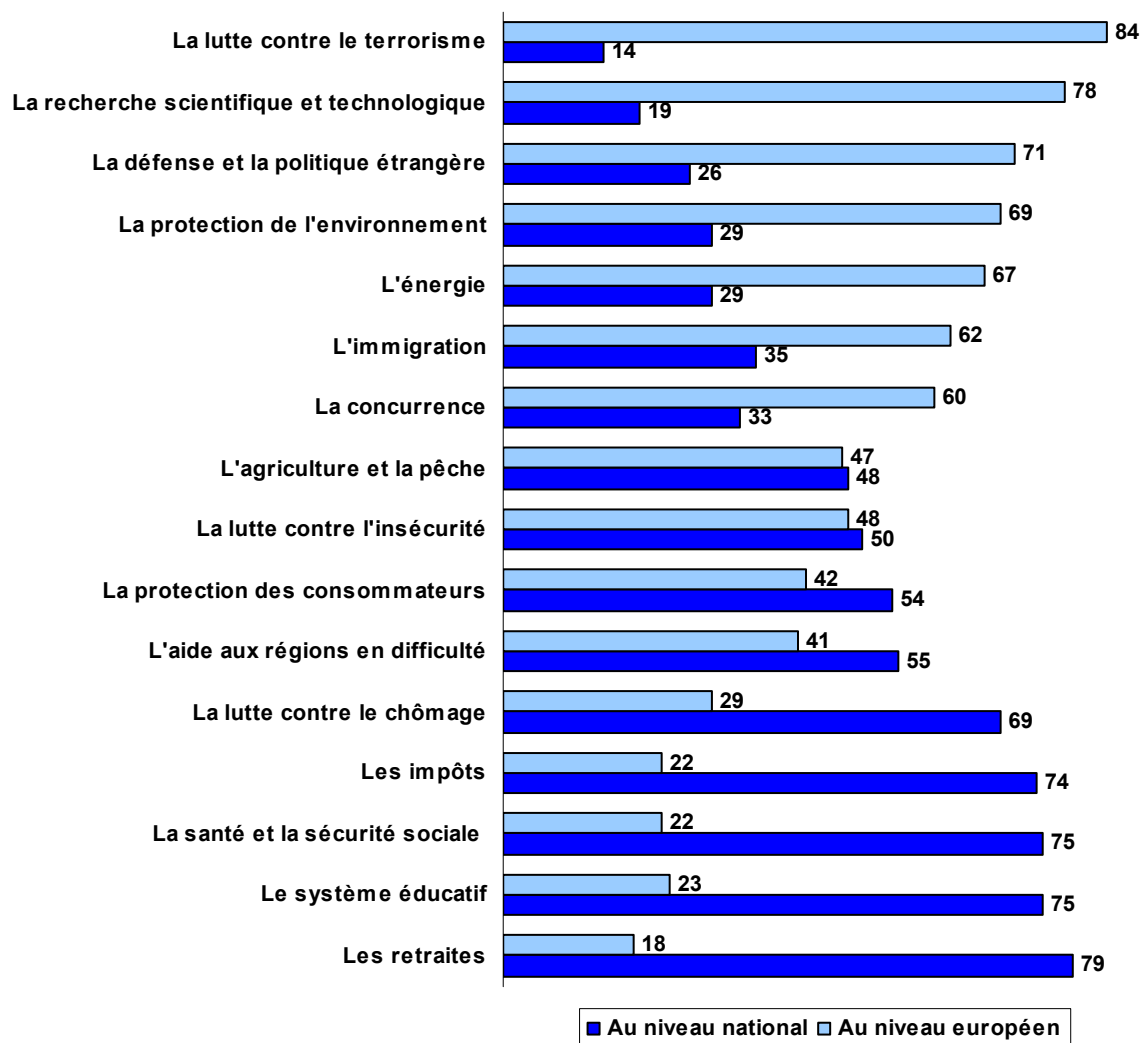
La lutte contre la pauvreté et l'exclusion (50%) et celle contre le chômage (43%) arrivent largement en tête, tout en perdant 8 et 15 points par rapport à l'Eurobaromètre 65.

Parmi les autres tâches prioritaires de l'Union européenne, les Français mettent en avant la protection de l'environnement (29%, +5), la préservation de la paix et la sécurité en Europe (28%, +3) et la lutte contre le terrorisme (26% +6).

## B) LE NIVEAU DE DECISION

### *Terrorisme, recherche, environnement : l'Europe nécessaire*

Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises au niveau national ou en commun au niveau européen ?



Bien que cette question puisse sembler simplificatrice, il nous a semblé intéressant de tester le niveau de décision que privilégient les citoyens dans une quinzaine de domaines.

Le niveau communautaire est considéré comme le plus performant pour la lutte contre le terrorisme (84%), la recherche scientifique et technologique (78%), la défense et la politique étrangère (71%) et la protection de l'environnement (69%).

Les Français privilégient également le niveau européen pour la politique énergétique (67%), l'immigration (62%) et la politique de la concurrence (60%).

Dans certains secteurs, les Français affichent une préférence, parfois légère, pour le niveau national par rapport au niveau européen : c'est le cas de l'agriculture et de la politique de la pêche (48% pour le niveau national contre 47% pour le niveau communautaire), la lutte contre l'insécurité (50% contre 48%), la protection des consommateurs (54% contre 42%), l'aide aux régions en difficulté (55% contre 41%).

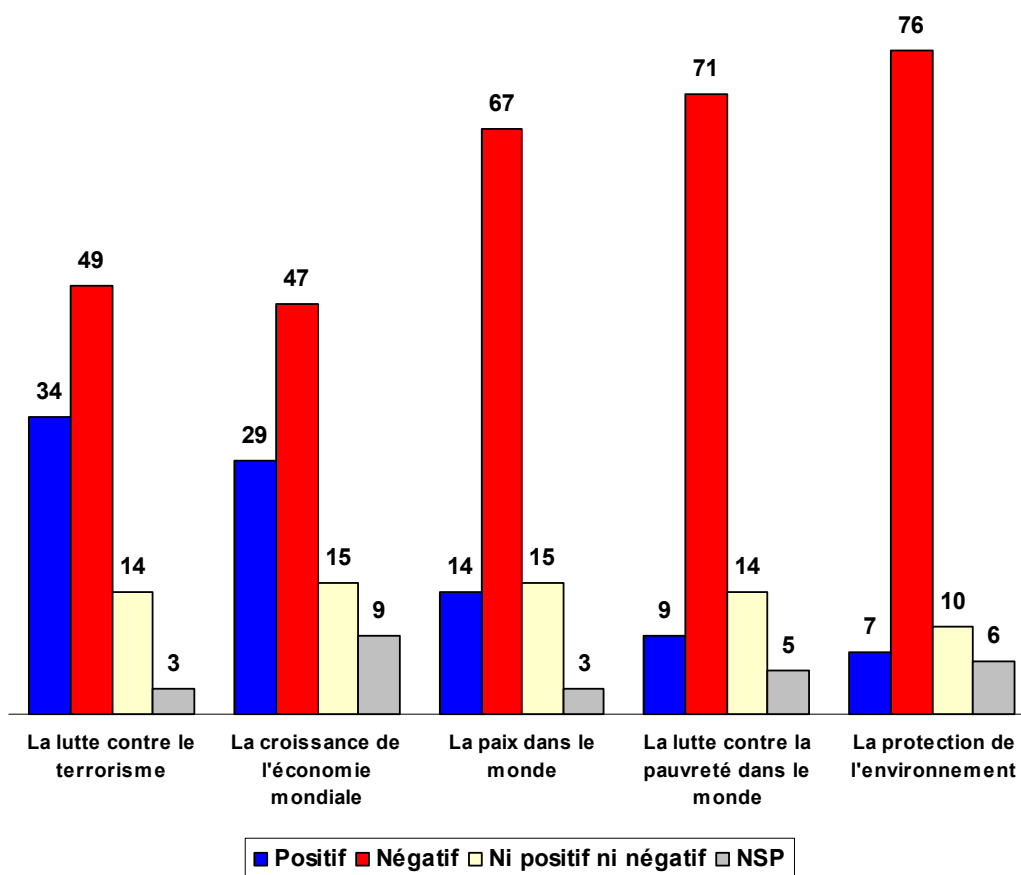
Dans les domaines liés à l'emploi, à la culture, à l'éducation et à la protection sociale, les personnes interrogées se prononcent à une large majorité pour le maintien au niveau national : 69% pour la lutte contre le chômage, 74% pour la fiscalité, 75% pour la santé et la sécurité sociale et le système éducatif, 79% pour les retraites.

### C) L'EUROPE SUR LA SCENE INTERNATIONALE

#### *L'Union beaucoup mieux perçue que les Etats-Unis*

Certains Français mesurent l'utilité d'une politique extérieure européenne à l'aune de l'hyperpuissance américaine. Aussi est-il utile de se pencher sur la manière dont est perçu le rôle des Etats-Unis sur la scène internationale.

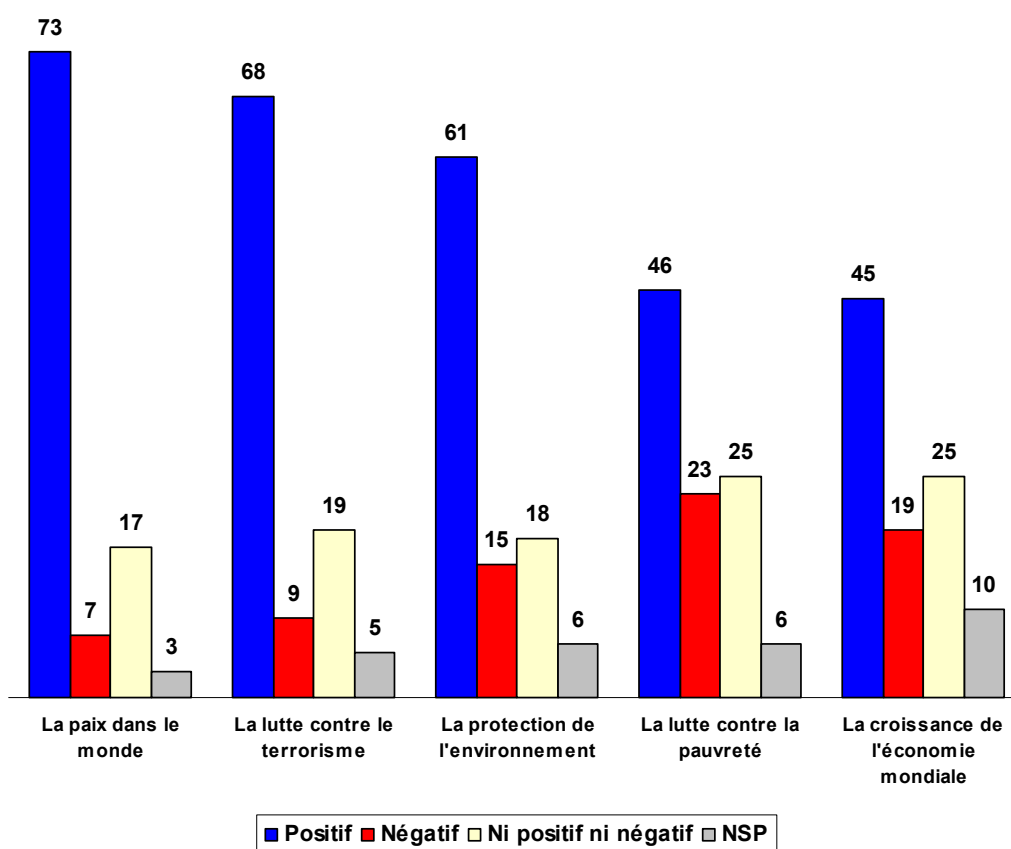
**Pensez-vous que les Etats-Unis jouent un rôle positif, négatif ou ni l'un de l'autre en ce qui concerne... ?**



Dans un contexte international marqué par le terrorisme et la persistance des violences en Irak, la politique étrangère des Etats-Unis continue d'être perçue d'une manière très négative, quel que soit le domaine pris en compte. Rappelons que cette étude a été réalisée avant les élections intermédiaires qui ont eu lieu aux Etats-Unis en novembre.

L'action américaine est ainsi jugée d'un œil défavorable dans les domaines de la croissance de l'économie mondiale (47% d'opinions négatives), de la lutte contre le terrorisme (49%), de la paix dans le monde (67%), de la lutte contre la pauvreté (71%) ou de la protection de l'environnement (76%). Pour toutes ces dimensions, les Français se montrent plus critiques que la moyenne des citoyens de l'Union.

**Pensez-vous que l'Union européenne joue un rôle positif, négatif ou ni l'un ni l'autre en ce qui concerne... ?**

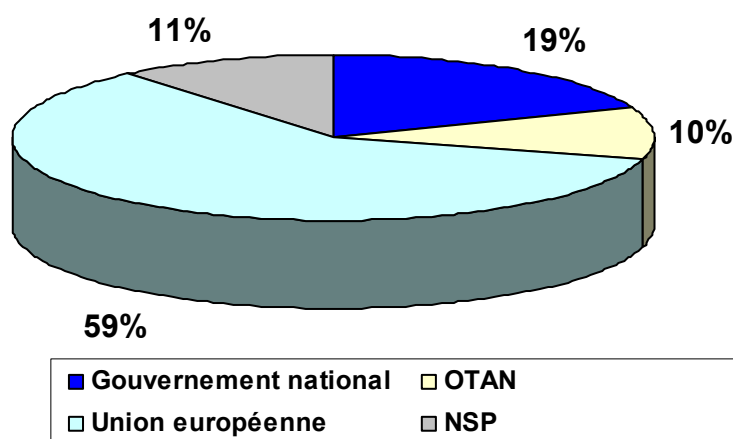


Comme lors des précédentes vagues de l'Eurobaromètre, une majorité de Français estime en revanche que l'Union européenne joue un rôle positif en ce qui concerne la paix dans le monde (73% d'avis positifs, +5), la lutte contre le terrorisme (68%, +3), la protection de l'environnement (61%, =), la lutte contre la pauvreté (46%, +2) et, dans une moindre mesure, dans la croissance de l'économie mondiale (45%, +5).

Une fois de plus, la comparaison des deux derniers tableaux montre que l'action de l'UE est perçue d'une manière beaucoup plus positive que celle des Etats-Unis. En particulier, l'écart atteint 37 points en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, 54 points pour la protection de l'environnement et même 59 points dans le domaine de la paix dans le monde.

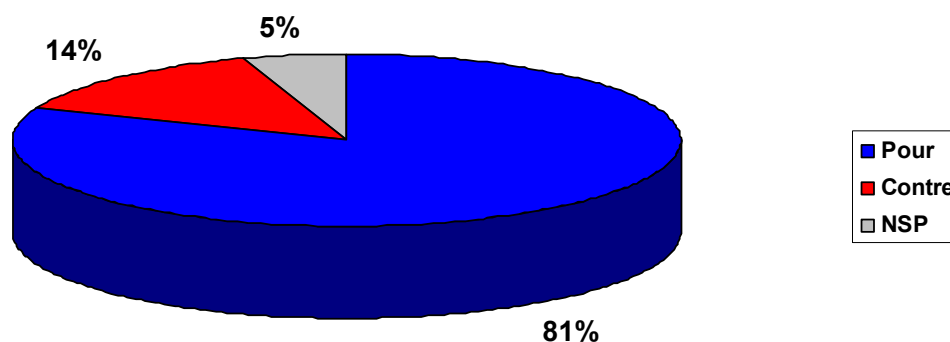
## La PESC toujours plébiscitée

Selon vous, à quel niveau devraient être prises les décisions concernant la politique européenne de défense ?



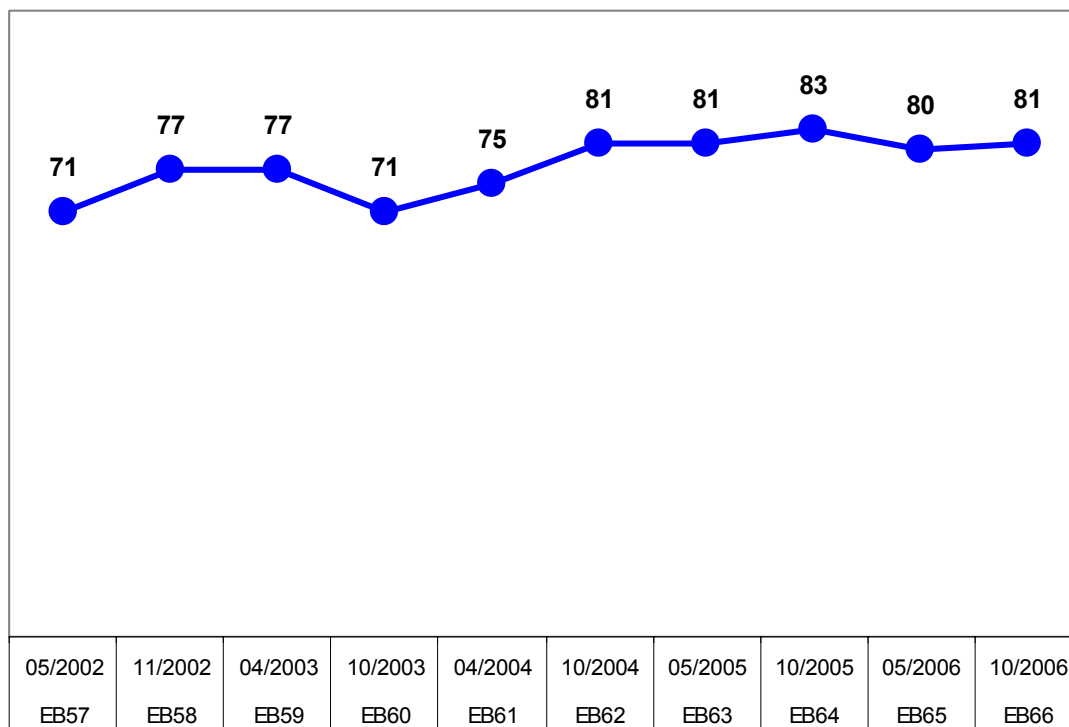
Les réticences envers la politique étrangère américaine se traduisent en grande partie par des réserves à l'égard de l'OTAN : seuls 10% (+1) des Français estiment que les décisions concernant la politique européenne de défense doivent être prises par l'Alliance atlantique ; plus de la moitié d'entre eux (59%, -1) considère que, dans ce domaine, les décisions devraient être prises au niveau de l'Union européenne ; 19% (+2) au niveau des gouvernements nationaux. L'opinion française s'avère légèrement plus favorable à une prise de décision au niveau de l'Union que celle de la plupart des Etats membres. En effet, la moyenne UE-25 s'élève respectivement à 17%, 49% et 21%.

Etes-vous pour ou contre une politique de sécurité et de défense commune des Etats membres de l'Union européenne ?

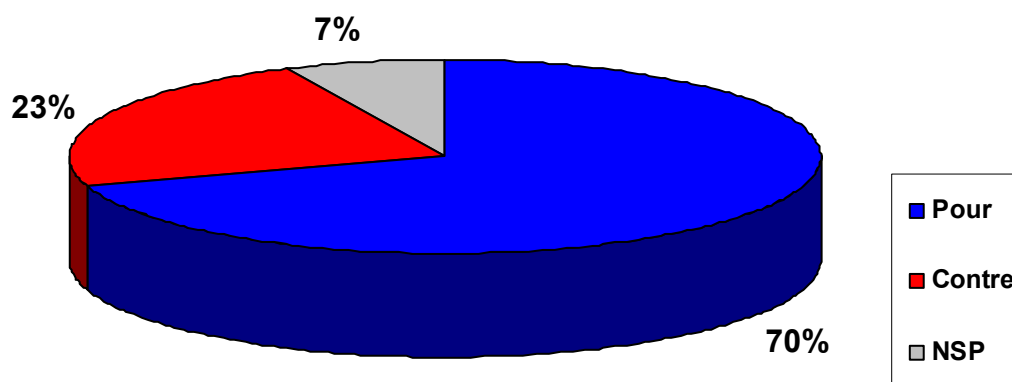


Le soutien à la politique extérieure de sécurité et de défense commune (PESD) au niveau européen demeure stable à un niveau très élevé : 81% (+1) des personnes interrogées en France y sont favorables, soit un niveau de cinq points supérieur à la moyenne des Vingt-cinq et seulement 14% (+1) y sont opposées. Depuis deux ans, plus de quatre Français sur cinq plébiscitent ainsi le principe de la PESD.

#### Soutien à une politique de sécurité et de défense commune (trend)



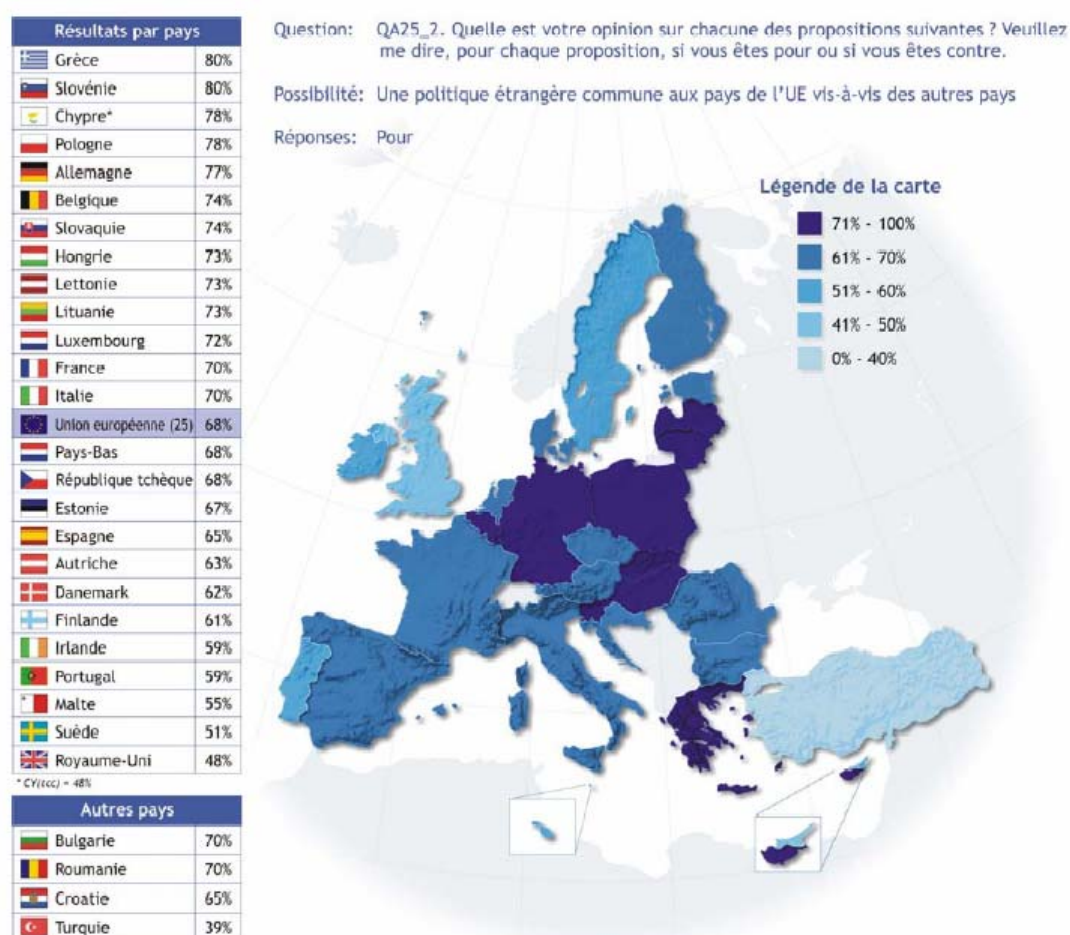
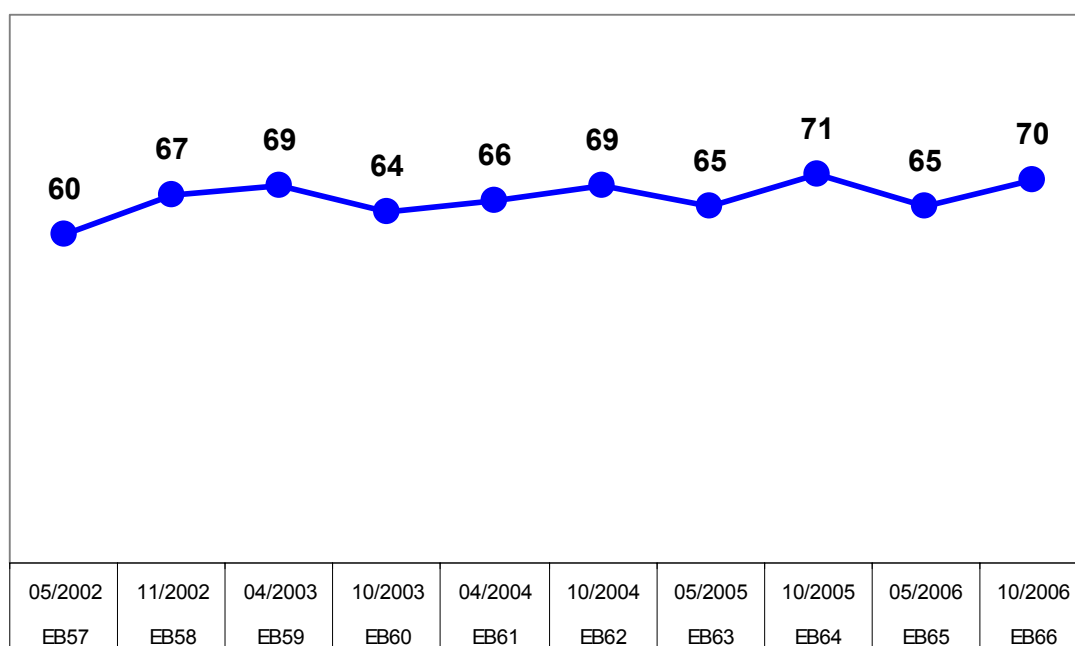
#### Etes-vous pour ou contre une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays ?



70% des Français se déclarent en outre favorables à une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne (+5 points) et 23% y sont défavorables (-3). Après la baisse constatée au premier semestre 2006, le soutien à une politique étrangère commune se rapproche du maximum historique enregistré en octobre 2005.



## Soutien à une politique étrangère commune (trend)

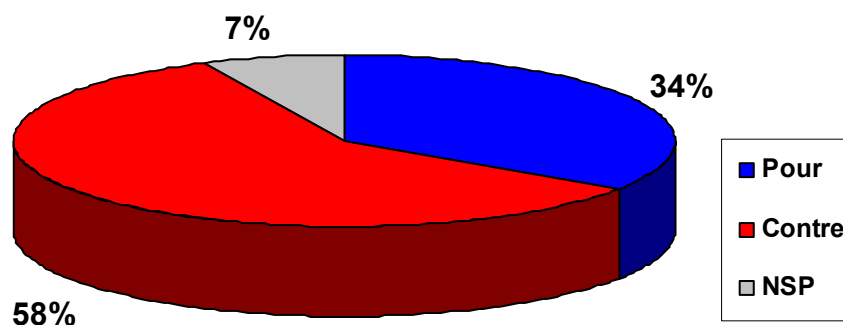


On notera que la « nouvelle Europe » est en moyenne très largement favorable à la PESC.

## D) L'ÉLARGISSEMENT

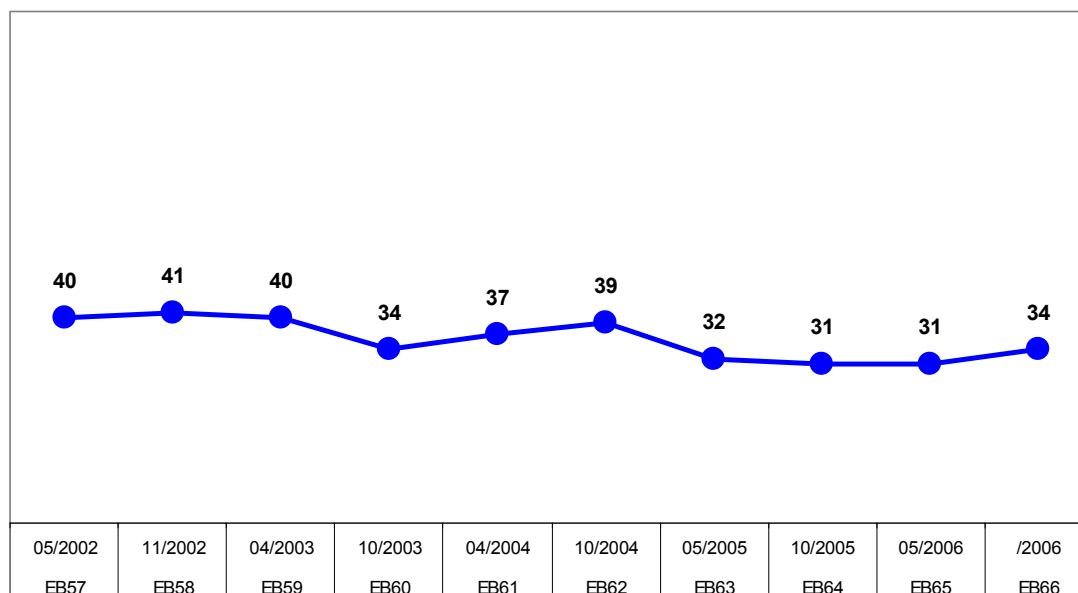
### *Une opposition réticente à de nouveaux élargissements*

Etes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays ?



A la veille de l'entrée de deux nouveaux membres (Roumanie et Bulgarie), l'opinion française confirme ses réserves sur l'élargissement de l'Union. En dépit d'une légère hausse des avis favorables (+ 3 points), seules 34% des personnes interrogées soutiennent l'entrée d'autres pays dans l'UE ; 58% (-4) y sont opposées ; 7% n'ont pas d'avis sur la question.

### Soutien à l'élargissement (trend)



Les opposants à l'élargissement se distinguent par plusieurs caractéristiques :

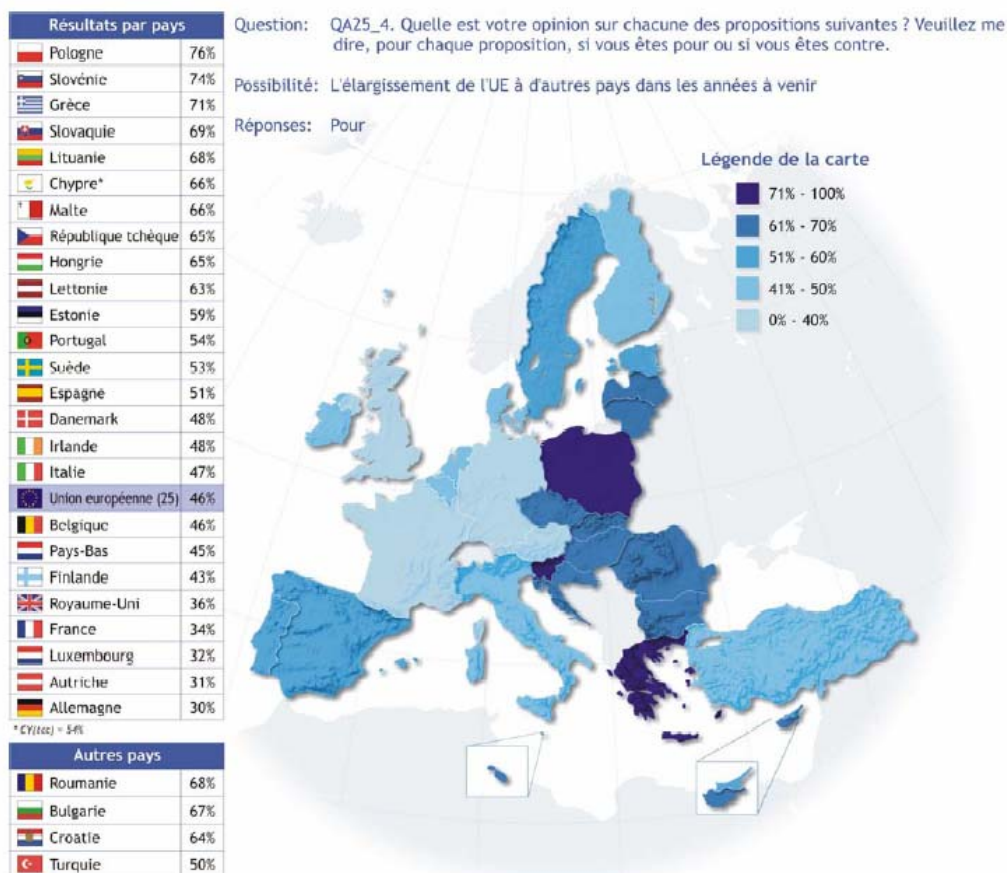
- On constate que les oppositions augmentent avec l'âge : 41% des 15-24 ans, 53% des 25-39 ans, 62% des 40-55 ans et 69% des plus de 55 ans sont hostiles à l'entrée de nouveaux pays dans l'Union.

- Les opinions varient en fonction du lieu de résidence : 48% des habitants des grandes villes, 57% des habitants des petites et moyennes agglomérations et 65% des ruraux sont opposés à l'adhésion de nouveaux États.

- Enfin, les opinions politiques constituent un autre élément discriminant : parmi les personnes opposées à l'élargissement, on trouve 45% des sympathisants de gauche, 61% des personnes proches du centre et 73% des sympathisants de droite.

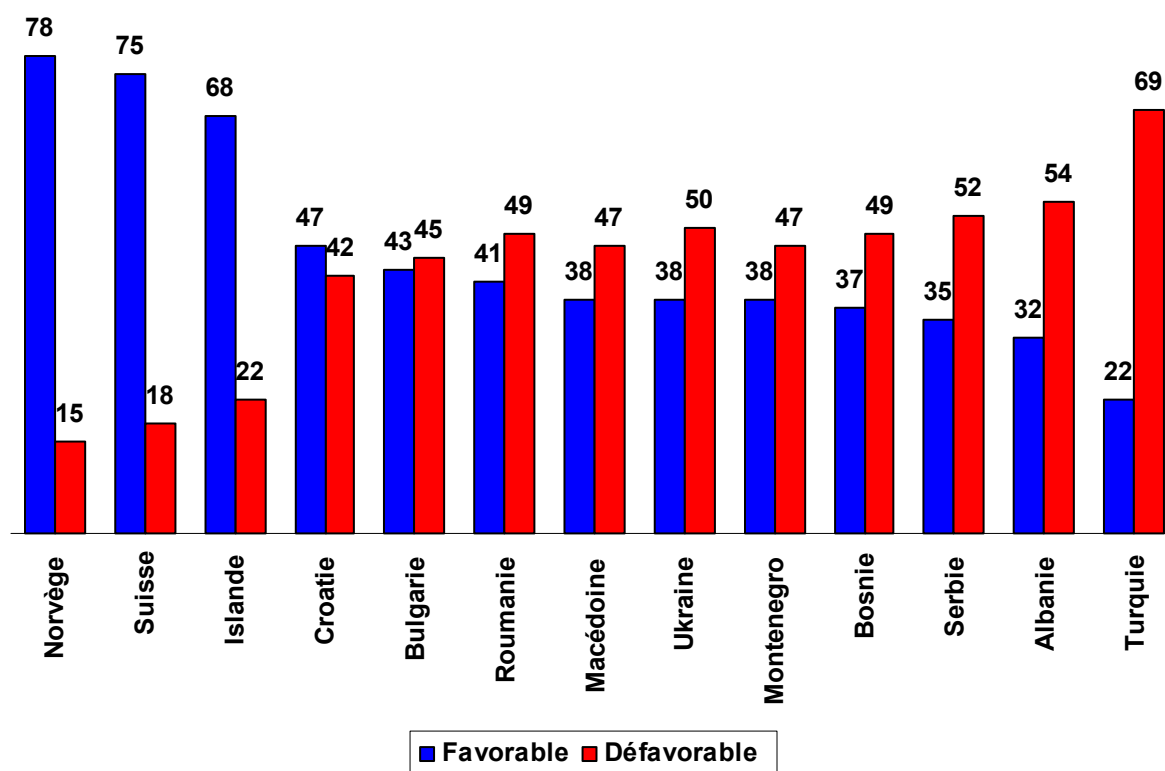
Les résultats observés en France tendent à se rapprocher de la moyenne UE-25, où l'on constate une érosion des avis favorables (46%, -3), logiquement couplée à une hausse des opinions défavorables (42%, +3).

Parmi les autres opinions nationales, seules celles de l'Allemagne (30%), de l'Autriche (31%) et du Luxembourg (32%) se distinguent par un soutien inférieur à celui constaté en France. A l'opposé, les Européens les plus favorables à l'élargissement sont les Polonais (76%), les Slovénes (74%), les Grecs (71%) et les Slovaques (69%) et plus généralement la plupart des États qui ont adhéré à l'Union en 2004.



## QUELS ETATS DEVRAIENT ENTRER DANS L'UE ?

Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne ?



Les sentiments des Français vis-à-vis de l'adhésion de nouveaux membres sont très contrastés en fonction des candidats potentiels. Comme toujours, les Français plébiscitent un élargissement éventuel de l'UE à la Norvège (78% d'opinions favorables, -2 points), à la Suisse (75%, +1) et à l'Islande (68%, -2). La Croatie est le seul autre pays qui reçoit une majorité de suffrages favorables (47% pour, 42% contre).

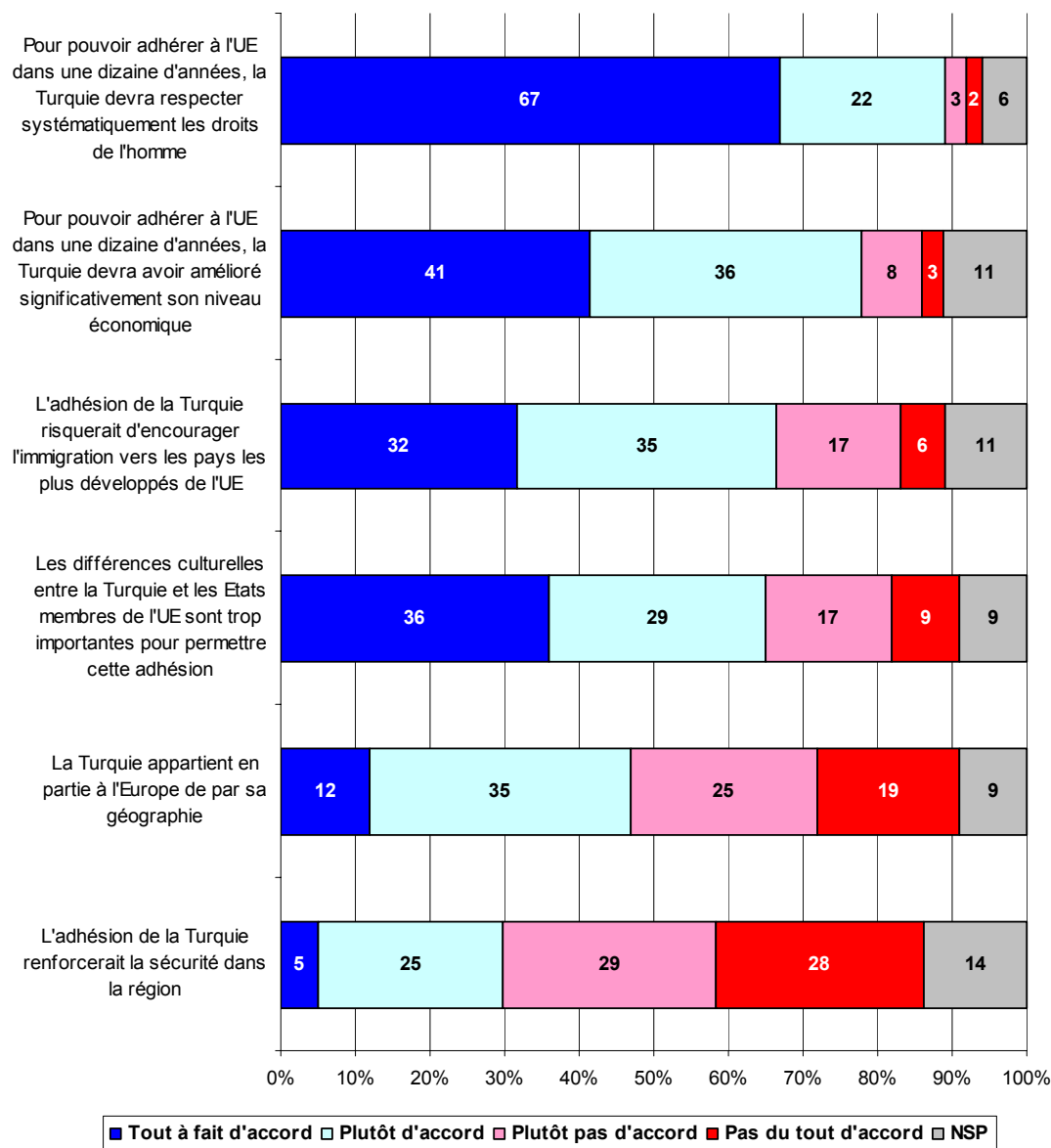
A quelques semaines du nouvel élargissement, l'opinion des Français est majoritairement défavorable à l'adhésion de la Bulgarie (45% contre, 43% pour) et de la Roumanie (49% contre, 41% pour).

Les Français sont encore plus réservés sur l'adhésion de l'Ukraine (38% pour, 50% contre) et des pays d'ex-Yougoslavie, que ce soit la Macédoine ou le Monténégro (38% pour, 47% contre), la Bosnie-Herzégovine (37% pour, 49% contre) ou la Serbie (35% pour, 52% contre).

L'opinion publique française reste enfin majoritairement opposée à l'adhésion de l'Albanie (32 % pour, 54 contre) et encore plus nettement à la Turquie (22% pour, 69% contre).

## L'ADHÉSION DE LA TURQUIE

Pour chacune des propositions suivantes, dites-nous si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.



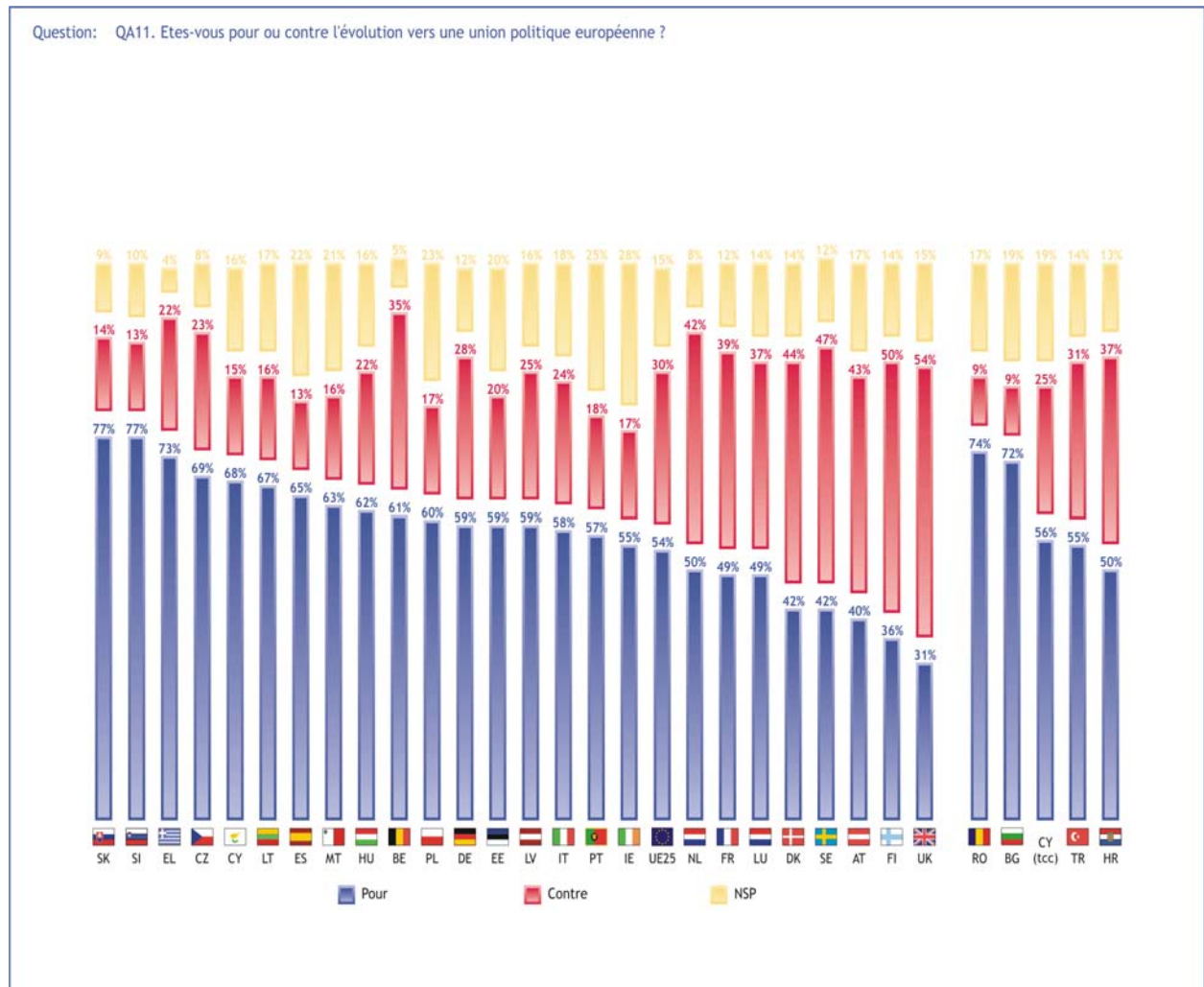
Concernant ce dernier pays, les Français semblent avant tout attendre un respect systématique des droits de l'homme (89% en font une condition à une adhésion dans une dizaine d'années) et une amélioration sur le plan économique (77%).

Par ailleurs, les deux tiers des Français considèrent que l'adhésion pourrait encourager l'immigration vers les pays les plus développés de l'Union européenne. La même proportion est d'opinion que les différences culturelles entre la Turquie et les pays membres sont trop importantes pour permettre cette adhésion (65%, soit dix points de plus que la moyenne UE-25). Enfin, l'argument selon lequel une telle adhésion permettrait de renforcer la sécurité de la région n'est reçu que par 30% des personnes interrogées.

## E) L'AVENIR INSTITUTIONNEL

### *Une majorité favorable à l'union politique*

**Etes-vous pour ou contre l'évolution vers une union politique européenne ?**



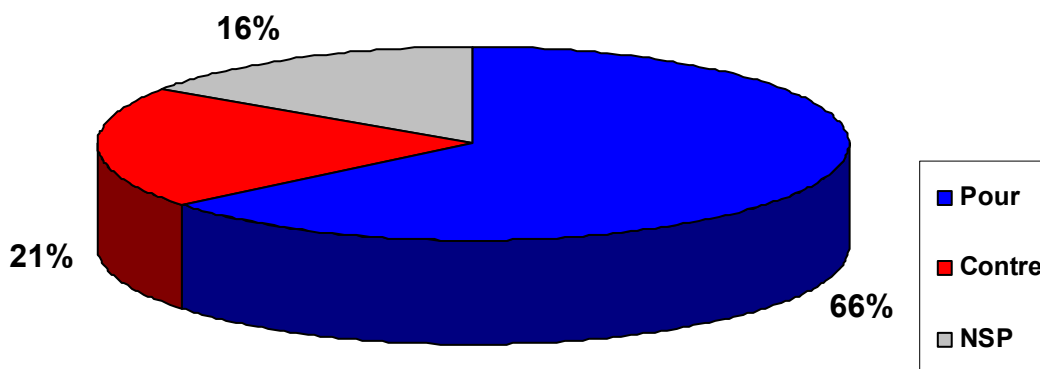
Près d'un Français sur deux (49%) est favorable à l'évolution vers une union politique européenne, 39% y sont opposés et 12% ne se prononcent pas. Les valeurs observées en France montrent une réticence plus élevée que dans l'Union dans son ensemble.

Les opinions publiques les mieux disposées à l'égard d'une union politique se trouvent en Slovaquie et en Slovénie (77% d'avis favorables) et en Grèce (73%), les plus hostiles sont les Suédois (47 % d'avis défavorables), les Finlandais (50 %) et les Britanniques (54 %).

## Le souhait d'une Constitution

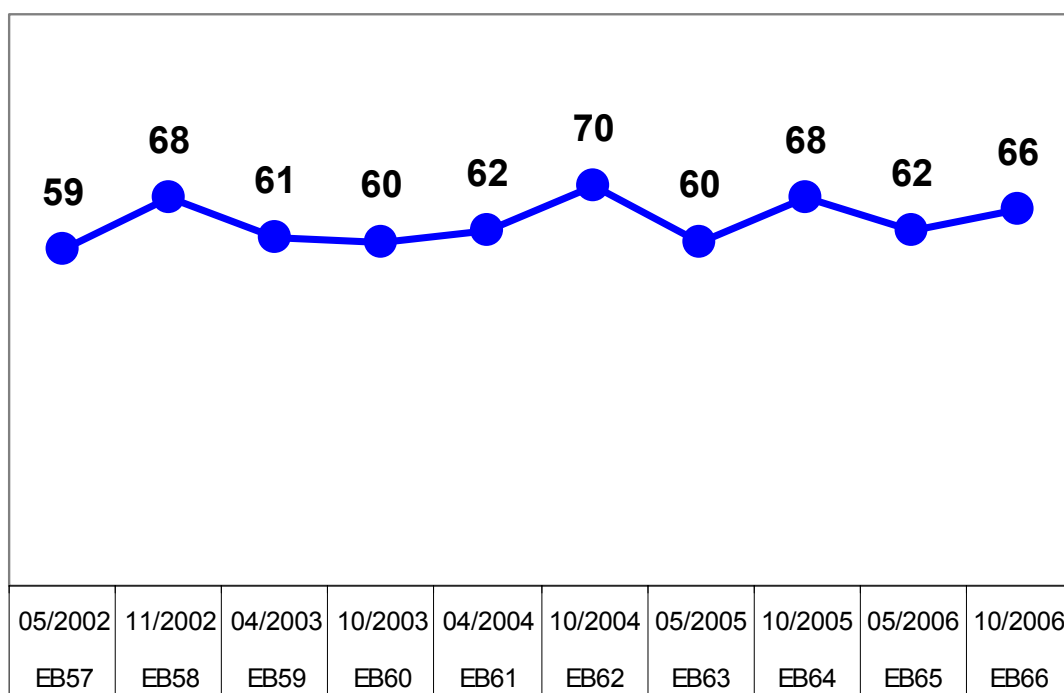
### LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

**Etes-vous favorable à une constitution pour l'Union européenne ?**



Dix-huit mois après le « non » français et néerlandais, l'opinion publique française reste majoritairement favorable au principe d'une constitution : 66% des personnes interrogées s'y disent favorables, 21% hostiles et 16% ne se prononcent pas. Le soutien à une constitution gagne ainsi quatre points en six mois. Il va sans dire qu'un tel résultat ne doit pas être interprété comme un soutien au texte qui avait été soumis à référendum le 29 mai 2005, mais uniquement à l'idée d'une Constitution.

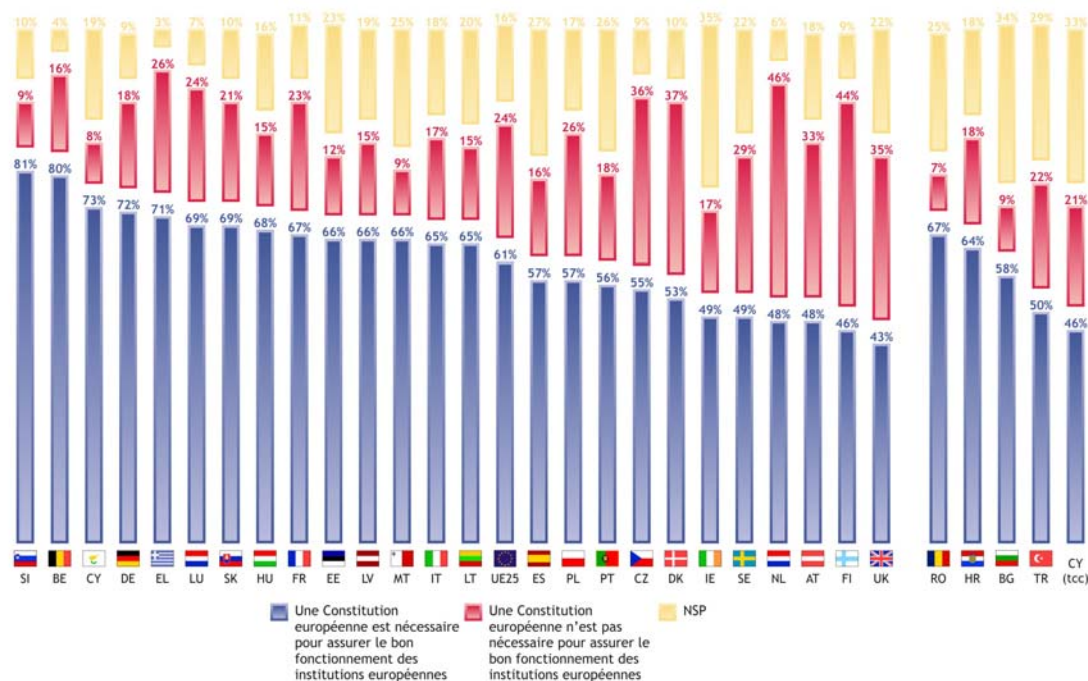
#### Soutien au principe d'une constitution (trend)



**Laquelle de ces propositions reflète le mieux votre opinion ?**

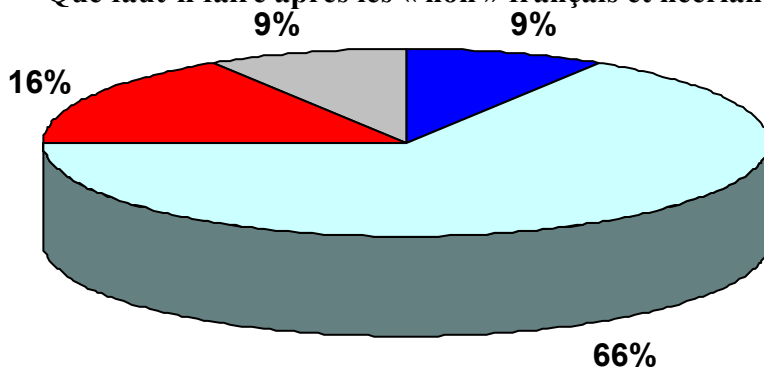


Question: QA38. Laquelle de ces propositions, reflète le mieux votre opinion ?



67% des personnes interrogées en France restent en effet convaincues qu'une Constitution est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des institutions européennes, contre 23% qui jugent qu'elle n'est pas nécessaire, chiffres relativement proches de la moyenne européenne.

### Que faut-il faire après les « non » français et néerlandais ?



■ Continuer le processus de ratification
 ■ Renégocier la Constitution  
■ Abandonner la Constitution
 ■ NSP

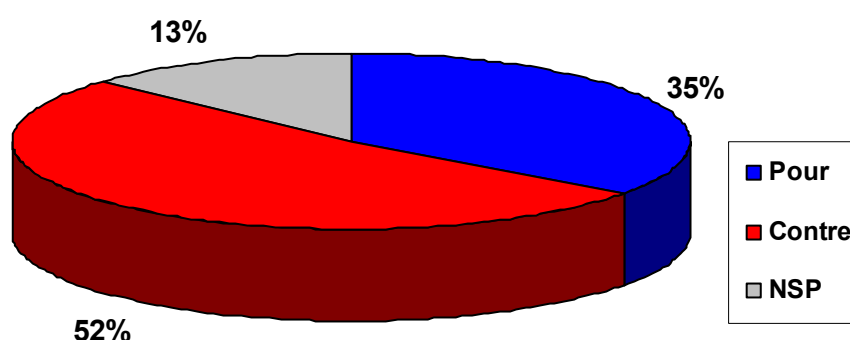
Après les « non » français et néerlandais et alors que seize Etats membres ont ratifié le Traité constitutionnel (le chiffre passera à dix-huit le 1<sup>er</sup> janvier 2007 avec l'adhésion de la Bulgarie



et de la Roumanie), seuls 16% des Français (+2 points en un semestre) se prononcent pour l'abandon pur et simple de la Constitution ; ils sont 9% (-1) à penser que les Etats membres devraient continuer le processus de ratification. Deux personnes sur trois se déclarent favorables à une renégociation, sans qu'il soit possible ici de déterminer dans quelle mesure elles souhaitent que celle-ci s'inspire du texte déjà soumis à référendum.

### ***Des réserves face à une Europe à deux vitesses***

**Etes-vous pour ou contre une vitesse de construction européenne plus élevée dans un groupe de pays ?**

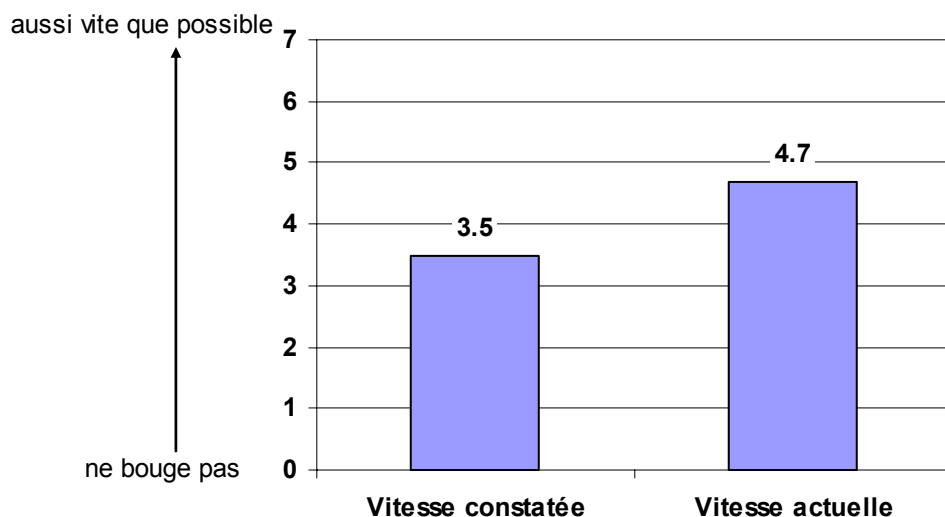


On observe sans surprise une relative stabilité de l'opinion des Français quant à l'émergence de groupes pionniers de pays constituant une avant-garde de l'intégration européenne. Malgré le rejet de la Constitution, la moitié des Français (52 %) s'opposent à une « Europe à deux vitesses ». On constate cependant une érosion des indécis (13%, -3) au profit des partisans d'une vitesse d'intégration plus élevée dans certains pays, qui passent de 31 à 35 % de l'opinion publique française.

## F) LE RYTHME DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

### *Le souhait d'une accélération de la construction européenne*

A votre avis, quelle est la vitesse actuelle de la construction européenne ? (...)  
Et qu'est-ce qui correspond le mieux à la vitesse de la construction européenne que vous souhaiteriez ?



Malgré leurs critiques sur certains points, les Français souhaitent en tout cas que l'Union européenne progresse plus vite qu'elle ne le fait aujourd'hui. Invités à indiquer, sur une échelle de 1 à 7, quelle est selon eux la vitesse actuelle de la construction européenne, les Français la situent en moyenne à 3,5. Interrogés ensuite sur la vitesse qu'ils souhaiteraient, ils la placent à 4,7, preuve s'il en était que le désir d'Europe reste fort malgré les difficultés.

## CONCLUSION

Après plusieurs années de croissance molle et d'aggravation du chômage, 2006 est caractérisée par une nette reprise économique. Aussi l'Eurobaromètre enregistre-t-il une légère amélioration des indicateurs de confiance et la problématique du chômage se fait un peu moins pesante que dans les enquêtes précédentes.

Bien que 85% des personnes interrogées se déclarent satisfaites de leur vie personnelle, le climat général de l'opinion demeure très morose et les Français expriment, plus que les autres citoyens de l'Union européenne, des inquiétudes fortes. La France est ainsi le pays de l'Union dans lequel les citoyens estiment le plus que les choses vont dans la mauvaise direction, ceux qui jugent le plus que la mondialisation menace l'emploi et ceux qui considèrent le moins que l'Union européenne leur permet de mieux bénéficier des effets positifs de cette mondialisation. Ceci est sans doute un des éléments expliquant les réticences qui se manifestent face à la perspective de nouveaux élargissements.

Ces craintes ne s'accompagnent toutefois pas d'un rejet de la concurrence et de l'économie de marché : pour une majorité des sondés, la libre concurrence est en effet la meilleure façon de garantir la prospérité. Dans le même temps, on assiste en France, plus qu'ailleurs à l'émergence des préoccupations environnementales.

Les principaux indicateurs de soutien à l'Union européenne se stabilisent et le noyau eurosceptique reste contenu aux alentours d'un cinquième de la population. Les Français souhaitent en effet que la construction européenne se développe plus rapidement qu'aujourd'hui et ils se prononcent par exemple massivement en faveur de l'euro et d'une politique étrangère et de sécurité commune. Le désir d'Europe se manifeste par exemple dans des domaines aussi divers que la recherche et l'innovation, l'environnement, l'énergie, l'immigration ou la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, deux Français sur trois restent attachés au principe d'une Constitution européenne. Les valeurs qu'ils associent prioritairement à l'Union (les droits de l'homme et la paix) sont parmi celles qui comptent le plus à leurs yeux.

Cette enquête permet également de mettre en lumière la diversité de l'UE, mais aussi de l'opinion publique française elle-même sur des sujets « sociétaux ». Si une très forte proportion de Français souhaite que la justice se montre plus ferme envers les délinquants, l'opinion est par exemple partagée lorsqu'on l'interroge sur le droit au mariage ou à l'adoption pour les couples homosexuels.

Le débat qui va s'ouvrir à l'occasion de l'élection présidentielle sera certainement l'occasion, pour les candidats, de s'exprimer sur les évolutions de la société, sur leur projet économique et social et sur la marche du monde. Espérons qu'au cours de cet exercice démocratique, les enjeux européens auront toute leur place.

## EUROBAROMETRE « STANDARD » 66.1 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 6 septembre et le 10 octobre 2006, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 66.1 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction Générale de la Communication, unité « Analyse de l'opinion publique et des médias ».

L'EUROBAROMETRE « Standard » fait partie de la vague 66.1 et couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE « Standard » a été conduit également dans les deux pays accédants (la Bulgarie et la Roumanie) et dans les deux pays candidats (la Croatie et la Turquie), ainsi que dans la Communauté Turque Chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise d'une des langues nationales respectives pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

| ABREVIATIONS | PAYS                  | INSTITUTS                        | N°<br>ENQUETES | DATES TERRAIN         | POPULATION<br>15+ |
|--------------|-----------------------|----------------------------------|----------------|-----------------------|-------------------|
| BE           | Belgique              | TNS Dimarso                      | 1.003          | 6/09/2006 1/10/2006   | 8.650.994         |
| CZ           | Rép. Tchèque          | TNS Aisa                         | 1.091          | 7/09/2006 26/09/2006  | 8.571.710         |
| DK           | Danemark              | TNS Gallup DK                    | 1.003          | 9/09/2006 10/10/2006  | 4.411.580         |
| DE           | Allemagne             | TNS Infratest                    | 1.525          | 8/09/2006 4/10/2006   | 64.361.608        |
| EE           | Estonie               | Emor                             | 1.000          | 8/09/2006 2/10/2006   | 887.094           |
| EL           | Grèce                 | TNS ICAP                         | 1.000          | 6/09/2006 3/10/2006   | 8.693.566         |
| ES           | Espagne               | TNS Demoscopia                   | 1.003          | 6/09/2006 5/10/2006   | 37.024.972        |
| FR           | France                | TNS Sofres                       | 1.007          | 6/09/2006 30/09/2006  | 44.010.619        |
| IE           | Irlande               | TNS MRBI                         | 1.000          | 6/09/2006 10/10/2006  | 3.089.775         |
| IT           | Italie                | TNS Abacus                       | 1.006          | 7/09/2006 5/10/2006   | 48.892.559        |
| CY           | Rép. de Chypre        | Synovate                         | 503            | 6/09/2006 1/10/2006   | 596.752           |
| CY(tcc)      | Com. turque chypriote | KADEM                            | 500            | 7/09/2006 30/09/2006  | 157.101           |
| LV           | Lettonie              | TNS Latvia                       | 1.015          | 8/09/2006 9/10/2006   | 1.418.596         |
| LT           | Lituanie              | TNS Gallup Lithuania             | 1.000          | 6/09/2006 2/10/2006   | 2.803.661         |
| LU           | Luxembourg            | TNS ILReS                        | 500            | 6/09/2006 4/10/2006   | 374.097           |
| HU           | Hongrie               | TNS Hungary                      | 1.005          | 6/09/2006 25/09/2006  | 8.503.379         |
| MT           | Malte                 | MISCO                            | 500            | 7/09/2006 4/10/2006   | 321.114           |
| NL           | Pays-Bas              | TNS NIPO                         | 1.018          | 6/09/2006 5/10/2006   | 13.030.000        |
| AT           | Autriche              | Österreichisches Gallup-Institut | 1.016          | 6/09/2006 5/10/2006   | 6.848.736         |
| PL           | Pologne               | TNS OBOP                         | 1.000          | 9/09/2006 4/10/2006   | 31.967.880        |
| PT           | Portugal              | TNS EUROTESTE                    | 995            | 6/09/2006 2/10/2006   | 8.080.915         |
| SI           | Slovénie              | RM PLUS                          | 1.031          | 6/09/2006 5/10/2006   | 1.720.137         |
| SK           | Slovaquie             | TNS AISA SK                      | 1.023          | 13/09/2006 26/09/2006 | 4.316.438         |
| FI           | Finlande              | TNS Gallup Oy                    | 1.000          | 7/09/2006 4/10/2006   | 4.348.676         |
| SE           | Suède                 | TNS GALLUP                       | 1.013          | 7/09/2006 2/10/2006   | 7.486.976         |
| UK           | Royaume-Uni           | TNS UK                           | 1.308          | 6/09/2006 7/10/2006   | 47.685.578        |
| BG           | Bulgarie              | TNS BBSS                         | 1.035          | 6/09/2006 20/09/2006  | 6.671.699         |
| RO           | Roumanie              | TNS CSOP                         | 1.047          | 7/09/2006 29/09/2006  | 18.173.179        |
| HR           | Croatie               | Puls                             | 1000           | 7/09/2006 27/09/2006  | 3.722.800         |
| TR           | Turquie               | TNS PIAR                         | 1005           | 6/09/2006 4/10/2006   | 47.583.830        |
| TOTAL        |                       |                                  | 29.152         | 6/09/2006 10/10/2006  | 444.406.021       |

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

| Pourcentages observés | 10% ou 90%   | 20% ou 80%   | 30% ou 70%   | 40% ou 60%   | 50%          |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Limites de confiance  | ± 1.9 points | ± 2.5 points | ± 2.7 points | ± 3.0 points | ± 3.1 points |